

# Cahiers pour l'histoire de la recherche 1

**Auteur(s) : CNRS**

**Voir la transcription de cet item**

## Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

71 Fichier(s)

## Les mots clés

[BIDAULT Ghislaine](#), [Curien Hubert \(1924-2005\)](#)

## Les relations du document

**Collection Cahiers pour l'histoire de la recherche**

Ce document est en lien avec :

[Cahiers pour l'histoire de la recherche 2](#) 

[Cahiers pour l'histoire de la recherche 3](#) 

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

## Citer cette page

CNRS, Cahiers pour l'histoire de la recherche 1, 1993

Valérie Burgos, Comité pour l'histoire du CNRS & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-Sorbonne Nouvelle-ENS)

Consulté le 12/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/ComiteHistoireCNRS/items/show/174>

## Présentation

Date(s)1993

Mentions légalesFiche : Comité pour l'histoire du CNRS ; projet EMAN Thalim (CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Editeur de la ficheValérie Burgos, Comité pour l'histoire du CNRS & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-Sorbonne Nouvelle-ENS)

## Information générales

LangueFrançais

Collation24

## Informations éditoriales

N° ISBN2-271-05021-9

N° ISSN1243-1923

## Description & Analyse

Nombre de pages139

Notice créée par [Valérie Burgos](#) Notice créée le 05/10/2023 Dernière modification le 11/12/2024

CAHIERS  
POUR L'HISTOIRE  
DE LA RECHERCHE

# Les mémoires de la recherche


 CNRS EDITIONS

**CAHIERS  
POUR L'HISTOIRE  
DE LA RECHERCHE**

GHISLAINE BIDAULT

**LES MÉMOIRES  
DE LA RECHERCHE**

État des versements  
1977 – 1989

 CNRS EDITIONS

## CAHIERS POUR L'HISTOIRE DE LA RECHERCHE

*Comité de Rédaction :*  
Madame Luce GIARD  
Monsieur Jacques LAUTMAN,  
Monsieur Dominique PESTRE,  
Monsieur Antoine PROST,  
Madame Claire SALOMON-BAYET

*Secrétariat de Rédaction :*  
Jean-François PICARD

Toute correspondance et manuscrits doivent être adressés à Jean-François PICARD, IHTP, 44, Rue de l'Amiral Mouchez, 75014 PARIS

Ventes par correspondance : CNRS Éditions, 20-22, rue Saint-Amand, 75015 Paris, tél. : (1) 45 33 16 00 — Télex : 200 356 F

© CNRS Éditions, Paris, 1993  
ISBN 2-271-05021-9

## Sommaire

Préface de Hubert Curien .....	9
Note de l'auteur : Mission et missions des Archives .....	11
<i>Introduction :</i>	
Quelques éléments d'histoire .....	15
Sources d'archives complémentaires .....	27
Bibliographie .....	27
<i>États des versements :</i>	
Notes liminaires .....	31
Versements, 1977-1989 .....	39
Index par services versants et thèmes de recherche .....	61

### Annexes

<i>Annexe 1 : Chronologie des principaux événements et textes réglementaires .....</i>	87
<i>Annexe 2 : Cabinets ministériels 1954-1959 .....</i>	100
<i>Annexe 3 : Ministres chargés de la Recherche sous la V<sup>e</sup> République, 1959-1989 .....</i>	103
<i>Annexe 4 : Liste des Délégués généraux, Délégués généraux adjoints, Directeurs de la DGRST .....</i>	105
<i>Annexe 5 : Structures administratives de la Recherche, organigrammes, la Recherche en 1963 .....</i>	106
<i>DGRST, 1978 .....</i>	107

MRT, juin 1982.....	108
MRI, décembre 1982.....	113
MIR, mars 1983.....	114
MRI/MST, mars 1983.....	115
MRT, 1984.....	116
MRT/MST, février 1985.....	117
MRT, juin 1989.....	118
<i>Annexe 6 : Organismes sous tutelle</i>	
MIDIST.....	119
CESTA, 1987.....	120
<i>Annexe 7 : DGRST, liste des actions concertées par secteurs de recherche</i> .....	121
<i>Documents d'archives</i> .....	125

## Préface de Hubert Curien ministre de la Recherche et de l'Espace

Quel grand pays peut se dispenser d'une politique scientifique ? Depuis plus de cinquante ans, l'État et la Science bientôt rejoints par l'Industrie ont conjugué leurs efforts pour donner à la France la place qui lui revient dans le monde.

Il me semble que trois moments ont marqué la réalisation de cette politique.

À la veille de la guerre, le physicien Jean Perrin, sous-secrétaire d'État à la recherche, créait le CNRS. Un organisme destiné à doter notre Université des instituts de recherche qui lui faisaient défaut. Non seulement le CNRS assurait le fonctionnement de la recherche fondamentale, mais il faut le rappeler, il donnait au pays les moyens d'une mobilisation scientifique à une période tragique de son histoire. Sur le même modèle, l'État créait peu après des instituts de recherche spécialisés, l'ORSTOM pour la recherche outre-mer, l'INRA pour la modernisation de l'agriculture, le C.E.A. pour le développement de la physique nucléaire et de ses applications, etc.

Un quart de siècle plus tard, la cinquième République du Général de Gaulle installait la première organisation scientifique interministérielle : une Délégation à la Recherche scientifique et son Comité des Sages. Grâce à la disposition du budget national de la recherche, la DGRST assurait à l'État les moyens d'une politique scientifique. Les années soixante ont été une période particulièrement féconde pour la recherche française, par exemple dans des domaines, par exemple, tels que l'espace avec la création du Centre National d'Études Spatiales ou la santé avec l'INSERM.

Il y a une dizaine d'années, François Mitterrand met en place un Ministère de la Recherche et de la Technologie chargé d'une politique de la science dans une perspective élargie : l'Europe. Santé, énergie, télécommunications, transports, les réalisations sont connues et nous pouvons être légitimement fier de nos chercheurs.

Les institutions ont aussi leur mémoire. La mission des archives du ministère chargé de la recherche nous en donne la preuve sous forme d'un inventaire. Ce qui nous est présenté ici constitue donc non seulement le témoin d'une politique de la science française — susceptible d'intéresser les historiens — mais aussi un élément de réflexion.

Hubert CURIEN



## Note de l'auteur

Cet « état des lieux » archivistique est le fruit d'une longue collaboration entre les Archives nationales et la Recherche.

Les Archives nationales furent appelées au chevet de la Recherche, par l'intermédiaire des services du Premier Ministre en janvier 1964, pour prélever les archives du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRPT). Ces documents constituent à l'heure actuelle notre fonds le plus ancien sur la Recherche (1954-1958). Il est l'une des composantes du versement AN 77/321.

De 1964 à 1977, les collectes furent sporadiques, par suite de difficultés de stockage, d'abord aux Archives nationales à Paris puis à compter de 1969, au Centre des Archives contemporaines à Fontainebleau (dépôt des Archives nationales pour les documents récents) dans les anciens bâtiments de l'OTAN, peu adaptés. La vitesse de croisière fut atteinte en 1978 lors de la mise en service à Fontainebleau de la première unité fonctionnelle de stockage. Ce n'est donc pas par hasard si les premiers versements, même plus anciens, sont de 1977, date de leur traitement (les deux premiers chiffres formant la cote du versement indiquent l'année).

Jusqu'en 1981, ces prélèvements d'archives se faisaient à la suite de demandes auprès de Missions Archives Nationales (AN) de l'institution à laquelle était rattachée la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST). Jusqu'en 1969 sous l'égide des services du Premier Ministre, la DGRST sera rattachée de 1970 à 1977 au Ministère du Développement industriel et scientifique (MDIS). Elle sera transférée en 1972 de la rue de l'Université à la rue St-Dominique rejoignant ainsi le Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique (CCRST) et le Comité Interministériel de la Recherche Scientifique et Technique (CIRST).

Aussi en 1977, eut lieu la première grande opération d'archi-



## Chronologie des premiers versements

14 1 1964	Prélèvement du fonds CSRSPT, 1954-1958	versé aux AN 18 1 1974	Versé à Fontainebleau 77/321, art. 970-985
29 10 1968	Commission de la recherche scientifique et technique actions concertées, demandes budgétaires par ministères et organismes, s.d., 1960-1963	13 2 1974	77/1624
19 03 1972	Contrats de Recherche, rapports, 1960-1970	1972	77/1531
28 11 1973	Contrats de Recherche, III <sup>e</sup> -IV <sup>e</sup> plans, 1960-1965	1973	77/321
13 02 1974	Affaires internationales organismes internationaux, 1962-1968 ; Comités techniques de développement, s.d., 1960-1970	1974	77/606
26 03 1976	Contrats de Recherche v <sup>e</sup> plan, 1966-1970	1976	77/387
(1964), 1977	(CSRSPT, 1954-1958) ; CCRST, 1939-1975 ; DGRST, 1958-1976	(1974), 1977	77/321-323 devenu en 1989 77/321

vage, organisée par la Mission AN du MDIS : 160 ml d'archives furent collectés sous la houlette du Contre-Amiral Jannot, Haut-fonctionnaire des affaires scientifiques de Défense, celui-ci ayant bien voulu accepter de cautionner cette opération de versement d'archives. Ce versement 77/321 constitue avec celui du CCRST (81/401), la pierre angulaire de toute recherche tant sur le plan institutionnel que sur celui de l'histoire des sciences, pour les années 1954-1976.

A compter de 1978 et jusqu'en 1981, année de son abrogation, la DGRST dépendra du Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre (Recherche) et les Archives seront en liaison avec la Mission AN des services du Premier Ministre. Cependant, sur place, existait un correspondant Archives : ce fut jusqu'en 1978, la Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (M. Beaudoux)<sup>1</sup> puis la Division de l'Information et des Relations extérieures (M. Van Lerberghe)<sup>2</sup>.

1. Les fonds de la Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) recèlent des documents hors de sa compétence administrative, notamment dans les fonds RE 104 (Mission Recherche, cote archives intermédiaires).

2. L'ancien fonds documentaire de la DGRST dépendant de la Division de l'Information et des Relations extérieures (DIRE) conserve de nombreux documents d'archives, notamment le fonds du Comité des Recherches spatiales sous la cote RE 130/31 (Mission Recherche, cote archives intermédiaires).

Le 23 mars 1982, le Ministre de la Recherche et de la Technologie sollicitait auprès du Ministre de la Culture, la création d'une Mission Archives nationales permanente. Ce fut chose faite en juin 1982.

Autonome un court instant, la Mission Recherche fut intégrée de 1983 à 1986 à la Mission Industrie et depuis 1987 coordonnée avec la Mission CNRS pour les archives administratives de la Recherche.

Le rôle de la Mission au sein du Ministère est double :

— celui d'aider les services à gérer la masse de leurs archives utiles

— sélectionner à terme, les documents intéressants pour l'Histoire.

Les archives du Ministère et de la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique sont déjà régulièrement exploitées dans le cadre de colloques (colloque pour le cinquantenaire du CNRS — journées internationales « De Gaulle en son siècle ») et de maîtrises ou de thèses sur des sujets très variés (Histoire de la Biologie moléculaire et de la Recherche médicale en France, coopération scientifique et technique entre l'Inde et la France, le Plan Calcul, Sciences et société en Nouvelle-Calédonie...)

Cet ouvrage qui se veut un outil de travail pour les chercheurs, a été élaboré en deux temps : une première version en 1989 plus succincte, répondant aux besoins du Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) et la seconde, plus élaborée, accompagnant davantage les possibilités de recherches et la richesse des fonds administratifs de la Recherche scientifique.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Antoine Prost, professeur à l'Université de Paris-I, M. Jean-François Picard, Chercheur au CNRS et M<sup>me</sup> Odile Welfel, Conservateur à la Mission CNRS qui m'ont prêté leur concours pour la rédaction et la publication de cette seconde version.

M<sup>me</sup> Georgeta Namoianu, mon adjointe, m'a permis par son travail de m'y consacrer pleinement. M<sup>me</sup> Christiane Blanchet et M. Laurent Drouhin en ont assuré la frappe.

Qu'ils en soient tous remerciés.

Ghislaine BIDAULT  
mission des archives nationales

## Introduction

### QUELQUES ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

#### *L'État et la recherche*

A l'aube du  $xx^e$  siècle, la première relation de l'État avec la science voyait le premier se cantonner au financement de ses savants. En 1901, lors du lancement d'une première *Caisse des recherches scientifiques*, il n'était pas question que l'État se substitue à la communauté savante pour organiser la recherche, à fortiori pour indiquer les voies dans lesquelles engager celle-ci. La politique de la science, si tant est qu'on puisse évoquer l'idée de piloter une activité d'essence aussi spontanée que la création artistique devait dire le physicien Jean Perrin (Nobel de 1926), ne pouvait relever que des scientifiques.

Cette conception d'une science pure dont la nourrice naturelle, l'Université, cautionnait la liberté amenait la Direction de l'Enseignement supérieur et Perrin à créer en 1930 un premier dispositif d'ampleur nationale, rattaché au Ministère de l'Instruction publique, la *Caisse nationale des sciences* (puis *Caisse nationale de la recherche scientifique*). Cette caisse destinée à fournir des bourses aux jeunes chercheurs était épaulée d'un *Conseil supérieur de la recherche scientifique* (1933), ancêtre du *Comité national* du CNRS, permettant aux professeurs de l'Université de décider du choix des boursiers, de leurs promotions, et accessoirement de la répartition des crédits entre laboratoires.

Tandis que Perrin s'occupait de la science pure, plusieurs facteurs redonnaient de l'importance à la recherche dirigée. La première guerre mondiale avait contribué à donner une grande extension à un *Service des inventions intéressant la défense nationale* créé en 1887. Au lendemain du conflit, à l'instigation du sénateur Jules

de la même année et dont il assura la présidence jusqu'en 1958. Ce Conseil supérieur n'avait qu'un rôle consultatif mais il était le témoin d'une volonté politique d'organisation de la recherche.

Quelques tentatives avaient eu lieu auparavant : le projet Ramadier-Thorez, (23 mars 1947) d'un Conseil supérieur de la Recherche scientifique et technique auprès du Ministre de l'Éducation nationale, n'avait pas abouti ; le 17 mai 1950, André Lichnerowicz proposait la création d'un Commissariat général de la Recherche scientifique et technique près du Président du Conseil qui ne vit pas le jour par suite de la chute du Gouvernement. En février 1952, un député, M. Bruyenne, déposait une proposition de loi instituant un Comité supérieur de coordination de la Recherche scientifique et technique attaché à la présidence du Conseil. Bien que cette proposition n'ait pu emporter la décision, l'idée semblait acquise que la politique de la recherche supposait un organe interministériel<sup>7</sup>.

#### Mais quelle recherche ?

Dans un rapport de 1949 sur la recherche scientifique et technique dit « Rapport BARREE », le Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics indique qu'il est tout à fait nécessaire de définir ce que l'on entend par le terme « recherche ». Dix ans après, le décret du 2 février 1959 fixe cette définition et les opérations de recherche scientifique et technique qui en découlent. Ce même rapport souligne également « par souci du relèvement économique du pays et du développement économique des territoires d'outre-mer, une prolifération désordonnée d'organismes ». En voici un exemple : la recherche « métropolitaine » aux mains du CNRS dépend du Ministère de l'Éducation nationale tandis que la recherche d'outre-mer, l'ORSTOM<sup>8</sup> dépend du Ministère de la France d'outre-mer. « Cette absence de coordination est regrettable mais elle correspond à un défaut bien français » souligne le rapport. « La recherche médicale clinique n'intéresse-t-elle pas moins de 8 Ministères ? (...) Quoiqu'il en soit, ce manque de coordination entraîne une dispersion des efforts, un gaspillage de personnel et de matériel inacceptable dans un pays appauvri » ... Les deux maîtres mots

7. Prost (Antoine), *Les origines de la politique de la Recherche en France 1939-1958*, in *Cahiers pour l'histoire du CNRS 1939-1989*, n°1, pp. 45-46. Archives conservées dans Mission Recherche, RE 104 supplément.

8. L'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer créé le 11 octobre 1943 est né du Comité colonial de la Recherche scientifique du CNRS entre fin 1942 et octobre 1943. L'idée de pourvoir les colonies d'une organisation scientifique propre est apparue sous le Gouvernement Léon Blum en 1937 par la voix de Francis Perrin Sous-secrétaire d'État à la Recherche scientifique et Marius Moutet, Secrétaire d'État aux colonies, in GLEIZES (Michel), *Un regard sur l'ORSTOM, 1943-1983*, Paris, 1985.

sont donc lancés en 1949 : coordination et financement, leur mise en place sera l'affaire des années 50.

A partir de 1960, l'évolution politique générale de l'outre-mer français conduit à la réunification des deux recherches et l'ORSTOM, à déboucher sur la coopération. Cependant, par sa vie administrative propre, sa relative indépendance d'établissement public au sein des structures administratives de l'État et son financement, l'ORSTOM participa de manière originale au mouvement de réflexion nationale et de modernisation qui caractérisera les années 50. Il fut associé à l'ensemble des travaux du CSRSPT.

#### Un financement centralisé

Coté financement de la « recherche métropolitaine », le Premier Président de la Cour des Comptes fait part au Président du Conseil, dans sa lettre du 17 janvier 1958, de ses interrogations sur les subventions en faveur de recherches scientifiques et techniques d'intérêt général : « leur faible volume et leur émiettement ne s'accorde pas... avec le but qu'on s'était proposé d'une large action... sur l'orientation des recherches d'intérêt national » ... Sur le fonctionnement même du CSRSPT, il souligne les difficultés de recrutement de personnel de Longchambon. Il s'interroge sur le bien-fondé de l'action de coordination et d'orientation dévolue au Conseil supérieur, s'il « n'y avait pas lieu de revenir sur la structure actuelle ainsi que sur les propositions contenues dans le rapport sur la Recherche en vue du III<sup>e</sup> plan, notamment la création d'un fonds national de la Recherche... : Du point de vue de la Cour, la réalisation de ce projet supposerait que les garanties destinées à sauvegarder le contrôle de l'emploi d'une telle masse de crédits soient au préalable soigneusement mises au point... »

Le CSRSPT formulait dans son rapport sur la Recherche, la nécessité de disposer de ressources exceptionnelles pour financer la recherche et demandait la création d'un fonds national de la Recherche doté d'une totale autonomie financière dont la dotation initiale serait de 5 milliards<sup>9</sup>. La Cour des Comptes prudente, voire hostile à ce projet, craint le double emploi avec le CNRS. N'est-il pas là pour coordonner et financer lui aussi la Recherche ? Mais l'appartenance de cet organisme au Ministère de l'Éducation nationale ne lui permet pas de jouer ce rôle dévolu dans les textes. Quelle instance assez puissante pourrait alors permettre cette coordination et ce financement interministériels ?

Si le changement de gouvernement intervenu le 1<sup>er</sup> juin 1958 remettait en question l'existence même du CSRSPT, les grandes

9. Prost (Antoine), *op. cit.*, p. 55-56.



lignes directrices d'une véritable politique de la Recherche étaient jetées.

De Gaulle au pouvoir et Michel Debré Premier Ministre vont être à même de mettre en place, sans même attendre l'instauration de la 4<sup>e</sup> République, la nouvelle administration de la science.

Côté coordination de la recherche, de nouvelles structures de politique scientifique vont donc être mises en place par décret du 28 novembre 1958, supprimant au passage le CSRSPT :

— création du Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique (CIRST) sous la présidence du Premier Ministre.

— création du Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), organe consultatif composé de 12 personnalités scientifiques « choisies en raison de leurs compétences en matière de recherche scientifique et technique ou en matière économique ». Ce Comité sera également désigné sous le nom de Comité des 12 sages.

— création d'un secrétariat commun dirigé par un délégué général nommé par décret. Le premier délégué général nommé ainsi sera M. Piganiol, chargé de la tutelle des grands organismes de la recherche publique.

L'action de M. Piganiol est dans le domaine administratif de la recherche, incontestable. D'un secrétariat commun « lié aux 12 », il en fit la DGRST, en obtenant auprès du Budget et sans moyens propres, l'étude par une instance scientifique unique le CCRST, des demandes de crédits de recherche des différents ministères. L'Enveloppe Recherche était née. L'octroi de ce pouvoir important ne put qu'affirmer cette nouvelle autorité administrative. Elle agissait en véritable « Ministère de la Recherche »<sup>10</sup>.

Conseillé par M. Raymond Poignant, Conseiller d'État, rapporteur de la Commission de l'Éducation nationale du III<sup>e</sup> Plan, il affirmera son autonomie face au CCRST en élaborant ses propres textes sur le fonds de développement, les statuts de personnels ou d'organismes même s'il les soumet aux 12 et les amende selon leur avis. Celui-ci souhaitait affecter ce fonds à des usages définis afin de développer des secteurs négligés, non sans avoir suscité quelques débats (doc. 4)<sup>11</sup>.

Le dispositif de coordination nationale est enfin en place !

L'activité du CCRST sera intense. Il reprendra en premier lieu l'étude d'un fonds de développement de la Recherche, idée reprise également par M. Piganiol. Il s'attachera également à la réorgani-

10. Prost (Antoine), *op. cit.*, p. 59-60.

11. L'Espace était régi par le Comité des Recherches spatiales (cf. Doc. 4), comité hors actions concertées, dont les dotations sont fort substantielles. Créé en 1959, il fut l'ancêtre du Centre national d'Études spatiales institué en décembre 1961. Sa création effective date de mars 1962. Les archives du Comité des Recherches spatiales sont conservées dans l'ancien fonds documentaire de la DGRST (Mission Recherche RE 130/31).

sation des structures de la Recherche fondamentale, tandis que M. Piganiol voulait développer des recherches proches des entreprises, dans des secteurs qui lui semblaient en retard.

« Le sérieux et la qualité du travail des 12 constitua l'un des principaux facteurs qui permirent à la structure de s'imposer et d'obtenir une reconnaissance de fait qui dépassait la portée du texte fondateur. Mais l'habileté et l'opiniâtreté du Délégué général ne comptèrent pas moins... »<sup>12</sup>.

### Premières orientations

La création du Fonds de développement est l'aboutissement de l'idée de Longchambon de disposer d'un fonds spécial, idée reprise nous l'avons vue dans le rapport sur la Recherche pour le III<sup>e</sup> Plan.

Le 9 décembre 1959 est institué par décret, le fonds de développement de la Recherche scientifique et technique ; y seront désignés également les 9 premiers Comités d'actions concertées.

Ainsi, le Fonds de Développement de la Recherche scientifique et technique constitua un facteur dynamique essentiel et contribua profondément à réaliser l'une des conditions majeures du développement scientifique du pays : lui conférer le caractère d'une action collective nationale<sup>13</sup>.

Outre l'étude sur le financement de la Recherche, le CCRST au cours de l'année 1959, va s'attacher conjointement avec M. Piganiol, Délégué général et les comités d'études (Doc. 3) à définir certains domaines essentiels n'ayant pas atteint en France, une croissance suffisante. De même, de nombreux problèmes naissant quotidiennement dans le domaine scientifique, leur prise en charge suivant les voies classiques par les organismes existants, était souvent trop lente et une impulsion particulière s'avérait nécessaire afin de pouvoir être fixé rapidement sur la valeur du problème et sur les moyens qu'il y a lieu de lui consacrer. La prise en charge de ces problèmes, grâce à un mécanisme de coordination, peut éviter de perdre un temps précieux. Enfin, certains domaines de recherche appliquée deviennent, par l'ampleur des moyens matériels qu'ils exigent, difficiles à développer avec de bonnes chances de succès s'il n'est pas fait appel à une action concertée de caractère national, mobilisant la quasi-totalité du potentiel existant dans ce domaine.

Pour toutes ces raisons et en première étape, onze actions prioritaires furent définies en 1959 :

- recherches spatiales
- conversion des énergies
- biologie moléculaire

12. DGRST, *Les actions concertées, rapport d'activité 1961*, pp. 6-10 (Mission Recherche, MA 178).

- cancer et leucémie
- application de la génétique
- nutrition animale et humaine
- fonctions et maladies du cerveau (neurophysiologie-psychopharmacologie)
- exploitation des océans
- analyse démographique, économique et sociale
- science économique et problème de développement
- documentation

Le CIRST, sous la présidence du Premier Ministre, arrêta en 1960 la politique du Gouvernement en la matière. Il limita toutefois les projets initiaux aux neuf thèmes cités plus haut en écartant, en particulier, l'importante question de la documentation scientifique dont l'étude n'était pas terminée.

Présentées au Gouvernement puis au Parlement, ces actions furent retenues en priorité et le Fonds de développement fut doté d'un crédit de 320 millions de francs pour cinq ans (130 millions de F pour l'espace et 190 millions de F pour les dix autres actions concertées et urgentes), de 1961 à 1965 (Doc. 6).

Dans le même temps, se mettaient en place la Délégation générale, les organes scientifiques et administratifs chargés de l'élaboration et de la gestion de ces programmes de recherches complémentaires. Le montant de l'effort financier complémentaire de l'État pour une période de cinq ans fut alors fixé et, si le chiffre retenu se situe nettement en dessous des propositions qui furent faites par les Comités d'études, il représente néanmoins une importante contribution (Doc. 7).

À partir du début de l'année 1963, un certain nombre de nouvelles actions concertées furent prises en charge par le Fonds de développement : actions intéressant plus directement que les précédentes, le développement de la recherche technique (électronique, mécanique, chimie macromoléculaire, sciences de la terre, etc.). Pour certaines d'entre elles, les actions concertées furent à l'origine de création d'organismes de recherche : CNEXO, INSERM.

#### Potentiel des chercheurs

Le 28 mars 1956, le CSRSPT avait été chargé d'établir sur les problèmes de recherche, un rapport pour le III<sup>e</sup> plan. La situation était alarmante : compte tenu des conséquences de la guerre, des départs et de l'évolution technique, il fallait recruter 51 300 ingénieurs entre 1956 et 1961 soit près de 12 000 par an. Or, les Écoles n'en formaient que 4 000, 10 000 bachelariats scientifiques étaient délivrés annuellement en France. Sur ce contingent, un prélèvement de 2 500 à 3 000 était indispensable pour l'enseignement et environ 850 chercheurs (recherche fondamentale : 250 et 600 pour la recherche appliquée). Il fallait en outre développer en priorité les

études du 3<sup>e</sup> cycle créées en 1954. En 1955, dans l'ensemble des Facultés de sciences, 213 doctorats furent délivrés<sup>13</sup>.

Le CCRST va donc attacher du prix à remédier à cet état de fait mis en lumière par le Colloque de Caen de 1956. Rapports et études statistiques vont se succéder (Doc. 5) notamment sur l'intéressement à la recherche des élèves des grandes Écoles.

M. Maréchal, Délégué général notait enfin dans son rapport de 1961 : « on considère à l'heure actuelle que le potentiel scientifique de notre pays a atteint un niveau suffisant pour qu'on puisse porter un effort sélectif sur des thèmes ou des secteurs de recherche choisis pour leur intérêt national sans pour autant compromettre l'équilibre d'un développement harmonieux sur l'ensemble des connaissances scientifiques... »<sup>14</sup>

Une des préoccupations les plus importantes du CCRST, est de maintenir un rythme de croissance et d'obtenir que le budget de la recherche fondamentale ait une sorte de priorité, qu'il ne souffre pas des stabilisations ou des ralentissements que le Gouvernement peut être amené à apporter à la croissance du Budget général de l'État (Doc. 8)<sup>15</sup>.

Il faut en outre que l'appareil de recherche doté de ces moyens, évolue et s'adapte aux besoins nouveaux.

#### Nouveaux Instituts et Recherche industrielle

« Les sommes consacrées au développement en France apparaissent faibles par comparaison avec l'étranger (0,8 % du PNB contre 1,4 % en Grande-Bretagne et 2 % aux États-Unis) ; un effort supplémentaire est nécessaire... l'aide actuellement apportée au développement de l'industrie française par les grands programmes nationaux — militaire, atomique, spatial — ne saurait être portée au niveau de celle dont bénéficient les industries d'outre-Atlantique. Force est donc de recourir à des méthodes d'aide directe à l'industrie, lesquelles impliquent un choix délibéré des actions à soutenir... » Tels sont les termes en 1966 du rapport du CCRST au CIRST. Un groupe de travail que présidait M. Saint-Geours nommé conjointement par le Secrétaire d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales et le Commissaire général du Plan, avait en 1965 fait des propositions sur la recherche industrielle en vue du V<sup>e</sup> Plan.

Il mettait l'accent notamment sur deux axes : mener une action approfondie dans le domaine des calculateurs électroniques avec création d'un institut de recherche en informatique et automatique

13. PROST (André), *op. cit.*, p. 55.

14. DGRST, *Les actions concertées, rapport d'activité 1961*, p. 10 (id.)

15. MARÉCHAL (André), *L'élaboration de la politique scientifique en France*, Rome, 1966, p. 14 (Mission Recherche, RE 104 supplément)



(IRIA)<sup>16</sup>; s'orienter selon lui sur la mise en valeur des mers en raison de son intérêt scientifique et ses vastes possibilités de débouchés économiques et préconisant la création d'un centre national d'exploitation des océans (CNEXO).

Si le développement d'un secteur technique défaillant est une idée récente (bien que l'électronique, soit un secteur cité dans les grandes options CCRST (Doc. 3) mais non retenu dans les actions prioritaires), l'idée d'un institut de recherche sur l'exploitation des océans n'est quant à elle pas neuve. Le CCRST s'en est fait longtemps l'écho tout au long de ses délibérations; de 1963 à 1966, date à laquelle un projet de loi indique que le « Centre sera dès la publication de la présente loi, substitué à l'État dans les conventions de recherches océanographiques au titre de l'action concertée « Exploitation des océans »<sup>17</sup>. Dès 1963, plusieurs projets de loi se succèdent tendant à instituer un Centre national d'études océanographiques<sup>18</sup>. Il aura fallu 3 années pour avaliser le concept d'exploitation; que les « tâches scientifiques techniques et administratives liées à la conception et à la gestion des équipements spécifiques communs, à l'organisation, à l'exploitation des campagnes océanographiques et la mise en valeur de la mer soient confiées à l'établissement public chargé de préparer et de suivre les programmes de recherches » : la DGRST, avant tout un état-major dont l'intervention repose sur une conception d'action concertée<sup>19</sup> ne pouvait devenir un organisme de gestion.

Il en va de même pour l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (INSERM) résultat de la transformation en 1964 de l'ancien Institut national d'Hygiène (INH) créé en 1941 et se substituant lui aussi à l'État en 1965 dans les conventions de recherche médicale au titre des actions concertées Cancer et Leucémie, Fonctions et maladies du cerveau et applications de la génétique<sup>20</sup>. Le dernier groupe de ces nouveaux instituts des années 60 représenté par l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) est l'aboutissement de l'idée de création d'un organisme fédérateur pour une discipline en l'occurrence l'astronomie, l'astrophysique et la radioastronomie.

16. AN 81/0401, art 63, liasse 157, note sur l'Institut d'informatique et d'automatique, 28 février 1966.

17. AN 81/0401, art 63, liasse 158, projet de loi portant création d'organismes de recherche. Ce mini projet de loi prévoit également la création de l'Agence nationale de valorisation de la Recherche (ANVAR) et l'IRIA, tous trois établissements publics dotés de l'autonomie financière, 2 novembre 1966.

18. AN 81/0401, art 61, liasse 152, projet d'exposé des motifs, 4 décembre 1963; art 62, liasse 153, projet de loi, 19 février 1964.

19. programme de recherche placé sous le contrôle d'un Comité scientifique et financé par le Fonds de la recherche scientifique et technique.

20. AN 81/0401, art 61, liasse 150, l'Institut national d'Hygiène, 18 octobre 1962; liasse 151, rapport de M. Fauvert sur l'INH, février 1963; liasse 152, remarques du CCRST sur l'INH, 19 décembre 1963; art 63, liasse 158, rapport du Comité sur l'INSERM et les moyens à lui accorder, 27 mai 1966.

En 1963, le CCRST évoque de nouveau l'idée d'instituts nationaux de recherche; cette idée évoquée en réunion CCRST-CIRST et entraînant une modification des statuts CNRS avait été rejetée une première fois en 1959<sup>21</sup>.

Il ne s'agit plus en 1963 d'instituts créés sur un programme ou un thème de recherche d'intérêt national, mais plutôt de regroupement de moyens et d'hommes.

Il s'agit principalement de résoudre les problèmes de la recherche lourde, quasi industrielle. Il ne sera pas créé de nouvelles structures mais compte tenu des conditions statutaires du CNRS et de l'Université, de nouvelles règles permettront d'apporter plus de souplesse au CNRS. Ainsi ces instituts pourront être des instituts mixtes CNRS-départements ministériels ou bien CNRS-Universités. Le CIRST réuni le 12 mars 1965, arrêtera les principes d'une réforme de l'organisation financière et statutaire du CNRS permettant la création d'instituts autonomes<sup>22</sup>. Le décret de création de l'INAG au sein du CNRS sera publié le 11 septembre 1967. Ces liaisons entre recherche fondamentale et recherche industrielle, la collaboration entre laboratoires de l'État-CNRS et Universités sont évoquées par le CCRST dans son rapport au CIRST du 29 mars 1966<sup>23</sup>. Le Comité reprend les conclusions de M. Saint-Geours en souhaitant que l'on puisse développer, je cite, « les liaisons entre recherche fondamentale et recherche industrielle, les contrats entre Industrie et laboratoires de recherche fondamentale, de protéger et mettre en valeur les inventions, d'encourager l'innovation... » Pour ce faire, un financement supplémentaire de l'ordre de 2000 MF est indispensable pour atteindre en 1970, les objectifs du V<sup>e</sup> Plan, « assignant à l'effort de recherche nationale, un niveau global de 2,5 % du PNB, taux atteint en 1963 par la Grande-Bretagne... »; création en 1965 pour les entreprises, d'une aide spécifique remboursable à 50 % en cas de succès appelée aide au développement, et des mesures fiscales (crédit d'impôt). Les deux secteurs appelés à bénéficier en 1965 de l'aide au développement furent la construction mécanique, la construction électrique et électronique. En 1966, on allait y adjoindre la chimie et la métallurgie. De 1965 à 1978, la DGRST va gérer effectivement la procédure d'aide au développement des résultats de la recherche, tournée vers l'innovation dans l'industrie. Cette procédure à compter de 1979 est reprise par l'ANVAR et devient aidée à l'innovation<sup>24</sup>.

21. DARMON (Gérard), « La mise en place d'un Institut national au sein du CNRS: l'INAG », in *Cahiers pour l'histoire du CNRS, 1939-1989*, n°1, 1988, p. 73-75, 87.

22. AN versement 81/0401, art 63, liasse 157, note établie par M. Duchier, sur les modifications apportées aux structures de la recherche au Ministère de l'Éducation nationale, 3 février 1966.

23. AN 81/0401, art 63, liasse 157.

24. Versement AN 82/0475, fonds DGRST, Division de l'aide au développe-

Un rapport de la DGRST sur l'intervention en faveur du développement des résultats de la recherche, soumis en réunion du CCRST le 4 mai 1966<sup>25</sup>, estimait qu'après deux ans de marche effective précédés de deux ans d'études, l'aide à la recherche-développement devrait en 1967, croître suffisamment pour peser réellement et à court terme sur l'évolution de l'industrie nationale...

Ainsi que le souligne Gaston Palewski alors Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, dans une note adressée au Premier Ministre le 10 septembre 1963, « l'ampleur des fonds publics consacrés à la Recherche et au Développement au titre des programmes gouvernementaux permet ainsi à l'industrie d'outre-Atlantique de renouveler sans cesse son champ d'intérêt et d'être pratiquement sans rivale dans le monde sur un grand nombre de techniques-clefs ».

### Régionalisation

Les dispositions prises en faveur du développement et de la décentralisation industrielle vont rendre possible l'association géographique d'un grand nombre d'installations de recherche. Ce groupement s'impose en raison de la complémentarité croissante de certaines disciplines et de l'existence d'équipements de plus en plus lourds et coûteux.

Aussi, dans la séance du 28 octobre 1964, la commission de la Recherche du V<sup>e</sup> Plan définissait les principes qui doivent guider une localisation volontaire des investissements de recherche, à la demande du Ministre d'État chargé de la recherche scientifique et du Délégué général de l'Aménagement du Territoire. Un groupe de travail présidé par le Professeur Denisse fut constitué et chargé d'en étudier les problèmes.

Dans son rapport présenté le 26 mars 1965 aux membres du CCRST, M. Denisse définissait les métropoles de recherche en rapport avec leur implantation géographique, la proximité ou non d'un enseignement supérieur, la nature de l'activité économique et industrielle de la région, l'infrastructure scientifique existante et les facilités de communications existantes et futures. Les agglomérations voisines de Lyon et Grenoble, Aix-Marseille étaient pressenties, préfigurant les pôles régionaux de la recherche<sup>26</sup>.

En conclusion, nous pouvons dire que le CCRST, un court instant Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique lors des événements de mai 1968 (Doc. 10), fut bien autre

25. Versement AN 81/0401, art 63, Hasse 157.

26. Versement AN 81/0401, art 62, Hasse 155. La DGRST mise en place, à compter de 1973, une action spécifique portant sur la localisation des équipes de Recherche. Celle-ci devint en 1977 *Régionalisation de la Recherche*. Elle était gérée par la Division de l'emploi scientifique et des structures de la Recherche.

chose qu'un simple organe consultatif au sein des structures administratives de la Recherche (Doc. 9)<sup>27</sup> ; en fait, un véritable « Ministère de la Recherche » avant la lettre. Ce fut l'outil d'expression des scientifiques, la pierre angulaire du paysage de la Recherche actuel.

### SOURCES D'ARCHIVES COMPLÉMENTAIRES

#### CNRS :

Fonds d'archives versés notamment sous la cote : AN/80 0284 CNRS/AN, Inventaire des archives du Salon des Arts ménagers, 1923-1983, t. 1 et 2 (Fonds de l'ONRSI notamment)

#### Archives nationales :

Fonds d'archives du Secrétariat général du Gouvernement et services du Premier Ministre et des Ministères de l'Éducation nationale et de l'industrie.

### BIBLIOGRAPHIE

Au titre des sources secondaires complétant toute recherche, il est recommandé de consulter les périodiques et ouvrages publiés et (ou) conservés par la DGRST puis le Ministère. Citons les plus marquants :

#### Ouvrages

- *Actes des Journées internationales De Gaulle en son siècle* organisées par l'Institut Charles de Gaulle (Paris, 19-24 novembre 1990), Paris, la Documentation française, 1990, 4 vol.
- *Actes du Colloque Recherche et Technologie*, Paris, la Documentation française, 1982, 7 vol.
- BERQUE (Jacques), *Recherche et coopération avec le Tiers-Monde*,

27. MARÉCHAL (André), *L'élaboration de la politique scientifique en France*, Rome, 1966, p. 14 — cet organigramme est à rapprocher de l'annexe sur les structures administratives de la Recherche en 1963.



- rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, la Documentation française, 1983, 122 p.
- BROCCARD (Madeleine), *Recherche scientifique et développement régional en France*, thèse de Doctorat d'État, Paris, Université Paris I, 1978, 455 p.
  - CARRAZ (Roland), *Recherche en éducation et en socialisation de l'enfant*, rapport de Mission au Ministre de l'Industrie et de la Recherche, Paris, la Documentation française, 1983, 424 p.
  - CATY (G.), *Le Système de la recherche : étude comparative de l'organisation et du financement de la recherche fondamentale*, vol. 1 : Allemagne, France, Royaume-Uni, Paris, OCDE, 1972-1975, 260 p.
  - CAUSSE (Jean-Pierre), *Les Matériaux*, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, MRI, 1982, 202 p.
  - CHABBAL (Robert), *Rapport à Monsieur le Secrétaire d'État à la Recherche sur le financement de la Recherche*, Paris, DGRST, 1980, 43 p.
  - CHARTIER (Philippe), TAZIEFF (Haroun), *Maîtriser l'énergie*, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, 1983, 296 p.
  - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, *Rapport de la commission de la Recherche et du développement technologique : LOP 1982-1985 Plan triennal 1986-1988*, Paris, la Documentation française, 1985, 111 p.
  - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, *IV<sup>e</sup> Plan 1962-1965, la Recherche scientifique et technique*, rapport du Délégué général délibéré avec le CCRST, 1961, Paris, la Documentation française, 1962, 366 p.
  - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DGRST, *la Recherche scientifique et technique V<sup>e</sup> PLAN*, 2 vol., Paris, la Documentation française, s.d., tableaux.
  - *Construire l'avenir*, livre blanc sur la recherche présenté au Président de la République, préfacé par M. Pierre AIGRAIN, Paris, la Documentation française, 1980, 530 p.
  - DGRST, *l'état des sciences et des techniques françaises*, rapport de synthèse, Paris, 1979, 67 p.
  - DGRST, *Schéma-Directeur de la Recherche*, Paris, la Documentation française, 1977, 252 p.
  - GILPIN (Robert), *La Science et l'État en France*, Paris, Gallimard, 1970, 414 p.
  - GODELIER (Maurice), *Les Sciences de l'Homme et de la Société en France*, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, la Documentation française, 1982, 212 p.
  - GOLDSCHMIDT (Bertrand), *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Paris, Fayard, 1980, 492 p.
  - GOLDSCHMIDT (Bertrand), *Pionniers de l'atome*, Paris, Stock, 1987, 484 p.
  - GROS (François), JACOB (François), ROYER (Pierre), *Sciences de*

- la vie et Société*, rapport au Président de la République, Paris, la Documentation française, 1979, 288 p.
- LE BOLLOC'H-PUGES (Chantal), *La politique industrielle française dans l'électronique*, Paris, l'Harmattan, 1991, 252 p.
- MATTELART (Armand), STOURDZE (Yves), *Technologie, culture et communication*, Paris, la Documentation française, 1983, 200 p.
- MERCOUROFF (Wladimir), *Les Chemins de l'informatique*, Paris, Armand Colin, 1991, 163 p.
- MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *L'Office national des Recherches scientifiques et industrielles et des inventions*, son historique ses attributions, son organisation, ses installations, ses résultats, Belle-vue, 1932, in 4°, 88 p., organigrammes, photos, annexes.
- PFLAUM (Rosalynd), *Marie Curie et sa fille Irène : deux femmes, trois Nobel*, Paris, Belfond, 1992, 449 p.
- PIGANOL (Pierre), *La Recherche malmenée*, Paris, Larousse, 1987, 286 p.
- WEART (Spencer R.), *Scientists in power*, Harvard University press, 1979.

#### Périodiques

- *Cahiers pour l'Histoire du CNRS 1939-1989*, 1988, n° 1..
- EIDELMAN (J.), Jean Perrin et le Palais de la Découverte in *Revue du Palais de la Découverte*, vol. 20, n° 197, avril 1992, pp. 30-45
- le Projet Manhattan : histoire de la première bombe atomique in *les Cahiers de sciences et vie*, hors série, n° 7, février 1992.
- DGRST
  - *Le Progrès scientifique*, 1961-1981<sup>28</sup>
  - Fonds de la Recherche, *les actions concertées*, rapport d'activité, 1961-1965 (5 vol)
  - Rapports d'actions concertées 1966-1968 (Le Progrès scientifique, n° spéciaux)
  - Programmes d'actions concertées 1966-1970
  - Les moyens consacrés par l'État à la Recherche et au développement 1964-1969 (7 vol)
  - Les moyens consacrés à la Recherche et au Développement dans l'industrie française en 1966-1967 (2 vol)
  - Recherche et développement dans l'industrie en France, 1970-1973 (2 vol)
- ainsi que les publications des actes de colloques-bilan d'actions concertées (capteurs, neurosciences...)

28. La Mission Recherche a procédé au dépouillement de cette revue et constitué un fichier auteurs-matières sur l'ensemble de la collection; ce fichier est à la disposition des chercheurs et consultable sur place.



## Ministère

- *Recherche et technologie*, revue trimestrielle, n°1-6 (1986-1988).  
Le n°1 traite notamment du Plan triennal 1986-1988 et de la Charte de Hanovre pour Eurêka.
- *Recherche et technologie*, lettre d'information mensuelle du MRT depuis sa création. Le n°75-76 de mai-juin 1991 est consacré aux « 10 ans pour la Recherche et la technologie » (1981-1991), ainsi que tous ouvrages publiés dans la collection ÉTUDES par le Ministère.

## État des versements

## NOTES LIMINAIRES

Cet état des versements rassemble depuis 1964<sup>29</sup> jusqu'en 1989 inclus, toutes les collectes effectuées par les Archives nationales, dans le domaine de l'administration de la Recherche, versements d'archives antérieurs pour une partie, à la création de la Mission « permanente » des Archives nationales en juin 1982.

Ces archives, maillon d'un ensemble de fonds contemporains des administrations centrales gérés et stockés au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau — dépôt des Archives nationales pour les archives récentes — échappent au traitement classique de la cotation connue des chercheurs : celle du cadre de classement des Archives nationales.

A compter de 1958<sup>30</sup>, le flux des Archives des administrations centrales est enregistré et coté de façon définitive par ordre d'arrivée toutes administrations centrales confondues, à Fontainebleau. Les cotes en amont de celles-ci sont des cotations internes propres à chaque Mission<sup>31</sup>.

29. cf chapitre : « note de l'auteur ».

30. Cette césure peut paraître arbitraire mais les sections scientifiques des Archives nationales ont leur champ de compétences défini par grandes périodes historiques : la section ancienne : l'ancien Régime ; la section moderne : Révolution française-III<sup>e</sup> République (10 juillet 1940) ; la section contemporaine : Vichy-IV<sup>e</sup> République ; la section des Missions ; V<sup>e</sup> République. Il est évident que certains fonds peuvent anticiper ou aller au-delà de la césure. Ceci est particulièrement vrai pour les deux dernières sections historiquement liées pour les recherches dans le domaine qui nous intéresse.

31. Dans cet État des versements, vous rencontrerez 3 sortes de cotes internes : (antérieurement à juin 1982) IND : Mission Industrie — RST : Recherche scienti-

La cotation définitive attribuée par Fontainebleau est composée de deux parties : les deux premiers chiffres portent sur l'année ; les autres constituent le n° d'ordre d'arrivée dans le dépôt. Ce qui explique l'absence de continuité de cotation tout au long de cet état des versements.

Autre particularité : chaque versement annonce outre le sommaire de son contenu, le service versant (SV) et ce qui nous a paru réellement nécessaire dans le cas de la Recherche où la mouvance de l'administration centrale dans son organisation est grande, le service d'origine (SO). La recherche historique sur le plan institutionnel ne peut que s'en trouver facilitée<sup>32</sup>.

A la disposition de l'utilisateur également :

— L'état général des fonds de la DGRST (1958-1981) établi par la Mission Recherche. Il porte sur les fonds versés au Centre des Archives contemporaines à Fontainebleau jusqu'en 1983 inclus et les 123 premiers fonds conservés pour une grande partie encore, en archives intermédiaires. Ce guide est le fil conducteur dans les diverses mouvances d'organisation administrative de la DGRST, grâce notamment aux introductions en tête de chaque division administrative.

— l'application informatique PRIAM 3 élaborée par Fontainebleau, avec le concours des Missions, base de données portant sur le dépouillement de l'ensemble des versements définitifs, reçus à Fontainebleau et consultable au Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) II, rue des quatre-fils Paris (3<sup>e</sup>).

#### Fonds d'archives propres et fonds apparentés

Ce récapitulatif des archives versées portent sur des fonds :

- d'organes consultatifs et de coordination (CSRSPT, CCRST)
- d'organismes interministériels (BNIST, MIDIST, CPE)
- DGRST (Divisions administratives et financières, secteurs scientifiques)

— Ministère (idem)

Le fonds d'archives le plus ancien sur la recherche est celui du CSRSPT (Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès

scientifique et Technique ; à partir de 1982) RE : Registro des Entrées des archives intermédiaires.

32. Les points essentiels quant à l'organisation de l'administration centrale du ministère sont, de 1981 à 1989 : juillet 1982, le MRT fusionne avec l'Industrie et prend le nom, pour une brève période, de Ministère de la Recherche et de l'Industrie (MRI) ; à compter de mars 1983, celui de Ministère de l'Industrie et de la Recherche (MIR) jusqu'en 1984 où le MRT réapparaît. En 1986, ce Ministère est rattaché à l'Éducation nationale et devient Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (MRES) jusqu'en mai 1988 date à laquelle réapparaît pour la 3<sup>e</sup> fois, le MRT, un instant rattaché au Ministère de l'Éducation nationale. En juillet 1988, il devient un véritable Ministère de la Recherche et de la Technologie à part entière.

technique)<sup>33</sup> de 1954 à 1958, contenu dans le versement AN 77/321 (art 970-985) ; le document le plus ancien de la Mission à ce jour, est le *Rapport sur la Recherche scientifique* présenté le 15 février 1949 par MM. Barrée, Inspecteur général de l'Instruction publique et Fouquet, Chargé de mission à la Présidence du Conseil, rapporteurs au Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics<sup>34</sup>.

Par des fortunes diverses, certains documents de fonctionnement d'organismes de recherche figurent dans les anciens versements et (ou) sont conservés dans des fonds apparentés : c'est le cas notamment de l'INH (Institut National de l'Hygiène), ancêtre de l'INSERM, du CNEXO<sup>35</sup> et du CNES<sup>36</sup>. Si ces trois organismes figurent en bonne place dans le versement 77/321 par suite de collecte artificielle dans des caves après déménagement, sans filiation explicite, il n'en va pas de même pour le deuxième versement CNES. Celui-ci versé sous la cote AN 86/0235 (art 33-37) par le département Espace-Océan-Environnement, vient du fait de l'appartenance antérieure de M. Jean-Max de Lamare, Chef de ce département scientifique, au CNES, en qualité de Directeur des programmes et de la politique industrielle jusqu'en 1976.

Autres fonds apparentés : Les Missions prioritaires de la Recherche. Ces missions d'études concernent des secteurs prioritaires de la Recherche. Créées par le Ministre d'État, Ministre de la Recherche et de la Technologie elles ont pour objet, dans chaque secteur concerné, d'inventorier les moyens disponibles, de définir des programmes d'actions prioritaires de recherche et de développement technologique à moyen terme, de préciser les coordinations nécessaires entre les acteurs concernés ainsi que les réformes de structure à envisager. Les travaux des groupes d'études chargés de conduire les missions s'exercent en liaison étroite avec les départements ministériels intéressés. La Mission relevant du secteur prioritaire Énergie et versée avec les fonds d'archives du Département Énergie-matières premières (versement AN 85/0245) couvrait deux préoccupations majeures :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie et la diversification des sources énergétiques
- la géothermie

33. Ce fonds est cependant très lacunaire. Il peut être complété par des pièces CSRSPT conservées dans le fonds Neel appartenant à la Mission CNRS et versé aux AD de l'Isère sous la cote 6888 W.

34. Ce rapport dit Rapport BARRÉE est conservé dans les fonds de la Mission Recherche sous la cote RE 104 supplément.

35. Ces 3 organismes figurent dans le 77/321 dans les articles suivants : INH (362, 1027) — CNEXO (465-476 bis) — CNES (410-464 bis). Il convient de consulter également le fonds 81/0401 pour la création de l'INSERM héritier de l'INH et du CNEXO initialement CNEQ.

36. Quelques documents sur la préhistoire du CNES — le Comité des recherches spatiales — figurent un peu dans le 77/321 et dans l'ancien fonds documentaire de la DGRST sous la cote RE 130/11 (Mission Recherche).



Il fut demandé à MM. Chartier et Tazieff de présider ces deux groupes de travail. Nous possédons le fonds de la Mission Chartier dans AN 85/0245.

Les travaux de cette Mission ont abouti également à la création du Programme mobilisateur n° 1 intitulé *Production et utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique* rattaché à la Direction générale de la Recherche et de la Technologie/Service de programmation de la Recherche et figure sur l'organigramme du Ministère en 1985.

A noter qu'un certain nombre de ces Missions prioritaires dont fait partie la « Mission Chartier » ont été définies dans le cadre du Colloque Recherche et Technologie en janvier 1982. Ce fut un véritable événement scientifique conditionnant pendant des années la politique de la Recherche. De cette consultation nationale de la communauté scientifique lors de ses assises régionales (octobre-novembre 1981) puis journées nationales (13-16 janvier 1982), présidées par M. Chevènement, des orientations essentielles seront dégagées :

- projet de loi d'orientation et de programmation de la Recherche
- projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur
- Missions prioritaires de la Recherche et élaboration de programmes mobilisateurs
- Information sur les techniques de pointe
- coopération internationale accrue

Ce colloque peut être comparé dans l'Histoire de la Recherche, au colloque de 1956 sur la Recherche et les Universités dit colloque de Caen, celui-ci dégagant à l'époque, un projet global de développement scientifique.

Des décisions prises lors du Colloque Recherche et Technologie de 1982, sont apparues les applications suivantes :

- Loi d'orientation et de programmation de la Recherche 1982-1985 suivie du Plan triennal pour la Recherche 1986-1988
- projet de loi sur l'Enseignement supérieur dit Loi Devaquet dont le retrait par le Premier Ministre eut lieu le 8 décembre 1986
- établissement de 7 programmes mobilisateurs
- création en 1983 du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA) afin de répondre aux besoins d'information sur les techniques de pointe. Cet EPIC sera dissous le 31 décembre 1987.

— au titre de la coopération internationale, il faut citer notamment l'organisation du colloque franco-japonais.

Le fonds du Colloque Recherche et Technologie est le dernier fonds apparenté et non des moindres. Ses actes ont été publiés.

#### Fonds recherche et recherche historique

Les fonds d'archives Recherche peuvent donner lieu à deux types d'études :

— l'étude de la politique de l'État en matière de recherche scientifique (choix des objectifs, moyens mis en oeuvre, structures) et l'impact de la France dans le domaine de la coopération scientifique internationale.

— l'étude d'une science ou d'une technique et de son évaluation

Mais pour toute recherche historique qu'elle soit institutionnelle ou Histoire des sciences, certains fonds sont « incontournables ». Il s'agit :

— du Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST) (versement AN 81/0401) dénommé également Comité des 12 sages. Pour la période 1958-1978, celui-ci retrace la création, l'organisation des instances administratives de la Recherche et des grands organismes de recherche, la mise en place de la politique de la Recherche et son évolution.

— des archives du Plan et de la Commission de la Recherche scientifique et technique dont nous avons évoqué l'importance croissante. La DGRST participait à son élaboration et en était le bras séculier. D'abord conservés dans un fonds à part entière (AN 77/1624), ces documents devront par la suite être lus au travers de versements de secteurs scientifiques, des archives de Direction en particulier du Cabinet de la DGRST et de la Division des Études et du Plan.

— du versement 77/321, premier versement administratif de la Recherche pour la période 1954-1976 où se trouvent rassemblées — nous l'avons déjà évoqué — les archives du CSRSPT, du CCRST et de la DGRST (création et organisation des divisions administratives et secteurs scientifiques). Se trouvent notamment conservées les 9 premières actions concertées avec les délibérations de ces comités scientifiques, base de l'orientation de la politique de la Recherche de l'État dans les années 60.

1) Quant aux fonds plus spécifiques permettant d'étudier la participation aux grandes décisions d'orientation de la Recherche :

— les travaux du Conseil supérieur de la Recherche (1954-1958)<sup>37</sup> et des procès-verbaux et dossiers de séances du CCRST (déjà cité) et du CIRST (1959-1978)<sup>38</sup>.

Parmi les fonds collectés par la Mission, en cours de classement :

— la programmation et la coordination des recherches, dans les fonds de la Direction puis de la Présidence de la Mission scientifique et technique<sup>39</sup>. Instance administrative de la DGRST puis du

37. Ce fonds d'archives bien qu'antérieur à la DGRST fut versé lors du déménagement de celle-ci au 35, rue St Dominique et coté 77/321.

38. Voir AN 77/321 et AN 81/0401 : fonds du CCRST où figure de nombreux documents CIRST. Idem pour le deuxième versement CCRST sous la cote 87/0325. Certaines délibérations du CIRST sont conservées également dans l'ancien fonds documentaire DGRST (Ministère Recherche, RE 130).

39. Ces fonds ont été versés par M. Farge, Directeur de la MST/DGRST puis MST/MRT et M. Chahhal, Président de la MST de 1983 à 1986 (versement

Ministère jusqu'en 1986, elle a contribué à l'élaboration du Schéma d'orientation scientifique et technique (SOST), une des émergences du Colloque Recherche et Technologie. Le SOST constitue une véritable programmation de la Recherche.

- le fonds d'archives de la Direction de la politique générale de la Recherche (M. J.F. Thery, Directeur, versement AN 90/0593).

- les dossiers budgétaires contenus dans la Division des Affaires budgétaires, du fonds de la Recherche et dans les secteurs scientifiques où affluent les besoins des grands organismes de recherche.

Au titre de l'élaboration des textes législatifs, notamment celle de la loi d'orientation et de programmation de la Recherche, il est nécessaire de consulter :

- le fonds d'archives de la Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRST) (M. Roland Morin, Directeur, versement AN 90/0594).

- les archives de Direction notamment les Cabinets ministériels
- le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT)<sup>40</sup>.

- le Colloque Recherche et Technologie (Fonds d'archives ADEMAST et celui du Service d'Information et de Communication/Centre de Documentation) cité ci-dessus dans les fonds apparentés.

Au titre de la politique de la recherche en information scientifique et technique :

- le fonds du Bureau national de l'Information scientifique et technique (BNIST) peut être consulté (1973-1979)<sup>41</sup>.

AN 92/0550). A cette date, disparaît la MST et la coordination entre les départements scientifiques est assurée de 1986 à 1988 par deux nouvelles instances :

- la Délégation à la Recherche regroupant les secteurs de recherche fondamentale ;

- la Délégation à l'Innovation et à la Technologie (DIT), pour la recherche appliquée.

A compter de 1989, cette coordination est reprise par la Direction scientifique et technique (DST) coiffant l'ensemble des départements scientifiques au nombre infiniment plus restreint.

A noter que la DIT citée ci-dessus ne doit pas être confondue avec l'ancienne DIT du Ministère de l'Industrie qui eut cours jusqu'en 1982, date à laquelle elle donna naissance à la Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DDSTI) du MRT elle-même abrogée en 1984, lors du second MRT.

40. Le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) institué en juillet 1982, constitue la nouvelle assemblée des Sages dont les membres sont au nombre de 40, nommés par le Ministre dont le vice-président. Successeur du CCRST, cet organisme est placé auprès du Ministère de la Recherche et présidé par lui.

41. Voir AN 86/0236. Créé par décret du 5 février 1973, le BNIST, organe interministériel relevant de l'Industrie, fut remplacé en septembre 1979, par la Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST). La MIDIST, d'abord sous tutelle de l'Industrie, fut placée sous celle du MRT en 1982. Elle fut abrogée lors de la création par décret du 31 juillet 1985 de la Délégation à l'Information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT)

Au titre de la coopération scientifique internationale :

- la Division des Affaires internationales renferme des dossiers intéressants l'étude comparative de la recherche en France et à l'étranger : rapports de missions, notes des conseillers scientifiques auprès des ambassades<sup>42</sup>.

Au titre de l'information scientifique et technique et de la coopération scientifique internationale, la Mission a collecté les fonds du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA). Cet EPIC créé par décret du 22 février 1983, sera dissous le 31 décembre 1987. Il faut noter que cet organisme assurait le secrétariat exécutif du groupe TCE (Technologie-croissance-emploi) communément appelé groupe de Versailles et, à ce titre, a mené une action importante pour l'élaboration du programme EUREKA. Parmi ces fonds, figure également une importante collection de vidéocassettes.

2) Étude d'une science ou d'une technique et de son évaluation.

On peut consulter par exemple :

- les procès-verbaux et dossiers de séances des Comités scientifiques<sup>43</sup>, conservés dans la division du fonds de la Recherche puis les secteurs et départements scientifiques. Ces instances, de la DGRST au MRT, gèrent l'attribution et contrôlent l'utilisation des subventions accordées sur la recommandation des Comités dont elles assurent le secrétariat.

- les aides à la Recherche : Les dossiers d'aides à la recherche ne sont pas « que » des documents comptables mais ont une partie scientifique représentée par le rapport de fin de contrat soldant le dossier d'aide et pour les secteurs scientifiques, en ajout à ce rapport, le rapport annuel d'avancement des travaux exigé par ces secteurs avec plus ou moins de rectitude et ce, jusqu'au début des années 80. La demande d'aide à la recherche jointe au dossier, fournit également de précieux renseignements sur l'évaluation du coût de la recherche proposée, tant en personnel que matériel scientifique.

Ces aides à la recherche sont donc conservées jusqu'en 1983 inclusivement en double série :

- dans chaque secteur scientifique, les dossiers groupés par action concertée et par année de constitution, sont versés à l'occasion de l'archivage du secteur.

rattachée au Cabinet du MRT. La DIXIT reprend les attributions, le personnel et les fonds d'archives de la MIDIST. Restent en cours de classement à la Mission, les fonds d'archives de la MIDIST. Sous la cote AN 89/0235, figurent les conventions BNIST-MIDIST-DIXIT versées par la Délégation à l'information scientifique et technique (DIST) du MRT, successeur de la DIXIT.

42. Voir AN 82/0254.

43. Les archives des 9 premières actions concertées sont conservées dans AN 77/321.



— conservées et versées régulièrement par la Division du Fonds de la Recherche puis Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) de la DGRST; par la Direction du financement de la Recherche (DFR) puis Direction de l'Administration et du Financement de la Recherche (DAFR) du Ministère, cette seconde série se présente toutes actions concertées confondues, versée par année de solde. Cette collection a l'énorme avantage d'être exhaustive et d'être accompagnée d'index informatisés par thèmes de recherche et organismes bénéficiaires depuis cette année (1989); l'application informatique démarre elle-même sur les dossiers de 1984. De partiels ces index deviendront, avec le temps, de plus en plus complets et seront de bons outils de recherche dans ces fonds.

A compter donc de 1984, les dossiers appartenant à la DFR/DAFR étant informatisés d'une part et d'autre part, les rapports annuels d'avancement des travaux n'étant plus sollicités par les départements scientifiques, la Mission ne conserve depuis cette date que la collection DFR/DAFR figurant dans cet état des versements, sous les intitulés suivants :

- Aides à la recherche scientifique et technique
- Aides aux nouvelles technologies, prospective
- Aides à la recherche industrielle, innovation
- Information et culture scientifique et technique

Il ne faut cependant pas écarter de la consultation les fonds des secteurs scientifiques pour leur conservation des archives des comités d'actions concertées (PV Réunions, Recommandations) que ne contient pas la collection de la DFR/DAFR. Il est souvent possible de relever un suivi scientifique plus complet par la conservation de rapports annuels sur le déroulement de la recherche. Certains secteurs ont fait l'objet de classements et d'inventaires approfondis : recherche biomédicale (1960-1982), énergie et matières premières (1970-1982), agronomie et pays en voie de développement (1964-1980), espace, océan, environnement (1966-1983), Information scientifique et technique (1973-1987). Chaque fonds se divise en deux : la gestion du secteur, les comités et décisions d'aide.

Les rapports de fin de contrat sont conservés également au Centre de documentation du CNRS<sup>44</sup>. Les recherches historiques sont facilitées par des catalogues des rapports de fin de contrat publiés par le Centre de documentation du CNRS à partir de 1968.

A noter à cette occasion que le Centre de documentation du Ministère conserve les rapports de fin de contrat de l'ensemble des départements scientifiques pour les dix dernières années.

Pour compléter cette vue d'ensemble sur les aides à la Recherche, il ne faut pas non plus sous-estimer la recherche industrielle, l'aide

44. Le Centre de documentation du CNRS a été abrogé lors de la création le 15 mars 1988 de l'INIST à Nancy (2, allée du Parc de Brabois 54514 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex). Cet institut conserve l'ancien fonds documentaire du CNRS et reçoit depuis cette date les rapports de fin de contrat.

au développement attribuée de 1965 à 1978 à des entreprises axées sur l'innovation (AN 82/0475). Les dossiers d'aide au développement servent à l'étude des applications industrielles de la recherche. Ils sont également une photographie de l'entreprise à un moment donné par la fourniture annuelle de bilans financiers, exigée par le Crédit national. La procédure mise en place en 1965 avait pour objet de faciliter la mise au point dans l'industrie, des procédés, matériaux et techniques nouvelles. Les demandes sont instruites techniquement par chaque ministère, financièrement par le Crédit national et gérées jusqu'en 1979 par la DGRST puis par l'ANVAR; cette aide devient alors aide à l'innovation.

Dans les années 80 devront être consultés les dossiers d'aide aux grands groupes industriels sous forme de contrats de programme — sorte d'enveloppe globale allouée pour un ensemble de recherches — et les contrats de Plan État-Région concourant à la régionalisation de la Recherche.

L'inventaire des possibilités de recherche qu'offrent ces fonds d'archives a été dressé en fonction de la « connaissance sur le terrain ». Il se veut indicatif et non exhaustif. Il est ouvert à toutes les évolutions possibles.

S'ensuit l'état des versements proprement dit<sup>45</sup>, accompagné d'annexes et d'un index permettant au lecteur un premier regroupement thématique et institutionnel pouvant l'aider dans sa recherche.

## VERSEMENTS 1977-1989

77/321....

### RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), généralités, comités et commissions, groupes de travail, réunions, travaux, budget, organismes de recherche, enquête outre-Mer, documentation, 1939-1975

Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRST), généralités, commissions, organismes de recherche, affaires internationales, documentation, 1954-1958

DGRST, création, organisation, 1959-1968; Divisions administratives : Cabinet, 1958-1974 — Affaires internationales, 1954-1974 — Études et Plan, 1959-1974 — Fonds de la Recherche, 1957-1970 — Information et Relations extérieures, 1964-1973; Secteurs scientifiques : généralités, comités et commissions, affaires internationales

45. Mention à chaque versement du service versant (SV) et du service d'origine et de sa filiation (SO)

nales, organismes de recherche, comités d'actions concertées, 1953-1976

160 ml. (1600 liasses).....1939-1976  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Affaires scientifiques de  
Défense

S.O. : I

77/324....

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide<sup>46</sup> fin III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> Plans

75 ml. (750 liasses).....1960-1965  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Administration  
générale et de la Comptabilité (DAGC)

S.O. : DGRST, Division du fonds de la  
Recherche

77/387....

(cote interne IND 2010-2592 RST 56-638)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, V<sup>e</sup> Plan

97 ml. (970 liasses).....1966-1970  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la  
Recherche

46. Cette appellation bien que postérieure (1974) a été choisie par souci d'uniformisation pour désigner les contrats de Recherche, conventions et marchés.

77/606....

(cote interne RST 1-55)

#### FONDS DE LA RECHERCHE

Développement des principaux axes de recherche : groupes de travail, notes, rapports, enquêtes ; comités techniques ; grands groupes industriels, brevets, 1956-1970

#### AFFAIRES INTERNATIONALES

Coopération bilatérale notamment coopération franco-soviétique, échanges de chercheurs, Missions à l'Etranger, rapports des conseillers et attachés scientifiques d'ambassade, organisations internationales, documentation, 1950-1968

18 ml. (180 liasses).....1950-1970  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Administration  
générale et de la Comptabilité (DAGC)

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la  
Recherche — DGRST, Division des Affaires  
internationales

77/1531....

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide (rapports de fin de contrat), III<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> Plans (1960-1970) (opérations terminées en 1961-1972)

Transports, projets de recherche, rapports, 1973

14 ml. (140 liasses).....1960-1973  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la  
Recherche

77/1624....

#### IV<sup>e</sup> PLAN

Commission de la Recherche scientifique et technique, PV réunions, 1960-1963



## 42 MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

Évaluation des besoins par disciplines<sup>47</sup> et organismes publics de recherche placés sous tutelle de ministère, actions nouvelles, régionalisation, s.d. (1962-1965 ?)

3 ml. (30 liasses).....s.d., 1960-1963  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O. : DGRST, Division des Études et du plan <sup>48</sup>

78/271....

V<sup>e</sup> PLAN

Commission de la Recherche scientifique et technique, réunions, groupes de travail, rapports, projet de loi du Ve plan, 1964-1968  
Évaluation des besoins par Ministères et organismes publics placés sous tutelle de ministère, s.d. (1966-1970 ?)

5 ml. (50 liasses).....s.d., 1964-1968  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la comptabilité (DAGC)

S.O. : DGRST, Division des Études et du Plan

81/0085....

VI<sup>e</sup> — VII<sup>e</sup> PLANS

Commission de la Recherche, réunions, Comités et groupes de travail, groupes d'experts, rapports, travaux ; régionalisation, schéma directeur de la Recherche, affaires internationales, 1967-1978

### DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Minutier chronologique actif, 1968-1976

Budget : demandes budgétaires par ministères et organismes sous tutelle ; projet de loi de finances ; financement de la recherche,

47. Les documents traitant de l'énergie ont été prélevés et intégrés dans AN 85/0245

48. Dans les années 60, la Division des Études et du Plan avait pour attributions, outre la planification, la prospective et la préparation de la politique de la Recherche, celles des affaires économiques et financières

## ÉTAT DES VERSEMENTS

43

rapports, 1956-1973, 1976-1977 ; Institut Pasteur : Budget, plan d'assainissement financier, programmes de recherche, 1966-1977

### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1972-1973

59 ml. (590 liasses) 1956-1978  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Information et des relations extérieures (DIRE)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) (Courrier, Budget, aides)

81/0244....

### DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives : Délégués et Directeurs (M. Pierre AIGRAIN, 1969-1973 — M. Hubert CURIEN, 1968-1975)<sup>49</sup> — Affaires internationales 1967-1978 — Études et Plan, 1958-1980 — Organisation et moyens de la Recherche<sup>50</sup>, 1965-1976 — Relations extérieures<sup>51</sup>, 1969-1976

Secteurs scientifiques : Électronique, 1963-1977 — Énergie-matières premières, 1972-1980 — Métallurgie-mécanique, 1966-1977 — Recherche biomédicale (biologie, médecine, GBM<sup>52</sup>), 1963-1980

70 ml. (700 liasses).....1958-1980  
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : /

49. Rapports de M. CURIEN sur la Recherche spatiale antérieurs à sa prise de fonctions.

50. À compter de 1978, cette Division se dénommera Division de l'Emploi scientifique et des structures de la Recherche et figure comme telle dans l'état général des Fonds DGRST.

51. Cette Division est regroupée dans l'état général des Fonds, aux Affaires internationales. Ce service traite de 1972 à 1974, des affaires internationales, de l'information et des affaires scientifiques de Défense.

52. GBM : Génie biologique et médical.

81/0401....

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), réunions, rapports, documents de travail, 1958-1978

## DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives : Fonds de la Recherche<sup>53</sup> organisation, échanges de chercheurs, aides à la recherche (actions concertées, actions urgentes, bourses), 1963, 1968-1979

Secteurs scientifiques : Chimie : notes, rapports, affaires internationales, comités d'actions concertées, 1968-1978

37 ml. (370 liasses).....1958-1979

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'information et des relations extérieures (DIRE)

S.O. : /

81/0429....

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1966-1973

100 ml. (1000 liasses).....1966-1973

communicable 30 ans.

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

81/0437....

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1973-1976

53. Anté 1976, cette division s'acquittait du suivi scientifique et de la gestion comptable des contrats de recherche, conventions et marchés) appelés ultérieurement décisions d'aide. A compter de 1976, ceci était du ressort de la Division de l'Administration générale et de la comptabilité. Ce fonds conserve essentiellement les actions urgentes appelées également actions spécifiques et les fonds de divers comités d'actions concertées avec quelques dossiers de décisions d'aide.

100 ml. (1000 liasses).....1973-1976

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Information et des relations extérieures (DIRE)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

81/0478....

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1966-1967, 1969-1970, 1976-1978; Minutier chronologique, 1970-1977; Interventions particulières, 1971-1977; fiches de contrat IV<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> Plans, 1962-1976; notifications, autorisations de programmes, 1961-1976; échanges de chercheurs 1966-1968; Bourses, 1962-1969

50 ml. (500 liasses).....1961-1978

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la Recherche — DGRST, DAGC

81/0479....

## DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives : Fonds de la Recherche, Secrétariat des Comités : création, listes des membres, PV réunions recommandations, 1962-1979

Secteurs scientifiques : Sciences de l'Homme et de la Société : VII<sup>e</sup> Plan, Mission Construction-transports-mécanique, comités d'actions concertées, 1970-1979 — Urbanisme, construction, transports<sup>54</sup> : Comités et groupes de travail, rapports, Budget, programmes de recherche, organismes de recherche, régionalisation, grands groupes industriels, affaires internationales, documentation, 1965-1980

22 ml. (220 liasses).....1962-1980

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : /

54. Ce secteur scientifique figure dans l'État général des Fonds sous la dénomination Transports, urbanisme et logement.



82/0254....

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Secrétariat d'État à la Recherche (M. Jacques SOURDILLE : Minutier chronologique actif et passif, 1977-1978 — M. Pierre AIGRAIN : Minutier chronologique actif. Audits, organismes de recherche, manifestations scientifiques, documents de travail, 1978-1979), 1977-1979

DGRST, Divisions administratives : Délégués et Directeurs (M. Pierre AIGRAIN, 1970-1974 — M. Hubert CURIEN, 1973-1976 M. Bernard GREGORY, 1976-1977 — M. Roland MORIN<sup>55</sup>, 1972-1978) — Cabinet (M. Raymond POIGNANT, Conseiller près du DG pour les affaires juridiques et administratives, 1962-1965) — Affaires internationales, 1965-1981 — Emploi scientifique et structures de la Recherche, 1954, 1963-1980

63 ml. (630 liasses).....1954-1981

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Service de l'Information et des relations publiques (SIREP)

S.O. : /

82/0255....

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1974-1979 (opérations terminées en 1979)

35 ml. (350 liasses).....1974-1979

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction de la Politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

<sup>55</sup> M. Roland Morin assure les fonctions de Chef de service du Plan et des affaires économiques et financières (1968), Adjoint au Délégué général pour la programmation économique et financière (1970), Délégué général adjoint (1974), Délégué général et Directeur de la DGRST (1978-1980). Chargé de Mission auprès du Ministre en 1981, il sera Directeur de la Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) de 1983 à 1986.

82/0475....

## AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Aide au Développement : textes législatifs, notes, rapports, budget, demandes d'aide, 1956-1981

Comité 1 Quater, réunions, recommandations, 1964-1979

ANVAR, Commission nationale d'attribution d'aide à l'innovation, réunions, recommandations, 1980-1981

Crédit national, subventions, expertises, statistiques, 1965-1981

83 ml. (830 liasses).....1956-1981

communicable 30 ans

S.V. : /

S.O. : DGRST, Division de l'Aide au Développement

83/0417....

## AGRONOMIE

Minutier chronologique, VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> Plans, organismes de recherche, comités d'actions concertées, actions spécifiques, contrats de programme, 1964-1981

## PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

VII<sup>e</sup> Plan, organismes de recherche, coopération scientifique internationale, comités d'actions concertées, 1975-1980

27 ml. (270 liasses).....1964-1981

communicable 30 ans sauf  
Art 2/3 : 120 ans (2101)

S.V. : /

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique secteur Agriculture, Alimentation et coopération avec les pays en voie de développement

83/0674....

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1974-1980 (opérations terminées en 1980)

51 ml. (510 liasses).....1974-1980  
communicable 30 ans

S.V. : MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

84/0178....

#### ENTREPRISES INDUSTRIELLES, FINANCEMENT

Lettres d'agrément pour l'obtention de crédits auprès du réseau bancaire, 1975-1979

1 ml. (10 liasses).....1975-1979  
communicable 30 ans

S.V. : MIR/DESTI, Service des aides à l'innovation

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT)<sup>56</sup>

85/0245....

#### ÉNERGIES, MATIÈRES PREMIÈRES

Minutier chronologique, livre blanc sur la Recherche, VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> Plans, groupes de travail, Mission et comités interministériels, organismes de recherche, affaires internationales et coopération scientifique, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, contrats de programme, Mission prioritaire Utilisation rationnelle de l'énergie/Géothermie

23 ml. (230 liasses).....1970-1982  
communicable 30 ans

S.V. : /

56. A la création du Ministère de la Recherche et de la Technologie en 1982, les attributions de la DIT/Industrie ont été reprises par la Direction du développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI) du MRT, d'où les fonds d'archives provenant de l'industrie et traités par le MRT. A ce titre également, le MRT a été chargé de solder les dossiers comptables d'organismes dépendant initialement de l'industrie : BNIST/MDIST/CPE

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, secteur Énergie, matières premières et milieux naturels

85/0506....  
(cote interne RE 189)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1974-1982 (Opérations terminées en 1981-1982)  
19 ml. (190 liasses).....1974-1982  
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières

86/0037....

#### RECHERCHE BIOMÉDICALE

Programme décennal de la Recherche, VII<sup>e</sup> Plan, Schéma Directeur de la Recherche, comités interministériels, personnel de recherche, organismes de recherche, grands groupes industriels, coopération scientifique internationale, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, 1939-1982

13 ml. (130 liasses).....1939-1982  
communicable 30 ans sauf  
Art 2 : 60 ans (2042)

S.V. : /

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, Secteur Recherche biomédicale

86/0038....

#### AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et

innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1982 (Opérations terminées en 1982-1983)

5 ml. (50 liasses).....1975-1983  
communicable 30 ans

S.V. : MRES, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), SD affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

86/0039....  
(cote interne RE 178)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, décisions d'aide, 1979-1982 (Opérations terminées en 1982-1983)

21 ml. (210 liasses).....1979-1983  
communicable 30 ans

S.V. : MRES/DGRT/DFR

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

86/0040....  
(cote interne RE 183)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1978 (Opérations terminées en 1983)

22 ml. (220 liasses).....1974-1983  
communicable 30 ans

S.V. : MRES/DGRT/DFR

S.O. : DGRST/DAGC — MRT/DPG, SD Affaires budgétaires et financières MIR/DESTI/SIF

86/0235....

#### ESPACE, Océan, ENVIRONNEMENT

Minutier chronologique, Mission CHAVANACE, v<sup>e</sup>-vii<sup>e</sup> Plans, Commission et comités interministériels, Budget, organismes de recherche, affaires internationales et coopération scientifique, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, 1966-1983; Archives du CNES, 1967-1976

12 ml. (120 liasses).....1966-1983  
communicable 30 ans

S.V. : /

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, Secteur Espace, océan, environnement

86/0236....

#### INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité d'études Documentation, comité d'action concertée, 1963, 1969-1974; BNIST, création, minutier chronologique, Mission BOURSIN, comités et groupes de travail (Formation, Vulgarisation scientifique et technique, Édition scientifique, réseaux documentaires), conventions, coopération scientifique internationale, Documentation, 1968-1981

16 ml. (160 liasses).....1963-1981  
communicable 30 ans

S.V. : MIDIST (Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique)

S.O. : BNIST (Bureau national de l'Information scientifique et technique)

87/0323 DGRST, Cabinet, 1959-1981  
(versement décoté par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0548

87/0324 Secrétariat d'État à la Recherche, 1974-1981  
(versement décoté par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0546



52 MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

87/0325 Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique CCRST), 1958-1981

(Versement décoté par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0547

88/0086....  
(cote interne RE 184)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1984 (opérations terminées en 1984)

23 ml. (230 liasses).....1974-1984  
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la Politique générale (DPG), SD affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

88/0087....  
(cote interne RE 186)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1982 (Opérations terminées en 1985)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1984 (Opérations terminées en 1985)

27 ml. (270 liasses).....1974-1985  
communicable 30 ans

ÉTAT DES VERSEMENTS

53

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — DGRST/DAGC MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

88/0088....  
(cote interne RE 213)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1974, 1976-1982 (Opérations terminées en 1985)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1966, 1971-1985 (Opérations terminées en 1985)

FORMATION

Bourses de formation recherche biomédicale et Biotechnologies, 1979-1984 (Opérations terminées en 1984)

42 ml. (420 liasses).....1966-1985  
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie/DIT  
DGRST/DAGC — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

89/0220....  
(cote interne RE 211)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1981; Aides aux régions, 1975-1981 (Opérations terminées en 1984)

6 ml. (60 liasses).....1975-1984  
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT, Direction de la Politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0221....  
(cote interne RE 212)

#### INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST), conventions, 1980-1985 (Opérations terminées en 1980-1985)

4 ml. (40 liasses).....1980-1985  
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0222....  
(cote interne RE 243)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1974-1983 (Opérations terminées en 1986)

27 ml. (270 liasses).....1974-1986  
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0223....  
(cote interne RE 246)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1983-1986 (Opérations terminées en 1986)

20 ml. (200 liasses).....1983-1986  
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : MIR/DESTI/SIF

89/0224....  
(cote interne RE 248)

#### AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1974-1984 (Opérations terminées en 1986)

3 ml. (30 liasses).....1974-1986  
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

89/0225....  
(cote interne RE 249)

#### AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Développement de la Recherche industrielle et innovation :

Comité I Quater, Décisions d'aide au développement, 1966, 1969, 1971-1979 (Opérations terminées en 1986)

1 ml. (10 liasses).....1966-1986

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Aide au Développement — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0226....

(cote interne RE 250)

#### INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'Information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1980-1986 (Opérations terminées en 1986)

3 ml. (30 liasses).....1980-1986

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR/DESTI/SIF — MRT/DIXIT

89/0227....

(cote interne RE 251)

#### INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1982-1986 (Opérations terminées en 1986)

1 ml. (10 liasses).....1982-1986

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) MRT/DIXIT

89/0228....

(cote interne RE 259)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974, 1976-1985 (Opérations terminées en 1986)

11 ml. (110 liasses).....1974-1986

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC), — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR/ DESTI/SIF

89/0229....

(cote interne RE 274)

#### AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1977-1986 (Opérations terminées en 1987)

18 ml. (180 liasses).....1977-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : DGRST/DAGC — MRT/DPG, S-D



affaires budgétaires et financières —  
MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/DFR

89/0230....  
(cote interne RE 278)

## FORMATION

Bourses de formation Recherche agro-alimentaire, biotechnologies, écologie-aménagement rural (ECAR), filière Bois, Recherche biomédicale (génie biologique et médical, allo-greffes, pharmacocinétique), toxicologie agricole et alimentaire, Dossiers individuels, 1981-1985 (Opérations terminées en 1987)

1 ml. (10 liasses).....1981-1987  
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRES/DGRT/DFR

89/0231....  
(cote interne RE 179)

## AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1977-1980 (Opérations terminées en 1987)

0,30 ml. (3 liasses).....1977-1987  
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et finan-

cières — MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/DFR

89/0232....  
(cote interne RE 322)

## AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1986 (Opérations terminées en 1987)

27 ml. (270 liasses).....1974-1987  
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRES/DGRT/DFR

89/0233....  
(cote interne RE 391)

## AIDES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES, PROSPECTIVE

Centre de Prospective et d'Évaluation (CPE), conventions, 1976, 1982-1986 (Opérations terminées en 1987)

## AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1980-1986 (Opérations terminées en 1987)

2 ml. (20 liasses).....1976-1987  
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : CPE — Ministère Industrie, Direction

de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/DFR

89/0234....

(cote interne RE 392)

#### INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1980-1986 (Opérations terminées en 1987)

2 ml. (20 liasses).....1980-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRT/DIXIT — MRES/DGRT/DFR

89/0235....

(cote interne RE 309)

#### INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

BNIST, conventions, 1974-1979; MIDIST/DIXIT, conventions, 1979-1986; DIST, conventions, 1987 — Projets de conventions, 1983 — Transferts et annulations, 1980, 1982 — Divers (Fondation Diderot), s.d.

34 ml. (340 liasses) s.d., 1974-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT/Délégation à l'Information scientifique et technique (DIST)

S.O. : BNIST (Bureau national de l'Information scientifique et technique) — MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique — MRT/ DIXIT

#### INDEX PAR SERVICES VERSANTS ET THÈMES DE RECHERCHE

Ensemble de références groupées par ordre alphabétique, composé de deux grandes rubriques :

Services d'origine (entre parenthèses : indication de leur filiation)

Thèmes de recherche

Les thèmes de recherche et sigles proviennent de l'index-matières du Fichier de l'État général des Fonds DGRST, 1959-1981 (AN/Mission Recherche, septembre 1983)

Les sigles d'organismes et leur développement inclus dans cet index sont les plus utilisés.

#### ACTION COMPLÉMENTAIRE COORDONNÉE

voir Action concertée

#### ACTION CONCERTÉE (Comité)

77/321, 81/0244, 81/0401, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235, 86/0236.

#### ACTION DE PROGRAMME

voir Division du Fonds de la Recherche

#### ACTION SPÉCIFIQUE

83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.

voir aussi :

Division du Fonds de la Recherche

Localisation des équipes de recherche

Régionalisation de la Recherche MST/Secteurs de Recherche

Ministère, Départements scientifiques



**ACTION URGENTE**  
voir Action spécifique

**ADI**  
voir Agence pour le Développement de l'Informatique

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA COMPTABILITÉ (DGRST, division administrative)**  
81/0085, 81/0437, 81/0478, 82/0255, 83/0674, 81/0429, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0232.

**AEE**  
voir Agence pour les économies d'énergie

**AFFAIRES BUDGÉTAIRES (DGRST, division administrative)**  
77/321

**AFFAIRES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES (MRT, division administrative)**  
85/0506, 86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0222, 89/0224, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

**AFFAIRES INTERNATIONALES**  
77/321, 77/606, 81/0085, 81/0244, 81/0401, 81/0478, 81/0479, 82/0254, 83/0417, 85/0245, 86/0235, 86/0236

voir aussi :  
Coopération scientifique  
Missions scientifiques  
Pays en voie de développement  
Cabinet DGRST  
MST/Secteurs de Recherche  
Cabinets ministériels  
MST/Direction et Présidence  
Ministère, Départements scientifiques

**AFFAIRES INTERNATIONALES (DGRST, division administrative)**  
77/321, 77/606, 81/0244, 82/0254.

**AFFAIRES SCIENTIFIQUES DE DÉFENSE**  
77/321, 86/0236.  
voir aussi :  
DGRST, Cabinet  
BNIST, Comité Documentation  
Cabinets ministériels  
Ministère, Délégation générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT)

**AGENCE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE**  
82/0475.  
voir aussi :  
MST/Secteurs de Recherche  
Ministère, Départements scientifiques

**AGRICULTURE**  
voir aussi :  
Agronomie  
Filière Bois  
Pays en voie de développement  
Recherche agro-alimentaire

**AGRICULTURE, ALIMENTATION ET COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (DGRST, secteur scientifique)**  
77/321, 83/0417.

**AGRO-ALIMENTAIRE**  
voir Agriculture, Recherche agro-alimentaire

**AGRONOMIE**  
83/0417.

**AIDE AU DÉVELOPPEMENT**  
voir aussi :  
ANVAR  
Crédit national  
Entreprise industrielle  
Fonds de développement économique et social (FDES)  
Innovation  
Recherche industrielle

**AIDE AU DÉVELOPPEMENT (DGRST, division administrative)**  
82/0475, 89/0225.

**AIDE A LA RECHERCHE**  
voir :  
Aide au Développement  
Fonds de la Recherche  
Formation  
Information scientifique et technique  
Recherche industrielle  
Recherche scientifique et technique  
Technologie nouvelle

**AIGRAIN (Pierre)**  
Délégué général : 81/0244, 82/0254  
Secrétaire d'État : 82/0254, 87/0324

**ALIMENTATION**

voir Agriculture, alimentation et coopération avec les pays en voie de développement (DGRST, secteur scientifique)

**ALLOCATION DE RECHERCHE**

voir :

Emploi scientifique et structures de la Recherche  
(DGRST, division administrative)  
Ministère, SESAR

**AMÉNAGEMENT RURAL**

voir Écologie-aménagement rural (ECAR)

**ANRT**

voir Association nationale de la Recherche technique

**ANVAR**

voir Agence nationale pour la valorisation de la Recherche

**AUTORISATION DE PROGRAMME**

81/0478

**BANQUE DE DONNÉES**

voir :

BNIST, MIDIST  
Ministère, DIXIT, DIST  
Division des Études et du Plan  
MST/Électronique — traitement de l'Information —  
Télécommunications et Instruments de mesure

**BÂTIMENT**

voir :

MST/Transports — Urbanisme et Logement  
Ministère, DESTI

**BIOTECHNOLOGIE**

voir aussi :

MST/Recherche biomédicale  
Ministère, programme mobilisateur  
Ministère, Départements scientifiques  
CESTA

**BIOTECHNOLOGIE (Bourse)**

88/0088, 89/0230

**BNIST**

voir Bureau national de l'Information scientifique et technique

**BNM**

voir Bureau national de métrologie

**BOIS**

voir aussi :

Conseil supérieur de la Recherche scientifique  
Filière Bois

MST/Agriculture — Alimentation et Coopération avec les  
pays en voie de développement  
Ministère, DESTI

**BOIS (FILIÈRE) (Bourse)**

89/0230

**BOURSE**

81/0401, 81/0478, 88/0088, 89/0230

voir aussi :

Division de l'Administration générale et de la Comptabilité  
Division des Affaires internationales  
Division du Fonds de la Recherche  
Emploi scientifique et structures de la Recherche (allocations de Recherche)

MST/Secteurs scientifiques  
Ministère, SESAR  
Ministère, Départements scientifiques

**BOURGIN (Mission)**

86/0236

**BREVET**

77/321, 77/606

voir aussi :

Division de l'aide au Développement  
Division du Fonds de la Recherche  
MST/Direction et Présidence

**BRGM**

voir Bureau des Recherches géologiques et minières

**BUDGET (Recherche)**

77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0479, 86/0235

voir aussi :

Division de l'Administration générale et de la comptabilité  
Division des Affaires budgétaires  
Division des Études et du Plan  
Enveloppe Recherche  
Rationalisation des choix budgétaires (RCB)

BUREAU NATIONAL DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
86/0236, 89/0235.

CABINET (DGRST)  
77/321, 82/0254, 87/0323.

CEA  
voir Commissariat à l'énergie atomique

CCRST  
voir Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique

CENTRE DE PROSPECTIVE ET D'ÉVALUATION  
89/0233

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES  
77/321, 86/0235.

CERN  
voir Centre européen de Recherche nucléaire

CESTA  
voir centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées

CALENDAR (DE) (Mission)  
87/0323  
voir aussi : Division des Affaires budgétaires

CHARTIER (P.)  
85/0245  
voir Mission prioritaire Utilisation rationnelle de l'énergie, 1982

CHAVANACE (Mission)  
86/0235.

CHERCHEUR  
voir :  
Affaires internationales (Missions scientifiques)  
Cabinet DGRST (régionalisation)  
Division des Études et du Plan  
Division du Fonds de la Recherche  
Emploi scientifique et structures de la Recherche  
Formation  
Ministère, Cabinet  
Ministère, SESAR  
Mission Detraz  
Personnel de Recherche

CHIMIE (DGRST, secteur scientifique)  
77/321, 81/0401.

CIRST  
voir Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique

CNES  
voir Centre national d'études spatiales

CNESER  
voir Conseil national de l'Enseignement supérieur de la Recherche

CNET  
voir Centre national d'études des Télécommunications

CNEXO  
voir Centre national d'exploitation des océans

CNRS  
voir Centre national de la Recherche scientifique

COMES  
voir Commissariat à l'énergie solaire

COMITÉ CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
77/321, 81/0401, 87/0325.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE  
77/321, 81/0244.

COMITÉ TECHNIQUE  
77/606

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN  
voir :  
Commission de la Recherche scientifique et technique  
Division des Études et du Plan

COMMISSION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
IV<sup>e</sup> Plan : 77/1624  
V<sup>e</sup> : 78/271  
VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> : 81/0085

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU  
PROGRÈS TECHNIQUE  
77/321.



68 MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

CONSTRUCTION — TRANSPORTS — MÉCANIQUE (Mission)  
81/0479.

CONTRAT DE PROGRAMME  
83/0417, 85/0245.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE  
77/321, 77/606, 81/0401, 81/0478, 83/0417, 85/0245, 86/0037,  
86/0235, 86/0236.

voir aussi :

Affaires internationales  
Division du Fonds de la Recherche  
(échange de chercheurs)  
MST/Secteurs de Recherche  
Pays en voie de développement

CORDES  
voir Comité d'organisation des Recherches appliquées pour le  
développement économique et social

CPE  
voir Centre de prospective et d'évaluation

CRÉDIT NATIONAL  
82/0475.  
voir aussi : Division du Fonds de la Recherche

CSRSPT  
voir Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès  
technique

CSTB  
voir Centre scientifique et technique du Bâtiment

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

CURIEN (Hubert)  
Délégué général : 81/0244, 82/0254.

DÉFENSE  
voir Affaires scientifiques de Défense (DGRST, Cabinet —  
Ministère, Direction générale de la Recherche et de la Technologie)

DÉLÉGATION A L'INFORMATION, A LA COMMUNICATION ET A LA  
CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

ÉTAT DES VERSEMENTS

69

DÉLÉGATION A L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
89/0235.

DÉLÉGATION A L'INNOVATION ET A LA TECHNOLOGIE (Ministère  
Industrie)  
84/0178, 86/0038, 89/0220, 89/0224, 89/0231, 89/0233.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECH-  
NIQUE (Administration)  
Délégués, Directeurs : 77/321, 81/0244, 82/0254.  
Cabinet : 77/321, 82/0254, 87/0323.

*Divisions administratives*

Administration générale et de la Comptabilité : 81/0085, 81/0429,  
81/0437, 81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040,  
88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0228, 89/0229, 89/0230,  
89/0232.

Affaires budgétaires : 77/321.

Affaires internationales : 77/321, 77/606, 81/0244, 82/0254.

Aide au développement : 82/0475, 89/0225.

Emploi scientifique et structures de la recherche : 81/0244,  
82/0254.

Études et du Plan : 77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0244.

Fonds de la Recherche : 77/321, 77/606, 81/0401, 81/0429,  
81/0478, 81/0479.

Information et relations extérieures : 77/321.

*Secteurs scientifiques*

Agriculture — Alimentation et coopération avec les pays en  
voie de développement : 77/321, 83/0417.

Chimie : 77/321, 81/0401.

Électronique — traitement de l'Information-Télécommunications  
et Instruments de mesure : 77/321, 81/0244.

Énergies — matières premières et milieux naturels : 77/321,  
81/0244, 85/0245.

Espace — océan et environnement : 77/321, 86/0235.

Matériaux — métallurgie — mécanique et Industries de trans-  
formation : 77/321, 81/0244.

Physique — Mathématiques, Physique nucléaire et grands Équipements : 77/321.

Recherche biomédicale : 77/321, 81/0244, 86/0037

Sciences de l'Homme et de la Société : 77/321, 81/0479

Transports — urbanisme et logement : 77/321, 81/0479.

#### DÉLÈGUES, DIRECTEURS (DGRST)

André MARÉCHAL, 1961-1968 : 77/321

Pierre AIGRAIN, 1968-1973 : 81/0244, 82/0254

Hubert CURIEN, 1973-1976 : 81/0244, 82/0254

Bernard GREGORY, 1976-1977 : 82/0254

Roland MORIN, 1974, 1976-1980 : 82/0254

#### DETRAZ (Mission)

voir : MST/Sciences de l'Homme et de la Société

#### DGRST

voir Délégation générale à la Recherche scientifique et technique

#### DGRST

voir Délégation générale de la Recherche et de la Technologie (Ministère)

#### DIDEROT (Fondation)

voir Fondation Diderot

#### DIST

voir Délégation à l'Information scientifique et technique (Ministère)

#### DIT

voir Délégation à l'Innovation et à la Technologie (Ministère Industrie)

#### DIXIT

voir Délégation à l'Information, à la Communication et à la Culture scientifique et technique (Ministère)

#### DOCUMENTATION

comité : 86/0236

réseaux : 86/0236

réseaux, aides : 89/0221

voir aussi :

Affaires scientifiques de Défense (DGRST, Cabinet)

BNIST, MIDIST, DIXIT, DIST

Division de l'Information et des Relations extérieures  
MST /Secteurs de Recherche

#### ECAR

voir Écologie — aménagement rural

#### ÉCOLOGIE — AMÉNAGEMENT RURAL (Bourse)

89/0230

#### ÉDITION SCIENTIFIQUE

86/0236

#### ÉLECTRONIQUE — TRAITEMENT DE L'INFORMATION — TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INSTRUMENTS DE MESURE (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0244

#### EMPLOI SCIENTIFIQUE ET STRUCTURES DE LA RECHERCHE (DGRST, Division administrative)

81/0244, 82/0254.

#### EMPLOI SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

77/321, 81/0244

voir aussi :

DGRST, Cabinet (régionalisation)

Bourses

Chercheurs

Division de l'Emploi scientifique et des structures de la Recherche

Division des Études et du Plan

Formation

Ministère, Cabinet

Ministère, SESAR

#### ÉNERGIE (Mission)

voir Mission Utilisation rationnelle de l'énergie

#### ÉNERGIE — MATIÈRES PREMIÈRES ET MILIEUX NATURELS (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0244, 85/0245.

#### ENTREPRISE INDUSTRIELLE

82/0475, 84/0178.

voir aussi grand groupe industriel

#### ENVELOPPE RECHERCHE

77/321, 78/271, 81/0085, 81/0479, 81/0244.

voir aussi :

DGRST, Cabinet  
Délégués généraux, Directeurs  
Division des affaires budgétaires  
MST/Direction et Présidence  
MST/Secteurs de Recherche

## ENVIRONNEMENT

voir Espace — Océan et Environnement

ESPACE — Océan et Environnement (DGRST, secteur scientifique)  
77/321, 86/0235.

ÉTUDES ET PLAN (DGRST, division administrative)  
77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0244.

## FDES

voir Fonds de développement économique et social

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE (Ministère, division administrative)

88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223,  
89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230,  
89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

FONDATION DIDEROT  
89/0235

## FONDS D'INTERVENTION

voir :

Division de l'Administration générale et de  
la Comptabilité  
Division du Fonds de la Recherche  
Actions spécifiques

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (Comité)  
82/0475, 89/0225.

## FONDS DE LA RECHERCHE

voir aussi :

Recherche scientifique et technique (aides)  
Division de l'Administration générale et de la Comptabilité  
Division des Études et du Plan (informatisation du  
Fonds de la Recherche)  
MST/Direction et Présidence  
MST/Secteurs de Recherche

## FONDS DE LA RECHERCHE (Aides)

77/324, 77/387, 77/1531, 81/0085, 81/0401, 81/0429, 81/0437.

81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 88/0086,  
88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0223, 89/0228, 89/0229, 89/0232.

## FONDS DE LA RECHERCHE (DGRST, division administrative)

77/321, 77/606, 81/0401, 81/0429, 81/0478, 81/0479.

## FORMATION

81/0401, 81/0478, 86/0236, 88/0088, 89/0230.

## FRASCATI (Manuel)

voir :

Division des Affaires internationales Division des Études et du  
Plan

## GBM

voir Génie biologique et médical

## GÉOTHERMIE (Mission)

85/0245.

## GERDAT

voir Groupe d'études, de Recherche et de développement de  
l'agronomie tropicale

## GRANDS ÉQUIPEMENTS

voir Physique — Mathématiques — physique nucléaire et grands  
équipements (DGRST, secteur scientifique)

## GRAND GROUPE INDUSTRIEL

77/606, 81/0479, 86/0037.

## GRÉGORY (Bernard)

Délégué général : 82/0254

## HORS-STATUT

voir Personnel de Recherche

## IFP

voir Institut français du Pétrole

## INDUSTRIE

voir aussi :

Aide au Développement  
Centre technique  
entreprise industrielle  
grand groupe industriel  
MST/Direction, Présidence  
MST/Secteurs de Recherche



Ministère, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI)  
Recherche industrielle

#### INDUSTRIE (MINISTÈRE) (Administration)

##### *Divisions administratives*

DAG/Affaires économiques et financières : 89/0221, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0233, 89/0234.  
DIT : 84/0178, 86/0038, 89/0220, 89/0224, 89/0231, 89/0233.

##### *Organismes sous tutelle*

BNIST : 86/0236  
CPE : 89/0233  
MIDIST : 86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234.

#### INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

voir Matériaux — métallurgie — mécanique et industries de transformation (DGRST, secteur scientifique)

#### INDUSTRIE ET RECHERCHE (MINISTÈRE) 1983

Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI)/Interventions financières : 86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

#### INFORMATION

voir :

Division de l'Information et des Relations extérieures BNIST, MIDIST, DIXIT, DIST  
CESTA  
CPE  
MST/Secteurs de Recherche  
Vulgarisation scientifique et technique

#### INFORMATION (Traitement)

voir Électronique — traitement de l'Information, Télécommunications et instruments de mesure (DGRST, secteur scientifique)

#### INFORMATION ET RELATIONS EXTÉRIEURES (DGRST, division administrative)

77/321

#### INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

#### INFORMATIQUE

voir :

Division des Études et du Plan  
MST/Secteurs de Recherche  
BNIST, MIDIST  
CESTA

#### INFORMATISATION (DGRST)

voir :

DGRST, Cabinet  
Division des Études et du Plan  
Division du Fonds de la Recherche

#### INNOVATION

82/0475, 86/0038, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0224, 89/0225, 89/0231, 89/0233.

#### IN2 P3 (CNRS)

voir Institut national de Physique nucléaire et de physique des particules

#### INRA

voir Institut national de Recherche agronomique

#### INSERM

voir Institut national de la santé et de la Recherche médicale

#### INSTITUT PASTEUR

77/321, 81/0085

#### INSTRUMENTS DE MESURE

voir Électronique — Traitement de l'information — Télécommunications et instruments de mesure (DGRST, secteur scientifique)

#### INTERVENTIONS FINANCIÈRES (MIR/MRT, division administrative)

86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

#### INVENTAIRE

voir :

Division des Études et du Plan  
FRASCATI (Manuel)

#### IRCHA

voir Institut de Recherche en chimie appliquée

**IRIA**

voir Institut de Recherche en informatique et automatique

**IRT**

voir Institut de Recherche des Transports

**LCPC**

voir Laboratoire central des Ponts-et-Chaussées

**LIVRE BLANC SUR LA RECHERCHE**

85/0245.

voir aussi :

DGRST, Cabinet  
Division des Études et du Plan  
Division du Fonds de la Recherche  
MST/Direction

**LOGEMENT**

voir Transports — Urbanisme et logement (DGRST, secteur scientifique)

**MANUEL FRASCATI**

voir :

Division des Affaires internationales  
Division des Études et du Plan

**MARÉCHAL (André)**

Délégué général : 77/321.

**MATÉRIAUX — MÉTALLURGIE — MÉCANIQUE et INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (DGRST, secteur scientifique)**

77/321, 81/0244.

**MATHÉMATIQUES**

voir Physique — Mathématiques — Physique nucléaire et grands Equipements (DGRST, Secteur scientifique)

**MATIÈRES PREMIÈRES**

voir Énergie — matières premières et milieux naturels (DGRST, Secteur scientifique)

**MÉCANIQUE**

voir :

Matériaux — métallurgie — mécanique et Industries de transformation (DGRST, secteur scientifique)  
Construction — Transports — Mécanique (Mission)

**MER**

voir Océan

**MÉTALLURGIE**

voir Matériaux — Métallurgie — Mécanique et Industries de transformation (DGRST, Secteur scientifique)

**MIDIST**

voir Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique

**MILIEUX NATURELS**

voir Énergie — matières premières et milieux naturels (DGRST, Secteur scientifique)

**MINISTÈRE**

voir :

Industrie  
Industrie et Recherche 1983  
Recherche et Enseignement supérieur 1986  
Recherche et Technologie 1982  
Recherche et Technologie 1984, 1988

**MISSION HOUSIN**

86/0236.

**MISSION CHALENDAR**

87/0323.

voir aussi DGRST, Division des Affaires budgétaires

**MISSION CHARTIER**

85/0245.

**MISSION CHAVANACE**

86/0235.

**MISSION DETRAZ**

voir MST/Sciences de l'Homme et de la Société

**MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**

86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

**MISSION RECHERCHE — EMPLOI — TRAVAIL**

voir Mission DETRAZ

**MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MST)**

voir :

MST/Direction (DGRST, Ministère)  
MST/Présidence (Ministère)



voir aussi :  
DGRST, Cabinet  
Division du Fonds de la Recherche  
MST/Secteurs de Recherche

## MISSIONS SCIENTIFIQUES

voir :  
Division des Affaires internationales  
MST/Secteurs de Recherche

MISSION TAZIEFF  
85/0245.

MORIN (Roland)  
Adjoint au DG, DG Adjoint, Délégué général, Directeur : 82/0254.

MST  
voir Mission scientifique et technique (Direction et Présidence)

Océan  
voir Espace — Océan et Environnement (DGRST, Secteur scientifique)

ONÉRA  
voir Office national d'études et de recherches aérospatiales

OPIT  
voir Opération interministérielle de Télédétection

ORGANISATION ET MOYENS DE LA RECHERCHE (DGRST, division administrative)  
voir Emploi scientifique et structures de la Recherche (DGRST, division administrative)

ORGANISME DE RECHERCHE  
77/321, 77/606, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.

ORSTOM  
voir Office de Recherche scientifique et technique pour les territoires d'outre-mer

PAP  
voir programme d'action prioritaire

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT  
77/321, 83/0417.  
voir aussi :

Affaires internationales  
MST/ Agriculture — Alimentation et Coopération avec les pays en voie de développement (DGRST, secteur scientifique)

PERSONNEL DE RECHERCHE  
77/321, 77/606, 81/0401, 81/0478, 86/0037, 88/0088.

voir aussi :  
Chercheur  
Formation

PHYSIQUE — MATHÉMATIQUES — PHYSIQUE NUCLÉAIRE ET GRANDS ÉQUIPEMENTS (DGRST, secteur scientifique)  
77/321.

## PLAN

IV<sup>e</sup> Plan : 77/1624  
V<sup>e</sup> : 78/271, 86/0235  
VI<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> : 81/0085, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.  
voir aussi :  
DGRST, Cabinet  
Commission de la Recherche scientifique  
Division des Études et du Plan  
MST /Secteurs de Recherche  
Plan Construction  
Programme décennal de la Recherche  
Régionalisation

POIGNANT (Roland)  
Conseiller DG Affaires juridiques et administratives : 82/0254, 87/0323.

POLITIQUE DE LA RECHERCHE  
77/321, 77/606, 77/1624, 81/0085, 85/0245, 86/0037.  
voir aussi :

Affaires internationales  
Cabinets ministériels  
CSRSPT, CCRST, CIRST, CSRT  
DGRST, Cabinet  
Division des Études et du Plan  
MST /Direction et Présidence  
Secrétariat d'État à la Recherche

## PROGRAMMATION

voir :  
Plan  
Programme décennal de la Recherche  
Régionalisation  
Schéma-Directeur de la Recherche

PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE  
voir Division des Études et du Plan

PROGRAMME D'ACTION PRIORITAIRE  
voir :  
Division des Affaires budgétaires  
Plan  
Régionalisation

PROGRAMME DÉCENNAL DE LA RECHERCHE  
86/0037

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE  
voir Brevet

PROSPECTIVE  
89/0233  
voir aussi :  
CCRST, CSRT  
CESTA, CPE  
Division des Études et du Plan

PUBLICATION SCIENTIFIQUE  
voir :  
Division de l'Information et des Relations extérieures  
BNIST, MIDIST  
CESTA, CPE

RATIONALISATION DES CHOIX BUDGÉTAIRES  
voir DGRST, Division des Affaires budgétaires

RCH  
voir Rationalisation des choix budgétaires

RECHERCHE  
voir :  
Recherche (financement) et par secteurs de Recherche  
Ministère  
Organisme de Recherche  
PAP  
Personnel de Recherche  
Plan  
Politique de la Recherche  
Recherche scientifique et technique  
Recherche sur la politique de la Recherche  
Régionalisation

RECHERCHE (Financement)  
81/0085  
voir aussi :  
Budget  
Fonds de la Recherche (aides)  
Recherche scientifique et technique (aides)  
Recherche industrielle (aides)  
Information et culture scientifique et technique  
Formation  
Nouvelle technologie (aides)  
Financement de la Recherche (Ministère, division administrative)

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE  
77/321, 83/0417  
voir aussi Toxicologie agricole et alimentaire

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE (Bourse)  
89/0230

RECHERCHE BIOMÉDICALE (Bourse)  
88/0088, 89/0230

RECHERCHE BIOMÉDICALE (DGRST, secteur scientifique)  
77/321, 81/0244, 86/0037

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MINISTÈRE) 1986  
DGRT/DFR (Financement de la Recherche) : 89/0229, 89/0230,  
89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234,  
DIST : 89/0235

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (MINISTÈRE) 1982  
DPG/Affaires budgétaires et financières : 85/0306, 86/0038,  
86/0039, 86/0040, 86/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0222,  
89/0224, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233,  
89/0234,

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (MINISTÈRE) 1984  
DGRT/DFR (Financement de la Recherche) : 88/0086, 88/0087,  
88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225,  
89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232,  
89/0233, 89/0234,  
DIXIT : 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

RECHERCHE INDUSTRIELLE  
voir aussi :  
ANVAR  
DGRST, Cabinet

Cabinets ministériels  
Division de l'aide au Développement  
Division des Études et du Plan  
MST /Direction et Présidence  
MRT/DESI  
CESTA

## RECHERCHE INDUSTRIELLE (Aides)

82/0475, 86/0038, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0224, 89/0225,  
89/0231, 89/0233.

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (Aides)

77/324, 77/387, 77/1531, 81/0085, 81/0401, 81/0429, 81/0437,  
81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 86/0236,  
88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0228,  
89/0229, 89/0232.

voir aussi :

Action concertée  
Action spécifique  
Autorisation de programme  
Bourse  
Contrat de programme  
Convention  
Décision d'aide  
Échanges de chercheurs  
Formation

## RECHERCHE SUR LA POLITIQUE DE LA RECHERCHE

voir Division des Études et du Plan

## RÉGIONALISATION

77/1624, 81/0085, 81/0244, 81/0479, 85/0245, 86/0037, 86/0235,  
89/0220.

voir aussi :

DGRST, Cabinet  
Cabinets ministériels  
Délégués et Directeurs  
Division de l'Aide au Développement  
Division de l'Emploi scientifique et des structures de la  
Recherche  
Division des Études et du Plan

RELATIONS EXTÉRIEURES (DGRST, division administrative)<sup>57</sup>

voir Division des Affaires internationales

57. Ce service traite de 1972 à 1974, des Affaires internationales, de l'Information et des Affaires scientifiques de Défense.

## SCHEMA DIRECTEUR DE LA RECHERCHE

81/0085, 86/0037.

## SCIENCES DE LA VIE

voir MST /Recherche biomédicale

## SCIENCES DE LA TERRE

voir :

Action concertée  
MST /Énergie — matières premières et milieux naturels

## SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0479.

## SCIENCES HUMAINES

voir Sciences de l'Homme et de la Société (DGRST, Secteur scientifique)

## SCIENCES SOCIALES

voir Sciences de l'Homme et de la Société (DGRST, Secteur scientifique)

## SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA RECHERCHE

82/0254, 87/0324.

## SEFOR

voir Service de l'Emploi scientifique, de la formation et de l'organisation de la Recherche (MRT, division administrative, 1989)

## SESAR

voir Service de l'Emploi scientifique et des structures administratives de la Recherche (MRES, division administrative, 1986)

## SOURDILLE (Jacques)

Secrétaire d'État : 82/0254, 87/0324.

## STATISTIQUES

voir :

Division des Études et du Plan  
FRASCATI (Manuel)

## SYSTÈME

voir :

Action concertée  
MST /Sciences de l'Homme et de la Société  
CESTA



## TAZIEFF (Haroun)

85/0245

voir Mission prioritaire Géothermie, 1982

## TECHNOLOGIE

voir aussi :

Action concertée

Innovation

MRT/DESTI

MST /Agriculture — alimentation et coopération avec les  
pays en voie de développement

MST /Sciences de l'Homme et de la Société

## TECHNOLOGIE (NOUVELLE) (Aides)

89/0233

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

voir :

Électronique — traitement de l'information,  
Télécommunications et instruments de mesure (DGRST,  
Secteur scientifique)  
Espace — Océan et Environnement (id.)

## TÉLÉMATIQUE

voir :

Banque de données  
Documentation

## THESAURUS

voir Division des Études et du Plan

## TIERS-MONDE

voir Pays en voie de développement

## TOXICOLOGIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE (Bourse)

89/0230

## TRANSPORTS

voir aussi Construction — Transports — mécanique (Mission)

## TRANSPORTS — URBANISME ET LOGEMENT (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0479

## URBANISME

voir Transports — urbanisme et Logement (DGRST, Secteur  
scientifique)

## UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE (Mission)

85/0245

## VULGARISATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236

## Annexes

### RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

#### CHRONOLOGIE<sup>58</sup> DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS ET TEXTES RÉGLEMENTAIRES

14 juillet 1901

Loi créant une Caisse des Recherche scientifiques destinée à aider les savants à équiper leurs laboratoires.

1915

Création d'une Direction des Inventions intéressant la Défense nationale, créée à l'initiative du mathématicien Paul Painlevé, Ministre de l'Instruction publique et confiée à Jules Louis Breton, député républicain socialiste du Cher.

1917

Nomination de Jules Louis Breton, Sous-secrétaire d'État aux Inventions.

58. Cette chronologie a pu être établie d'après les travaux de :  
PICARD (Jean-François), *Les débuts du CNRS, esquisse*, Paris, 1987.  
PROST (Antoine), *Les origines de la politique de la Recherche en France, 1939-1958*, in *Cahiers pour l'Histoire du CNRS 1939-1989*, n° 1/ 1988.  
AN/Mission Recherche, *État général des Fonds DGRST, 1958-1981*, Paris, 1981.

1919

La Direction des Inventions devient industrielle.

29 décembre 1922

Loi instituant l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions.

1924

Établissement d'une taxe parafiscale prélevée sur les salaires versés aux ouvriers de l'industrie appelée le « sou du laboratoire » pour financer la Recherche fondamentale.

1926

Construction de l'Institut de Biologie physico-chimique rue Pierre Curie grâce à une donation Edmond de Rothschild. Sa direction est confiée à Jean Perrin physicien professeur à la Sorbonne, Prix Nobel.

1928

Installation à Bellevue, du grand électro-aimant Aimé Cotton.

1930

Création d'une Caisse nationale des Sciences sous l'instigation de Jean Perrin. La vocation de cette Caisse est complémentaire de la Caisse des Recherches scientifiques (matériel de laboratoire) car elle octroie quant à elle, des bourses aux chercheurs. Pour l'attribution de ces bourses, la CNS crée la première organisation de la Profession : Attachés, Chargés, Maîtres et Directeurs de Recherche.

avril 1933

Création du premier Conseil supérieur de la Recherche scientifique, présidé par Jean Perrin, et divisé en 11 sections réparties par disciplines.

1935

Jean Perrin fond les 2 Caisses en une unique : la Caisse nationale de la Recherche scientifique, placée sous les auspices du Conseil supérieur de la Recherche scientifique.

Printemps 1936

Création du Sous-secrétariat à la Recherche scientifique sur la demande de Jean Perrin. Il est confié par le Gouvernement Blum, à Irène Joliot-Curie. Succède en automne 1936, à Irène Joliot-Curie, Jean Perrin. Ce sous-secrétariat sera abrogé au printemps 1937.

Décembre 1936

Mise en place au Ministère de l'Éducation nationale, du Service central de la Recherche scientifique, dirigé par le physiologiste Henri Laugier. La création de ce service central institue ce Ministère, tuteur de la Recherche française au même titre que les autres Directions, notamment celle de l'Enseignement supérieur.

1937

Nouveaux grands laboratoires mis en chantier : observatoire de Haute-Provence, Institut d'astrophysique Bd Arago à Paris, laboratoire de synthèse atomique à Ivry, laboratoire des gros traitements chimiques (terres rares) à Thiais (21 mai 1937) et l'Institut de Biométrie humaine, également le 21 mai 1937 et rattaché en 1940 à l'Institut national d'orientation professionnelle.

24 mai 1938

Abrogation de l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions (ONRSI). Afin de coordonner les recherches nécessitées par la guerre, création des :

Haut-Comité de coordination de la Recherche scientifique, présidé par Jean Perrin (secrétaire général : Henri Laugier). Le Haut-Comité se doit d'assurer « la coordination de l'ensemble de la Recherche et des travaux scientifiques effectués par les services techniques des différents départements ministériels ». Le Haut-Comité se compose donc de 23 membres représentant les 3 constantes :

- 1) les administrations intéressées aux problèmes de la Recherche appliquée (Présidence du Conseil, Ministères de l'Instruction publique, de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Économie)
- 2) le milieu scientifique français
- 3) le monde de l'Industrie

Le Haut-Comité de 1939 peut être considéré comme l'ancêtre direct des instances créées après guerre qui aboutiront au Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST). Il est le premier organisme français à avoir entrepris de planifier l'ensemble de l'activité des laboratoires du pays, dans une perspective interministérielle, avec un fonctionnement en commissions.

Centre national de la Recherche scientifique appliquée (CNRSA), bras séculier du Haut-Comité, disposant comme moyens d'action, de ses propres laboratoires puisqu'il absorbe les installations de l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions. A sa tête, est nommé Henri Longchambon. Le CNRSA est constitué sous forme d'un Établissement public doté de la personnalité civile et de l'auto-



nomie financière. Il dispose d'un Conseil d'Administration (mis en place par décret du 11 février 1939) dont les membres sont en partie les mêmes que ceux du Haut-Comité. Le CNRSA est chargé de coopérer avec un Institut de la Recherche scientifique appliquée à la Défense nationale, créé le 28 juillet 1938 qui assure en principe, une coordination limitée aux recherches menées par les trois armes. Pour coiffer cet ensemble, le décret de mai 1938 crée :

le Conseil supérieur de la Recherche scientifique appliquée. Divisé en 5 sections (maths, mécanique, physique, chimie et biologie appliquées), il est le pendant du Conseil supérieur créé par Jean Perrin en avril 1933 en science pure mais il ne semble pas avoir eu le moindre rôle.

août 1938

Création par le CNRSA, d'un « Groupe de Bellevue » (dont la direction est confiée à André Lubarthe) et auquel l'ensemble du personnel et le matériel de l'ONRSI est rattaché.

19 octobre 1939

Création du Centre national de la Recherche scientifique, par « souci de simplification et de rendement plus élevé des organes existants... » Le CNRS absorbe le CNRSA. Il reprend aussi les fonctions de la Caisse nationale et intègre le Conseil supérieur avec ses 11 sections et leurs membres. Le Service central, englobé lui aussi, fournit l'infrastructure administrative ainsi que le Directeur du nouveau CNRS : Henri Laugier. Celui-ci aura à ses côtés un Directeur pour la Section de la Recherche appliquée, Henri Longchambon. Ainsi naît dans la plus grande discrétion, six semaines après le début de la seconde guerre mondiale, un CNRS bicéphale, fruit d'un souci de simplification administrative et du précédent mis en place un an plus tôt, l'organisme chargé de Recherche appliquée. Dans son économie, le décret du 19 octobre réaffirme d'ailleurs que cette dernière reste une préoccupation centrale. Le CNRS est en effet chargé :

- 1) d'assurer des allocations aux chercheurs et de rémunérer les aides techniques (Mission de l'ex-Caisse)
- 2) d'étudier la création ou l'extension de laboratoires et éventuellement, d'y participer (Mission de l'ex-Caisse) mais aussi
- 3) de coordonner l'activité des laboratoires du pays dans la perspective d'un effort de défense nationale. Le CNRS est chargé de la « mobilisation scientifique » de la Nation (Mission de l'ex-CNRSA)
- 4) d'effectuer (ou de faire effectuer) des recherches à la demande des pouvoirs publics (Mission de l'ex-CNRSA) enfin
- 5) d'intervenir dans un secteur que nous appelons aujourd'hui

les actions d'accompagnement à la Recherche (financement de Missions, de publications...) et de gérer une caisse de soutien aux vieux savants.

mars 1941

Réforme Jacob du CNRS, en particulier refonte en une seule, des deux Directions (Recherche fondamentale et Recherche appliquée). Priorité est toutefois donnée à la Recherche appliquée. Simplification de l'organisation du Centre notamment le découpage du Conseil supérieur en sections.

2 novembre 1945

Le CNRS est chargé d'assurer la coordination des recherches poursuivies par les secteurs publics, l'industrie et les particuliers en établissant une liaison entre les organismes et les personnes qui se consacrent à des recherches

10 avril 1946

Création d'une commission interministérielle chargée de l'étude des problèmes relatifs au regroupement des organismes de Recherche scientifique et à la coordination de leurs travaux

septembre 1946-mars 1947

Projet de loi Thorez-Ramadier portant sur la création d'un Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique

6 mai 1953

Arrêté portant création de la Commission de la Recherche scientifique et technique (Commissariat du Plan) dont le rapport Champetier est issu : n° Plan d'équipement, rapport général, nov. 1954

19 juin 1954

Cabinet Mendès-France : création du Secrétariat d'État à la Recherche scientifique et progrès technique : M. Henri Longchambon (décret N° 54-688 du 28 juin 1954)

14 septembre 1954

Décret n° 54-918 portant création du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du progrès technique

1956

Colloque de Caen : manifeste des 12 points de Caen dégageant un projet global de développement scientifique

28 novembre 1958

Décret 58-1144 instituant :  
— un Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique (CIRST)

- un Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST)
- un Délégué général à la Recherche scientifique et technique
- 29 novembre 1958  
Décret portant nomination des 12 Sages du CCRST; Nomination de M. Piganiol, Délégué général
- 9 décembre 1959  
Décret n° 59-1397 portant création d'un Fonds de développement de la Recherche scientifique et technique (Fonds de la Recherche) et arrêté du 9 décembre 1959 instituant les comités d'études d'actions concertées
- 18 mars 1960  
Décret n° 60-309 relatif à la composition du CIRST, complémentaire au décret de création du 28.11.1958
- 4 mars 1961  
Arrêté relatif à la création des actions concertées du Fonds de la Recherche et de comités techniques spécialisés (modifié par arrêtés des 13 mars et 4 avril 1962)
- 8 avril 1961  
Décret n° 61-362 instituant officiellement la DGRST et précisant ses missions (préparation du Plan de la RST, inventaire des moyens de la Recherche)
- 31 mai 1961  
Loi de programme relative aux actions complémentaires coordonnées du Fonds de la RST
- 4 avril 1962  
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (non publié au J.O.)
- 16 juillet 1962  
Arrêté du Premier Ministre concernant la participation à l'étude des problèmes que pose l'insertion des programmes de RST dans le Plan de développement économique et social
- 24 février 1964  
Décret n° 64-182 relatif à la composition du CIRST, complémentaire au décret de création du 28.11.1958
- 4 avril 1964  
Arrêté du Premier Ministre portant création au Commissariat général au Plan d'équipement et de la productivité d'une Commission de la Recherche scientifique pour le V<sup>e</sup> Plan

- 12 mars 1965  
Décret n° 65-194 relatif aux attributions du Secrétaire d'État chargé de la RST et des questions atomiques et spatiales auprès du Premier Ministre
- 8 novembre 1967  
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST
- 26 juillet 1968  
Décret 68-619 du 26 juillet 1968 relatif aux attributions du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la RST et des questions atomiques et spatiales
- 21 octobre 1968  
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST
- 2 avril 1969  
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (non publié au J.O.)
- 18 juillet 1969  
Décret n° 69-724 relatif aux attributions du Ministre du Développement industriel et scientifique
- 12 mai 1970  
Décret n° 70-394 relatif à l'organisation du Ministère du Développement industriel et scientifique
- 5 août 1970  
Décret n° 70-728 relatif à la coordination de la politique de RST par le Ministre du Développement industriel et scientifique
- 5 août 1970  
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST sous l'égide du Ministère du Développement industriel et scientifique
- 5 août 1970  
Arrêté relatif à la nomination d'adjoints au Délégué général à la RST
- 14 juin 1974  
Décret n° 74-584 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et de la Recherche
- 29 juillet 1974  
Décret n° 74-661 relatif à l'organisation du Ministère de l'Industrie et de la Recherche



25 octobre 1974

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST

29 octobre 1975

Décret n° 75-1002 relatif à la coordination de la politique de Recherche scientifique et technique — art. 6-9 : composition, attributions de la DGRST

19 novembre 1976

Décret n° 76-1052 portant modification du décret 75-1002 relatif à la coordination de la politique de RST (remplace l'art. 6 du décret 75-1002 — création du poste de Délégué général adjoint)

29 avril 1977

Décret n° 77-445 relatif aux attributions du Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre (Recherche) (M. Sourdille)

16 mai 1978

Décret n° 78-594 relatif aux attributions du Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre (Recherche) (M. Aigrain)

23 juin 1978

Décret n° 78-659 modifiant le décret 75-1002 relatif à la coordination de la politique de RST

29 septembre 1978

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (nomination d'un Directeur à la tête de la DGRST : M. Morin)

23 avril 1981

Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (nomination d'un Directeur à la tête de la DGRST : M. Frejacques)

28 juillet 1981

Décret n° 81-723 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

1<sup>er</sup> décembre 1981

Décret n° 81-1056 relatif à l'organisation du Ministère de la Recherche et de la Technologie — abrogation du titre III du décret 75-1002 d'où suppression de la DGRST

13-16 janvier 1982

Journées nationales du Colloque Recherche et Technologie après 31 assises régionales sur la Recherche et la Technologie dans

toute la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, réunissant lors de journées d'études sectorielles, les travaux d'organismes de Recherche, les universités, les entreprises, les syndicats et les organisations professionnelles. De cette consultation nationale de la communauté scientifique, des thèmes se sont dégagés, repris sous forme juridique, par un projet de loi d'orientation et de programmation de la Recherche ainsi que celui sur l'orientation de l'Enseignement supérieur. D'autres grandes idées comme la révision des statuts des principaux organismes publics de Recherche et une coordination renforcée à travers les programmes mobilisateurs, une meilleure information sur les technologies de pointe (CESTA) et une coopération internationale accrue (colloque franco-japonais et pays en voie de développement) ont vu le jour à l'occasion de cette consultation nationale.

29 juin 1982

Décret relatif à la nomination du Ministre de la Recherche et de l'Industrie

13 juillet 1982

Loi n° 82-610 d'orientation et de programmation pour la Recherche et le développement technologique de la France. Cette loi, mise en oeuvre pour les années 1982-1985, comporte deux grandes parties :

- la programmation des moyens et des actions
- les grandes orientations de la Recherche et de la technologie.

Au titre de la programmation, les programmes mobilisateurs ont pour objet d'associer l'ensemble des moyens disponibles dans les organismes de Recherche, les laboratoires universitaires, les entreprises nationales, les centres de recherche et les entreprises privées. Ils associent les différentes formes de la Recherche : la Recherche fondamentale, la Recherche appliquée ou finalisée et le développement technologique.

7 axes de recherche ont été retenus :

- Utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique
- Essor des Biotechnologies
- Maîtrise du développement de la filière électronique
- Recherche scientifique et innovation technologique au service du développement du Tiers-Monde
- Recherche sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail
- Promotion du français langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique
- Développement technologique du tissu industriel



juillet 1982

Institué par la loi 82-610 du 15 juillet 1982, le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) comprend 40 membres nommés par le Ministre, sur proposition des organismes de Recherche et des universités, en fonction de leurs compétences en recherche ou dans les domaines économique, social et culturel (nomination de M. François Kourilsky, Directeur de Recherche à l'INSERM en qualité de Vice-Président). Le CSRT constitue l'instance de consultation du Ministre chargé de la Recherche pour tous les grands choix de la politique scientifique et technologique du Gouvernement. Il est placé auprès du Ministre chargé de la Recherche et présidé par lui.

9 septembre 1982

Décret n° 82-768 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie

22 février 1983

Décret n° 83-126 relatif à la création du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA). Il constitue un observatoire unique de développement et du changement technologique (à la fois lieu de veille, de prévision et de prospective), un support à la décision publique et privée (assistance concrète aux choix technologiques), un carrefour d'animation, de formation et d'information sur les technologies de pointe et leurs conséquences économiques, sociales et politiques. Il bénéficie du statut d'établissement public industriel et commercial, placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche et de l'Industrie.

11 mars 1983

Décret n° 83-182 relatif à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale de recherche en coopération pour le développement

30 mars 1983

Décret n° 83-256 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et de la Recherche

4 juin 1984

Décret n° 84-425 portant modification du décret n° 82-768 du 9 septembre 1982 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie : Installation de la Direction de l'Information et de la communication (DIC)

2 août 1984

Décret n° 84-754 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

2 janvier 1985

Décret n° 85-9 portant modification du décret n° 82-768 du 9 septembre 1982 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie (abrogation des articles 4-7) et portant modification des attributions de la MST, du comité de programmes et la DGRT (constituée de la Direction de l'organisation et de la promotion de la Recherche, la Direction du Financement de la Recherche et le service de programmation de la Recherche)

7 février 1985

Avis du CSRT sur le Bilan de la loi d'orientation et de programmation et les suites à y donner

14 mars 1985

Mise en place de la Commission de la Recherche et du développement technologique dite « Plan-Recherche » conjointement par M. Deferre, Ministre d'État, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire et M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie. La Commission, présidée par M. Kourilsky, Vice-Président du CSRT comprenait 10 personnalités du CSRT ainsi que des partenaires sociaux et des membres des autres ministères. Le mandat de cette commission était concentrée sur 5 points : le développement de la Recherche industrielle, une politique à long terme de l'emploi scientifique, l'évaluation des programmes de recherche, les grands équilibres du développement de la Recherche et les mesures d'accompagnement adéquates. La Commission a fait en outre des propositions sur la dimension régionale de la politique de recherche

25 avril 1985

Avis du CSRT sur le rapport de la Commission PLAN-RECHERCHE

24 mai 1985

Avis du CSRT sur le projet de loi sur la recherche et le développement technologique (Plan triennal 1986-1988)

27 juin 1985

Avis et recommandations du CSRT concernant le schéma d'orientation scientifique et technique (SOST). A la suite de cet avis, un travail a été mené au sein du Ministère, en concertation avec la Commission « Évaluation et prospective » du CSRT. La réflexion a été conclue le 2 décembre 1985 par M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie, au cours d'une réunion associant les responsables du Ministère et, notamment le Président de la Mission scientifique et technique, avec des personnalités du CSRT.

30 juillet 1985

Décret n° 85-808 relatif aux services d'administration centrale propres au Ministère de la Recherche et de la Technologie

26 septembre, 5 décembre 1985

Information du CSRT sur le programme EURÉKA et son déroulement, lors de sa phase de lancement et après la réunion de Hanovre où une dizaine de projets ont été retenus

5 décembre 1985

Avis du CSRT sur le nouveau programme mobilisateur « Culture scientifique et technique ». Ce programme fait suite au PM/Promotion du français, langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique, programme lancé en 1982 et sur lequel le CSRT avait recommandé de nombreux changements.

23 décembre 1985

Loi n° 85-1376 relative à la Recherche et au développement technologique ayant pour objectif de dresser un plan triennal pour la Recherche 1986-1988, en 7 points :

- Intensifier l'effort de Recherche
- Dynamiser la Recherche industrielle
- Promouvoir une programmation à long terme de l'emploi scientifique
- Prendre en compte la dimension régionale de la politique de Recherche et de développement technologique
- Assurer l'évaluation des programmes et des politiques de Recherche
- Assurer la programmation des moyens du budget civil de Recherche et de développement
- Développer la coopération internationale

20 mars 1986

Décret de nomination de M. Alain Devaquet en qualité de Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (J.O. du 21 mars 1986)

24 avril 1986

Décret n° 86-721 relatif aux attributions du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

6 décembre 1986

Décret n° 86-1264 relatif à l'organisation des services d'administration centrale chargés de la Recherche mis à disposition du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

6 décembre 1986

M. Devaquet présente sa démission au Premier Ministre

8 décembre 1986

Décret mettant fin aux fonctions de M. Devaquet (J.O. du 9 décembre 1986). Retrait par le Premier Ministre de l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, de M. Devaquet sur l'Enseignement supérieur

20 janvier 1987

Nomination de M. Jacques Valade, en remplacement de M. Devaquet

7 mars 1987

Lancement d'un programme national de Recherche sur le SIDA par le Premier Ministre. Constitution du Conseil de direction du PNRS

mai 1987

Rapport de M. Laurent Schwartz sur un projet de réforme universitaire

juillet 1987

Mise en place par M. Jacques Valade, Ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la nouvelle assemblée des Sages pour la Recherche : le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT). Les membres de cette 3<sup>e</sup> mouture CSRT au nombre de 40, sont pour la plupart des nouveaux : 9 seulement proviennent de l'ancien Conseil, Jean-Pierre Causse, Directeur général adjoint de Saint-Gobain a été nommé vice-président de cette assemblée présidée par le Ministre. 5 orientations de travail ont été définies :

- L'évaluation
- La Recherche et les transferts de technologie
- Les régions
- L'emploi scientifique
- Le financement de la Recherche

22 septembre 1987

Mission du Ministre chargeant le CSRT d'entreprendre une évaluation sur l'efficacité des contrats de plan État/Régions dans le domaine de la Recherche

31 décembre 1987

Décret n° 87-1167 fixant les conditions de liquidation du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA)



10 mai 1988

Décret mettant fin aux fonctions de M. Vilade (J.O. du 11 mai 1988)

12 mai 1988

Décret de nomination de M. Hubert Curien en qualité de Ministre délégué auprès du Ministre d'État, Ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et des sports, chargé de la Recherche

20 juillet 1988

Décret n° 88-838 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

10 mars 1989

Décret n° 89-168 portant organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de la Technologie

#### CABINETS MINISTÉRIELS 1954-1959<sup>59</sup>

La prise en compte politique du domaine de la Recherche s'effectue en 1954, lors de la constitution du gouvernement Mendès-France. Le nouveau président du Conseil crée auprès de lui, un Secrétariat d'État à la Recherche (décret du 19 juin) et le confie à Henri Longchambon. Le Secrétariat d'État était un véritable ministère de la Recherche assurant la tutelle des institutions de Recherche, par délégation des Ministres concernés, ainsi que celle du CEA.

Après la chute de Mendès-France, Edgar Faure ne reprend pas cette initiative et si un secrétariat d'État à la Recherche figure par la suite dans les Cabinets Guy Mollet (1956-1957) et Félix Gaillard (1957-1958), c'est dans une position très diminuée :

Guy Mollet

M. Georges Guille, Secrétaire d'État à la Recherche scientifique et à l'énergie atomique (décret du 1<sup>er</sup> février 1956) tutelle du CEA uniquement

M. Hammadoun Dicko, Sous-secrétaire d'État (décret du 17 mars 1956) Conseil supérieur de la Recherche scientifique et technique

59. Prost (Antoine), Les origines de la politique de la recherche en France (1939-1958), in *Cahiers pour l'Histoire du CNRS 1939-1989*, n° 1/1989, p. 49.

La composition des Cabinets Mendès-France, Guy Mollet et Félix Gaillard figure dans *AN, État général des Fonds*, Tome v, 1940-1958, Paris, AN, 1988, pp. 447, 450, 457.

Félix Gaillard

M. Hammadoun Dicko, Sous-secrétaire d'État Éducation nationale (Décret du 18 novembre 1957) Tutelle CNRS

Il faut attendre De Gaulle nouveau Président du Conseil (1958-1959) pour que soit nommé le premier Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et technique : M. Louis Jacquinot (décret du 1<sup>er</sup> juin 1958). Il sera démis de ses fonctions en mars 1960.

#### Cabinet Charles de GAULLE

1<sup>er</sup> juin 1958<sup>1</sup> — 8 janvier 1959<sup>2</sup>

Président du Conseil, ministre de la  
Défense nationale.....

Charles de GAULLE.

(Est chargé, en outre des attributions précédemment exercées par le ministre de l'Algérie) (à partir du 12-6-1958).

Ministre d'État.....  
(Est chargé, en outre, des attributions conférées au président du Conseil relative au statut général des fonctionnaires) (à partir du 14-6-1958).

Guy MOLLET.

Ministre d'État.....

Pierre PFLIMLIN.

Ministre d'État.....

Félix HOUPOUET-BOIGNY.

Ministre d'État.....

Louis JACQUINOT.

Garde des Sceaux, ministre de la Justice

Michel DEBRÉ.

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère de la Reconstruction et du Logement et de celui des Anciens combattants et Victimes de la guerre du 3-6-1958 au 9-6-1958).

Affaires étrangères.....

Maurice COUVE de MURVILLE.

Intérieur.....

Émile PELLETIER.

Ministre des Armées.....

Pierre GUILLAUMAT.

Finances.....

Antoine PINAY.

(Prend le titre de ministre des Finances et des Affaires économiques le 23-7-1958).

1 Investiture et nomination des membres du Gouvernement, 1<sup>er</sup> juin 1958 (J.O. du 2 juin 1958).

2 Démission, 8 janvier 1959, en raison de la proclamation du président du Conseil comme président de la République.



(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et du ministère de l'Agriculture du 3-6-1958 au 9-6-1958).

Éducation nationale.....

Travail.....

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère de la Santé publique et de la population) (à partir du 3-6-1958).

Ministres (provisoirement sans attribution)

.....

France d'Outre-mer (à partir du 3-6-1958)

Sahara (à partir du 3-6-1958) .....

Ministre délégué à la Présidence

du Conseil (à partir du 3-6-1958)...

(Chargé des attributions dévolues au président du Conseil en matière de radio, télévision et presse du 12-6-1958 au 7-7-1958).

Travaux publics, Transports et

Tourisme (à partir du 9-6-1958) ....

Industrie et Commerce (à partir du

9-6-1958) .....

S. d'État (à partir du 1-6-1958).....

.....

Agriculture (à partir du 9-6-1958)...

Construction (à partir du 9-6-1958).

Anciens combattants et victimes de

guerre (à partir du 9-6-1958).....

Postes, Télégraphes et Téléphone (à

partir du 9-6-1958) .....

Santé publique et Population (à partir

du 7-7-1958) .....

Information (à partir du 7-7-1958).

Ministre délégué à la Présidence du

Conseil (à partir du 7-7-1958).....

Jean BERTHOIN.

Paul BACON.

Bernard CORNUT-GENTILE.

Max LEJEUNE.

André MALRAUX.

Bernard CORNUT-GENTILE.

Max LEJEUNE.

André MALRAUX.

Robert BURON.

Édouard RAMONET.

Édouard RAMONET (jusqu'au

9-6-1958).

Roger HOUDET.

Pierre SUDREAU.

Edmond MICHELET.

Eugène THOMAS.

Bernard CHENOT.

Jacques SOUSTELLE.

André BOULLOCHE.

MINISTRES CHARGÉS DE LA RECHERCHE  
SOUS LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE  
1959-1989

I. MINISTRES D'ÉTAT ET MINISTRES DÉLÉGUÉS SOUS DE GAULLE

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
DEBRÉ 8 janvier 1959 14 avril 1962	Louis Jacquinot	janvier 59 mars 60	Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et technique.
	Pierre Guillaumat	mars 60 avril 62	Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et technique.
POMPIDOU 15 avril 1962 22 février 1965	Gaston Palewski	avril 62 février 65	Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
POMPIDOU 23 février 1965 8 janvier 1966	Yvon Bourges	février 65 janvier 66	Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
POMPIDOU 9 janvier 1966 7 avril 1967	Alain Peyrefitte	janvier 66 avril 67	Ministre délégué chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
POMPIDOU 8 avril 1967 31 mai 1968	Maurice Schumann	avril 67 mai 68	Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
1 juin 1968 10 juillet 1968	Christian de la Malene	mai- juillet 68	Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
COUVE DE MURVILLE 11 juillet 1968 20 juin 1969	Robert Galley	juillet 68 juin 69	Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.

II. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AU MINISTÈRE DE  
L'INDUSTRIE, 1969-1977

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
CHABAN-DELMAS 21 juin 1969 5 juillet 1972	François-Xavier Ortoli	juin 69 juillet 72	Ministre du développement industriel et scientifique.

MESSMER 6 juillet 1972 27 février 1974	Jean Charbonnel	juillet 72 février 74	Ministre du développement industriel et scientifique.
MESSMER 28 février 1974 27 mai 1974	Yves Guena	février - mai 1974	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.
CHIRAC BARRE 14 juin 1974 29 mars 1977	Michel D'Ornano	juin 1974 mars 1977	Ministre de l'Industrie et de la Recherche.

## III. SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, 1977-1981

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
BARRE 30 mars 1977 31 mars 1978	Jacques Sourdille	mars 1977 mars 1978	Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé de la Recherche.
BARRE 6 avril 1978 mai 1981	Pierre Aigrain	avril 1978 mai 1981	Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre chargé de la Recherche.

## IV. MINISTRES D'ÉTAT, MINISTRES ET MINISTRES DÉLÉGUÉS DEPUIS 1981

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
MAUROY mai 1981 29 juin 1982	Jean-Pierre Chevenement	mai 1981 juin 1982	Ministre d'État ministre de la Recherche et de la Technologie.
MAUROY 30 juin 1982 22 mars 1983	Jean-Pierre Chevenement	juin 1982 mars 1983	Ministre de la Recherche et de l'Industrie.
MAUROY 23 mars 1983 19 juillet 1984	Laurent Fabius	mars 1983 juillet 1984	Ministre de l'Industrie et de la Recherche.
FABIUS 20 juillet 1984 20 mars 1986	Hubert Curien	juillet 1984 mars 1986	Ministre de la Recherche et de la Technologie.
CHIRAC 21 mars 1986 9 mai 1988	Alain Devaquet	mars 1986 8 déc. 86	Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'enseignement supérieur.
	Jacques Valade	21 janv. 87 mai 1988	Idem.

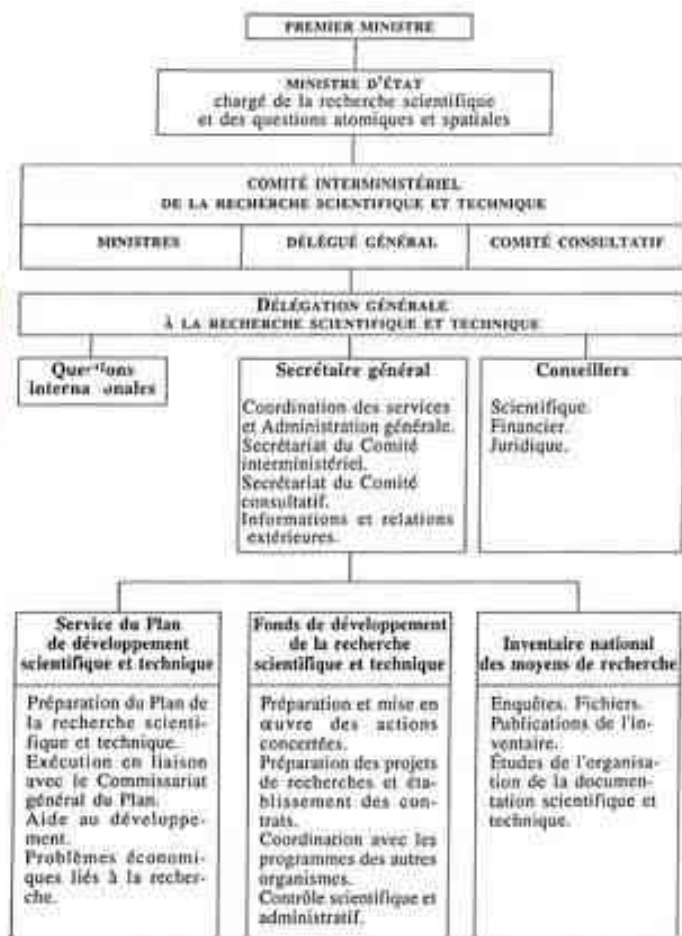
ROCARD 10 mai 1988	Hubert Curien	10 mai- 27 juin 1988	Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche.
	Hubert Curien	28 juin 1988	Ministre de la Recherche et de la Technologie.

## DGRST

DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX,  
DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX ADJOINTS,  
DIRECTEURS

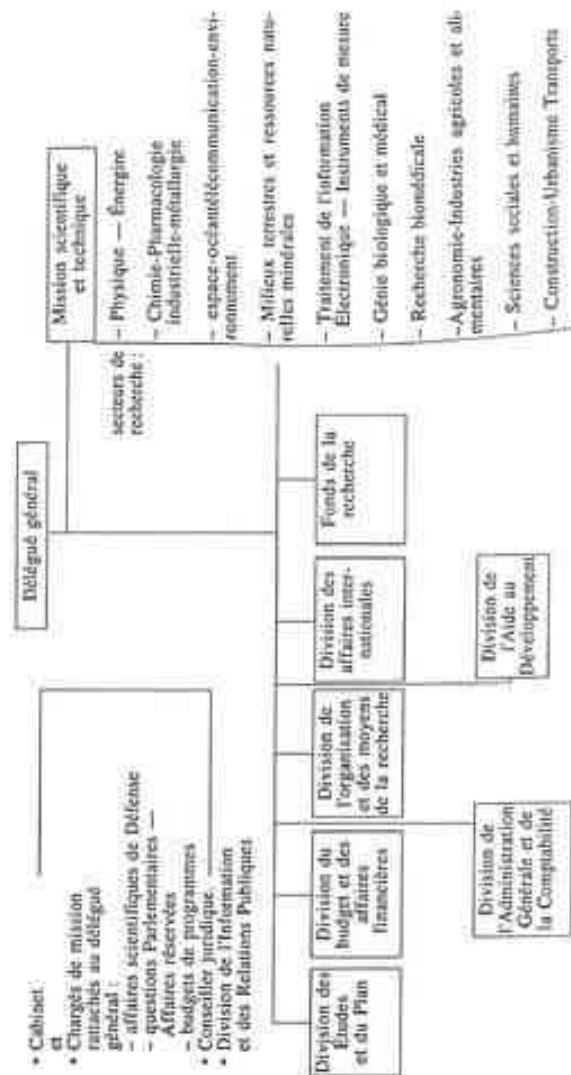
Pierre FIGANIOU	Délégué général 1958-1961	Décret du 29.11.1958
André MARÉCHAL	Délégué général 1961-1968	Décret du 5.9.1961
Pierre AIGRAIN	Délégué général 1968-1973	Décret du 7.2.1961
Hubert CURIEN	Délégué général 1973-1976	Arrêté du 25.7.1973
Roland MORIN	Délégué général adjoint 1974-1976	Arrêté du 29.10.1974
Bernard GREGORY	Délégué général 1976-1977 (décédé le 24.12.1977)	Décret du 8.7.1976
Roland MORIN	Délégué général adjoint 1976-1977 fonctions de Délégué général janvier-mai 1978	Décret du 19.11.1976
	Directeur/DGRST juin 1978-fév 1980	Décret du 23.6.1978
Claude FREJACQUES	Directeur/DGRST mars 1980-mai 1981	Décret du 17.3.1980

# STRUCTURES ADMINISTRATIVES DE LA RECHERCHE 1963



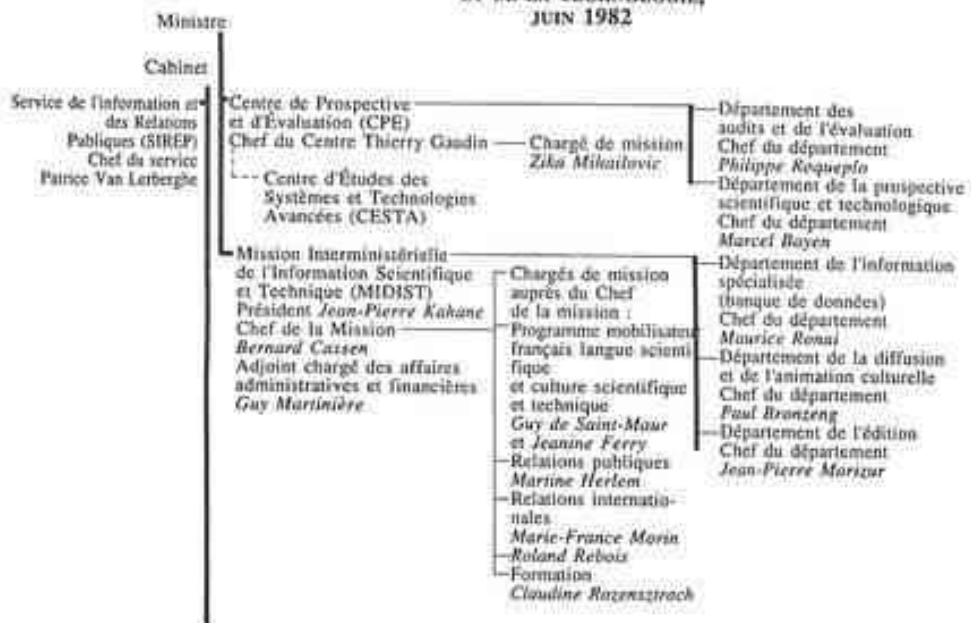
Extrait de : DGRST, *les actions concertées, rapport d'activité, 1963*, Paris, La Documentation française, 1964.

## D.G.R.S.T. ORGANIGRAMME 1978





**ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE  
ET DE LA TECHNOLOGIE,  
JUN 1982**



108

MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

**Mission Scientifique et Technique (MST)**  
Chef de la mission Yves Farge  
Adjoint Jacques Behr

**Département physique, mathématiques**  
Chef du département André Landesman

**Département chimie**  
Chef du département Jacques Behr

**Département mécanique-robotique**  
Chef du département Gilbert Payan

**Département science des matériaux métallurgie, transformation des matières premières**  
Chef du département Jean-François Gohin

**Département électronique, informatique télécommunications, instrumentation**  
Chef du département Jean-Louis Tezner

**Département espace, océans, environnement**  
Chef du département Jean-Max de Lamare

**Département énergie, matières premières, sciences de la terre**  
Chef du département Robert Mohl

**Département sciences de la vie et de la santé**  
Chef du département Jean Rosa

**Département du génie biologique et médical**  
Chef du département Jean-Claude Biscontie

**Département agriculture et industries agricoles et alimentaires**  
Chef du département Alfred Conesa

**Département transport, urbanisme, logement**  
Chef du département Michel Fichet

**Département sciences de l'homme et de la société**  
Chef du département Philippe Barret

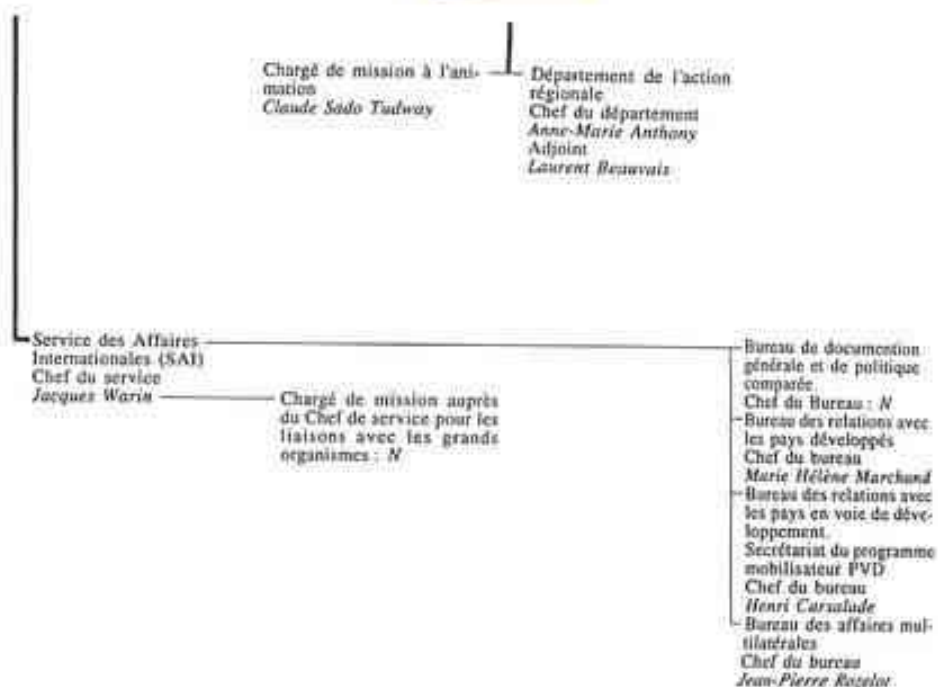
**Département recherche et technologie dans les zones tropicales et arides**  
Chef du département Henri Cornalade

ANNEXES

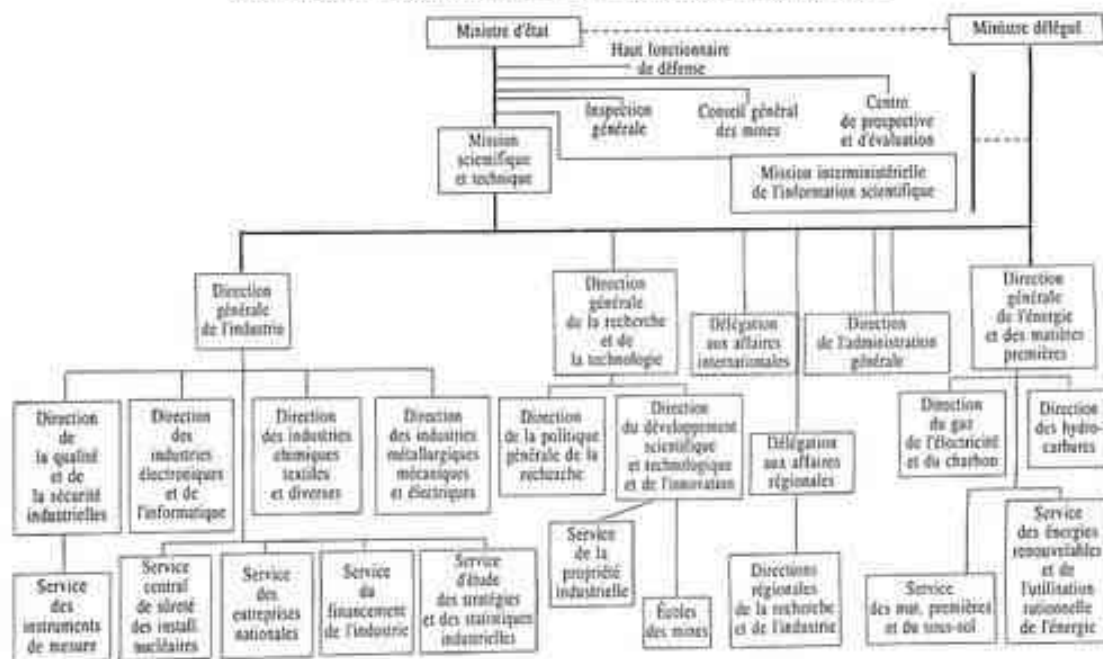
109

Direction de la politique Générale (DPG) Directeur <i>Jean-François Thery</i> Adjoint <i>Jacques Brava</i>  Conseiller Juridique <i>Raymond Poignant</i>	Chargés de mission auprès du Directeur - Relations avec le CNRS <i>Jean-Pierre Chevillot</i> - Affaires réservées <i>Alain Etienne</i> - Relations avec le mini- stère de la Défense <i>Jacques</i> <i>Perret</i> - Relations avec le CEA <i>Philippe Savelli</i>  Chargé de mission auprès du Sous-Directeur <i>Gilbert Jeunot</i>	Service de la Programmation Chef du service <i>Jacques Bravo</i>  - Sous Direction des affaires budgétaires et financières Sous-directeur <i>Marie-Thérèse Funel</i>  - Sous-Direction de l'emploi scientifique et des struc- tures de la recherche Sous-Directeur <i>Michèle Hannoyer</i>  - Département de l'adminis- tration générale (personnel, action sociale, gestion immo- bilière, fonctionnement gé- néral) Chef du département <i>Georges Grail</i>	Bureau de l'instruction sur programme Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau de l'analyse du potentiel national de recherche et Développement Chef du bureau <i>Paul Barriols</i>  Bureau du budget Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau de la comptabi- lité et de l'ordonnance- ment Chargés du bureau <i>Madeleine Decolin</i> Bureau de l'emploi et de la formation Chef du bureau, adjoint au Sous-directeur <i>Michel-Poireux</i> Bureau des structures de la recherche Chef du bureau <i>Gilbert Ghys</i>
--	---	---	---

Directeur du Développement Scientifique et Technologique et de l'Innovation (DESTI) Directeur <i>Maurice Allègre</i> Adjoint <i>Roger Pagézy</i>	Chargé de mission auprès du chef de service pour le programme mobilisa- teur développement tech- nologique du tissu industriel <i>Dominique Peronne</i>	Service du développe- ment de la recherche industrielle et des pro- grammes prioritaires Chef du service <i>Roger Pagézy</i>  Service de la promotion de l'innovation et de la diffusion technologique Chef du service <i>Georges Duquin</i>	Secrétariat Général des programmes priori- taires Secrétaire Général adjoint au Chef de service <i>Guy Paillat</i> Chargé de mission <i>Michel Hori</i> Bureau de la gestion du fonds de la recherche et du développement technolo- gique Chef du bureau <i>Robert Brandaout</i> Bureau de la valorisation de la recherche Chef du bureau <i>Bernard Daugeras</i> Bureau des entreprises nationales Chef du bureau <i>François Baratin</i> Bureau des aides directes à l'innovation (ANVAR) Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau des aides indirectes à la recherche industrielle et à l'innovation (fiscalité, crédit, assurances) Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau des aides tech- niques à l'innovation (centres techniques, ANRT) Chef du bureau <i>Jean-Pierre Durand</i>
--	---	---	--

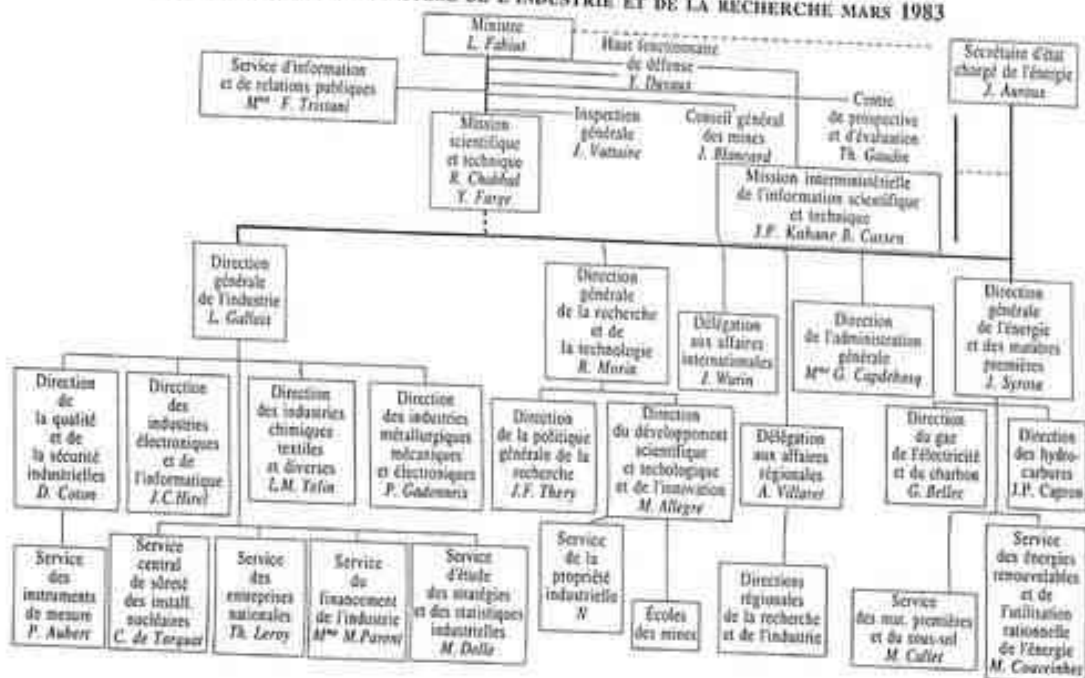


## MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE DÉCEMBRE 1982





# ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE MARS 1983



114 MÉMOIRE ÉCRITE DE LA RECHERCHE

Science de l'homme et de la Société : R. Brunet	1
Transport - Urbanisme - Logement : M. Fichet	2
Mécaniques - Physique : A. Lacroix	3
Météorologie : G. Pagan	4
Matériaux : P.F. Gobin	5
Communication - Electronique - Informatique - Instruments : N.	6
Chimie : J. Bida	7
Médecines : R. Ferry	8
Science de la vie et de la Santé : A. Demaille	9
Génie Biologique : J.C. Blacot	10
Agriculture - Agroalimentaire : N. Desout	11
Interthéologies G. Durand	12
Espace - Océan - Environnement : J.M. De Lantre	13
Energie - Matières premières : G. Marinot	14
Foyers en voie de développement : M. Carrière	15

Président  
H. Chaboud  
Vice-Président  
Y. Farge

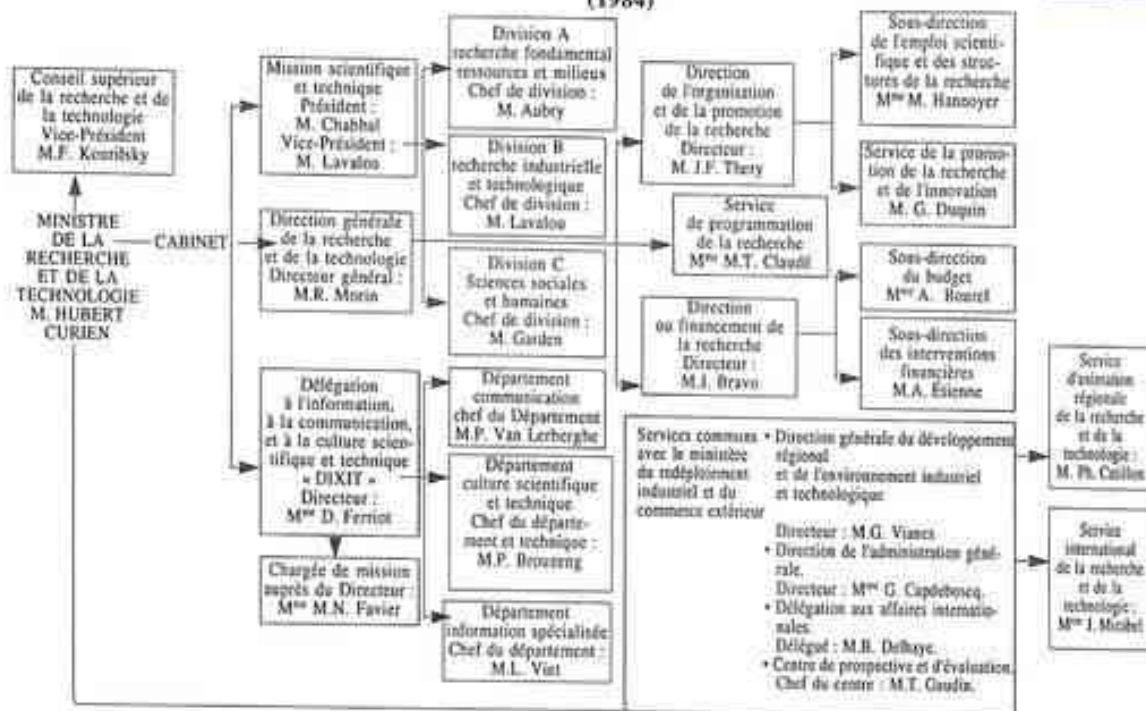
Coordonnateur pour  
le Schéma Directeur J. Huet  
Chargé de mission R. Baret  
Chef de service A. Khabab

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE  
MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
MARS 1983

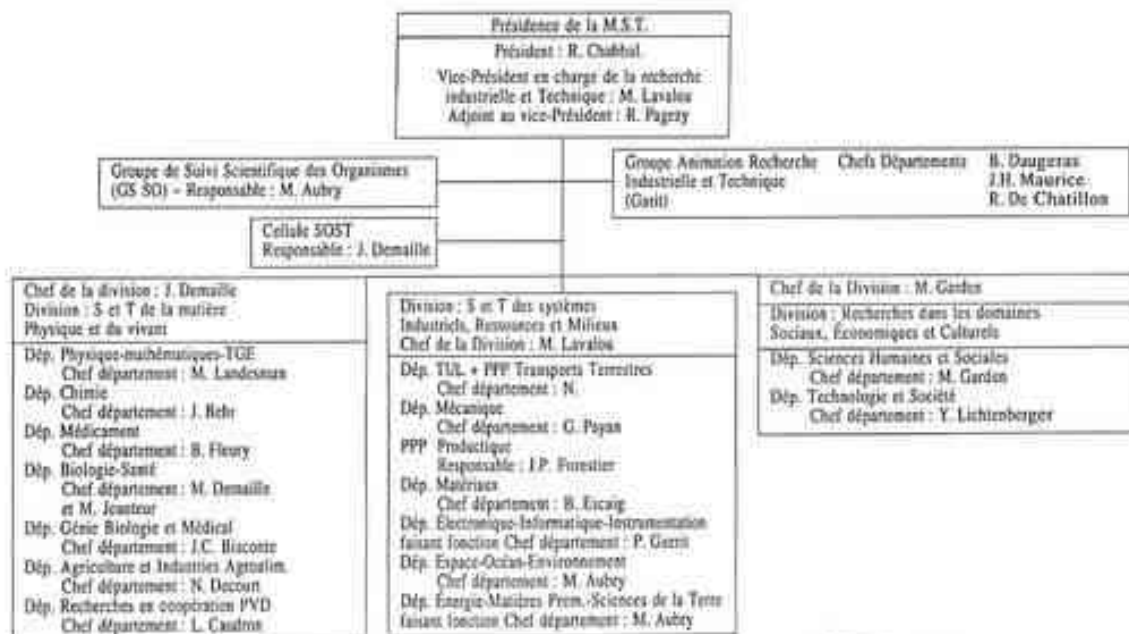
ANNEXES

115

# ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE (1984)



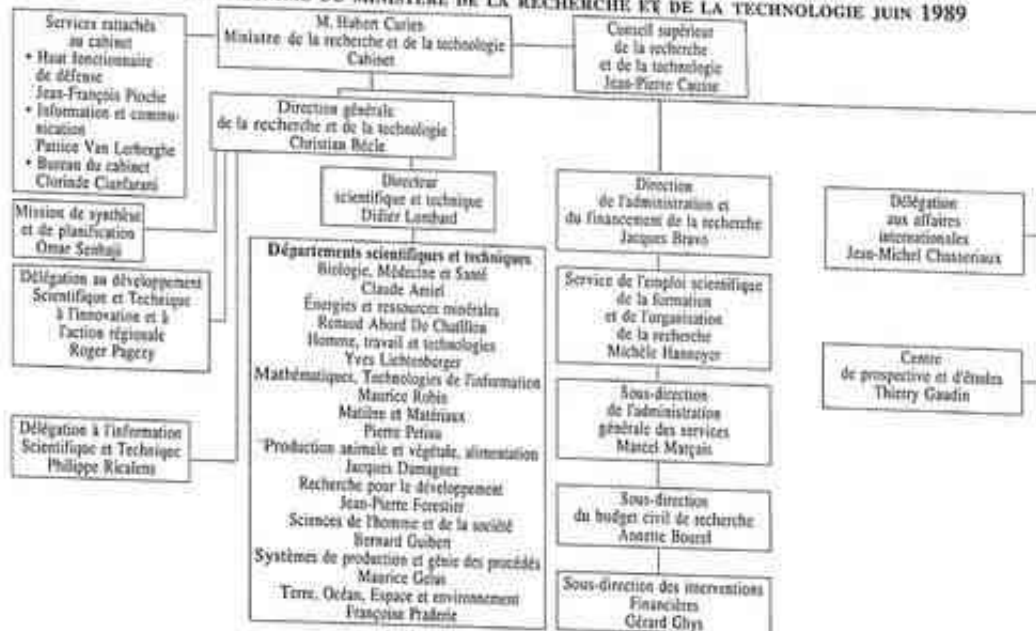
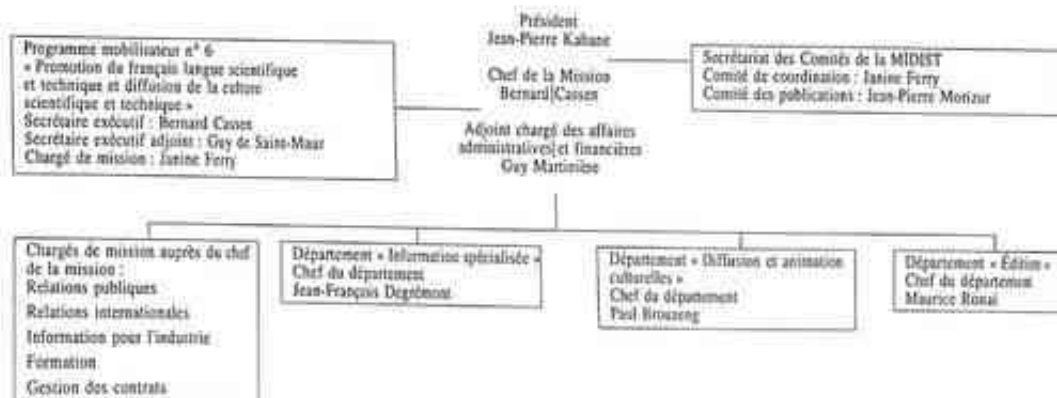
## MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE 8 FÉVRIER 1985



ANNEXES

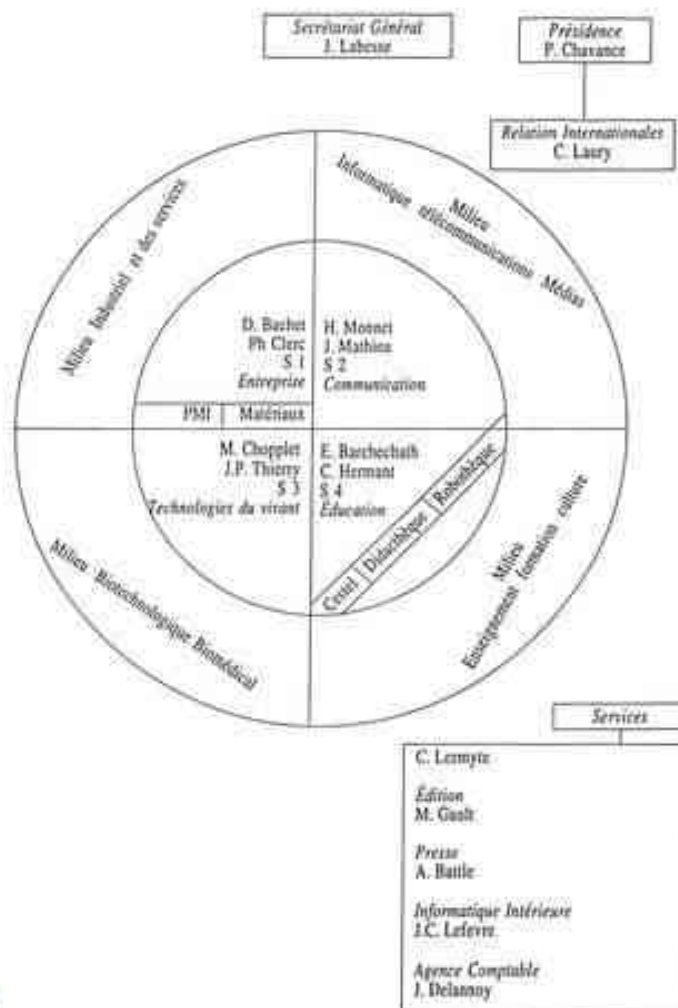
117

## ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE JUIN 1989

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
 ORGANISMES SOUS TUTELLE  
 1985  
 (MIDIST)



ORGANISMES SOUS TUTELLE  
CENTRE DES SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES AVANCÉES  
(CESTA)  
1987



DÉLÉGATION GÉNÉRALE  
À LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
ACTIONS CONCERTÉES

**1. MST/Agriculture — Alimentation et Coopération avec les Pays en voie de développement :**

Équilibres et lutte biologiques — fixation biologique de l'azote — gestion des ressources naturelles renouvelables — lutte biologique — lutte contre l'aridité en milieu tropical — matériau bois — nutrition animale et humaine — nutrition humaine — protéines d'organismes unicellulaires — technologie agricole/technologie agricole et alimentaire — toxicologie alimentaire/qualité et physiopathologie des aliments — valorisation énergétique des déchets agricoles.

**2. MST/Chimie :**

Action sélective en chimie organique/activation sélective en chimie organique — chimie analytique appliquée — chimie macromoléculaire — chimie moléculaire du fluor — combustion et sécurité des matériaux au feu — énergie et génie chimique — matériaux macromoléculaires — polymères nouveaux et améliorés — processus sélectifs en chimie organique et minérale — récupération du caoutchouc et des matières plastiques — Rhône-Alpes matériaux composites — techniques de séparation à l'aide de matériaux macromoléculaires — techniques physico-chimiques de séparation.

**3. MST/Électronique — traitement de l'information — Télécommunications et Instruments de mesure :**

Automation — automatisation et grands systèmes/automatisation et systèmes — automatisation industrielle — calculateurs — calculatrices électroniques — capteurs — composants et circuits microminiaturisés — composants passifs — conversion des énergies — cryoélectricité — électronique — électronique automobile — électrotechnique générale — électrotechnique nouvelle — instruments de mesure — matériaux électroniques et optoélectroniques — physique électronique — robotique industrielle.

**4. MST/Énergie — Matières premières et Milieux naturels :**

Charbon — générateurs électrochimiques — géologie et aménagement — hydrogène — maîtrise de l'eau dans les bassins méditerranéens — nodules polymétalliques — photopiles solaires — recherches de facteurs contrôlant les proinéralisations sulfurées du

nickel — recherches sur certaines sources d'énergie complémentaires — sciences de la terre — sciences de la terre et les problèmes d'aménagement — urbanisme et construction — thermique et thermodynamique — utilisation rationnelle de l'énergie — valorisation des ressources du sous-sol.

#### 5. MST/Espace — Océan et Environnement :

Eau — exploitation des océans — nuisances acoustiques — planétologie — pollution atmosphérique — recherches atmosphériques — télédétection des ressources terrestres — variations climatiques naturelles ou provoquées — le Vaudreuil.

#### 6. MST/Matériaux — Métallurgie — Mécanique et Industries de transformation :

Matériaux — mécanique — métallurgie.

#### 7. MST/Physique — Mathématiques — Physique nucléaire et grands équipements :

Lasers de puissance.

#### 8. MST/Recherche biomédicale :

Application de la génétique — biologie de la reproduction et du développement — biologie des sécrétions digestives exocrines — biologie et fonctions du myocarde — biologie et pathologie des parois artérielles — biologie moléculaire — biotechnologie — cancer et leucémie — cancérogénèse et pharmacologie du cancer — dynamique du neurone et des ensembles neuronaux — échanges respiratoires et circulatoires — études interdisciplinaires sur le petit mammifère — fonctions et maladies du cerveau — génie biologique et médical — génie biologique et médical/animaux de laboratoire — immunologie des transplantations d'organes — interactions moléculaires en biologie — interactions molécules/organismes vivants — interrelations aliments/tube digestif — manipulations génétiques/recombinaisons génétiques in vitro — mécanismes de reconnaissance à l'échelle moléculaire — membranes biologiques — membranes biologiques/structures et fonctions — pharmacobiologie : polypeptides — sports.

#### 9. MST/Sciences de l'homme et de la Société :

Analyse des systèmes sociaux complexes — analyse et théorie des organisations — analyse quantitative de l'économie française —

archéologie métropolitaine — conflits et négociations — consommation — contrôle social de la déviance — croissance/emploi — développement culturel et croissance économique — développement spatial/cadre de vie et mobilité — division internationale du travail — documentation scientifique — documentation scientifique et technique — enseignement programmé — Europe temps présent — formation et emploi — informatique et sciences humaines — Japon contemporain — politiques sociales — problèmes de planification — recherches scientifiques et amélioration des conditions de travail — recherches sur les processus et les conditions de travail de l'élève — sciences économiques et problèmes de développement — socio-écologie — socio-économie de la santé — socio-économie du développement — technologie-emploi-travail — technologie pédagogique — théorie de la décision et politiques publiques — travail féminin.

#### 10. MST/Transports — Urbanisme et Logement :

Espace et cadre de vie — habitat et génie civil — recherche urbaine — socio-économie des transports — tourisme et loisirs — urbanisation — urbanisme commercial.

## Documents d'archives<sup>60</sup>

### *POLITIQUE DE LA RECHERCHE ET SON FINANCEMENT*

- 1 - Lettre de Frédéric Joliot à Monsieur le Secrétaire d'État à la Recherche scientifique et au Progrès technique concernant la modernisation technique du laboratoire de physique et chimie nucléaire du Collège de France et du laboratoire de synthèse atomique du CNRS, 3 décembre 1954

(AN, 82/0254, art 38, liasse 127).

- 2 - Lettre de Irène Joliot-Curie à M. le Sous-Secrétaire d'État à la Recherche scientifique sur la construction d'un accélérateur pour les besoins de l'Institut de physique nucléaire et radioactivité prévu à Orsay, 16 décembre 1954

(AN, 82/0254, art 38, liasse 127).

- 3 - CCRST : Mise à l'étude des options envisagées au cours de la réunion du 20 mai 1959. A noter la distinction entre grandes options et options mineures ou actions concertées, 1959

(AN, 81/0401, art 58, liasse 143)

- 4 - Article de Florence Fayard à « propos de récents débats parlementaires concernant le fonds de développement de la Recherche

60. Les fac-similés sont tous issus de fonds de la Recherche conservés dans le dépôt des Archives nationales à Fontainebleau et dans le dépôt des archives intermédiaires du Ministère.



scientifique » paru dans *La Vie de la Recherche scientifique*, n° 34, juin-juillet 1961

(AN, 87/0323, art 6, liasse 4)

- 5 - CNRS, effectifs des chercheurs en sciences exactes et sciences humaines, juin 1963.

(AN, 81/0401, art 61, liasse 152)

- 6 - Crédits engagés par secteurs de recherche de 1961 à 1965  
(Mission Recherche, MA 182)

- 7 - Dotation des 9 premières actions concertées pour les années 1961-1963 (Document de travail remis aux membres du CCRST en octobre 1963)

(AN, 81/0401, art 61, liasse 152)

- 8 - Lettre de M. Blanc-Lapierre, Président du CCRST, adressée au Président de la République sur le budget Recherche 1965, 4 juillet 1964

(AN, 81/0401, art 62, liasse 154)

- 9 - Structures administratives de la Recherche et organismes participant à l'élaboration de la politique scientifique : schémas extraits de Maréchal (André), *L'élaboration de la politique scientifique en France* (Rome, 1966)

(Mission Recherche, RE 104 supplément)

- 10 - Événements de mai 1968 : Arrêté du 5 juin 1968 portant création du Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique

(Mission Recherche, RE 104 supplément)

## COLLÈGE DE FRANCE

PHYSIQUE & CHIMIE NUCLÉAIRES  
Groupe des Charges  
N° 114  
Paris, le 3 décembre 1954.  
M. Frédéric Joliot  
Membre de l'Institut - Prix Nobel  
Professeur au Collège de France

Monsieur le Secrétaire d'État  
à la Recherche Scientifique et  
au Progrès Technique  
88, rue de Valenciennes - Paris.

Monsieur le Ministre,

Je me permets de vous faire parvenir sous ce pli une copie de la lettre que j'adresse à Monsieur le Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique, concernant les demandes de crédits, au vu de la modernisation technique du Laboratoire de Physique et Chimie Nucléaires du Collège de France et du Laboratoire de Synthèse Atomique du C.N.R.S. Je joins à cette lettre les dossiers relatifs à ces demandes.

J'ai adressé, en outre, à Monsieur l'Administrateur du Collège de France, des demandes pour couvrir des frais qui devraient être à la charge de cet établissement. Il s'agit des demandes suivantes :

- 1°) Aménagement de locaux, à chiffrer par les Architectes du Collège de France.
- 2°) Achat de machines-outils . . . . . 11.177.000.-
- 3°) Porter le crédit annuel de fonctionnement de cinq millions de France à . . . . . 15.000.000.-

Je ne permets d'attirer particulièrement votre attention sur l'intérêt de l'ensemble de ces demandes pour la modernisation technique de deux importants laboratoires de Physique Nucléaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Frédéric Joliot.

P.J. - Lettre à Monsieur le Directeur du C.N.R.S.  
Dossiers des demandes de crédits au C.N.R.S. pour le Laboratoire de Physique et Chimie Nucléaires du Collège de France et pour le Laboratoire de Synthèse Atomique du C.N.R.S.

## Doc 1 : Financement de la recherche en physique

Intervention de Frédéric Joliot sollicitant des crédits pour la modernisation technique du laboratoire de physique et chimie nucléaire du collège de France et du laboratoire de synthèse atomique du CNRS; 3 décembre 1954.

(AN, 82/0254, art. 38, liasse 127)

*H. Dorelle*  
 INSTITUT DU RADIUM  
 11, rue Pierre-Curie, PARIS 12  
 Tél. 12112-14-15  
 16 DÉC 1934

UNIVERSITÉ DES SCIENCES DE PARIS  
 Groupe des Charges de Cours  
 Arrivés le 22 DÉC 1934  
 N° 43, Paris, le 16 Décembre 1934

*Copie - M. Joliot*  
*Po. admet que nous sommes en 1934*  
*et que l'Institut du Radium est devenu l'Institut de Physique Nucléaire*

Mme I. JOLIO-CURIE  
 Professeur à la Faculté des Sciences  
 Directeur du Laboratoire Curie

à Monsieur le Sous-Secrétaire d'État  
 à la Recherche Scientifique  
 68, Rue de Valenciennes  
 Paris - VII<sup>e</sup>

Monsieur le Ministre,

Une polémique pour les besoins de l'Institut de Physique Nucléaire et Radioactivité qui doit être construite à Orsay, comportant, outre le synchrocyclotron de 100 MeV et le séparateur d'isotopes, un accélérateur de 2 MeV; la Commission qui s'est réunie en septembre a admis l'utilité de cet accélérateur.

Je désire préciser ici la destination de cet appareil : il doit servir à un certain nombre d'études de physique nucléaire aux faibles énergies, mais il doit aussi être utilisé pour produire de grandes intensités de neutrons, soit pour la physique nucléaire, soit pour la production des très nombreux radioisotopes à vie courte ou moyenne qu'il n'est pas possible de faire venir d'un autre établissement. Le synchrocyclotron ne servant pas à cette application, l'importance du faisceau de particules étant trop faible; de plus, il serait extrêmement coûteux d'installer pendant une partie de temps un appareil de ce type pour préparer sans des radioisotopes que l'on peut obtenir avec un petit accélérateur.

J'attire votre attention sur le fait que l'appareil de 2 MeV est particulièrement nécessaire pour le développement de l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle. En effet, ce sera le seul appareil qui pourra servir à l'enseignement des étudiants pour les questions relatives aux neutrons, et à la préparation de radioisotopes d'utilisation courante. Une partie importante de la formation des élèves du 1<sup>er</sup> cycle, physique des neutrons, étude de radioisotopes à vie courte, préparation et applications des radioisotopes, repose sur l'existence de cet appareil.

À la suite de l'accord de principe de la Commission, j'ai fait procéder à une étude technique : l'appareil qui servait au travail expérimental de type Cockcroft-Walton, sous pression, réalisé par l'industrie PHILIPS en un délai de deux ans. Nous avons tous les renseignements nécessaires pour passer la commande; le prix serait de 50 millions de francs.

1741

1000

comme il était prévu.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

*I. Joliot-Curie*

Mme I. JOLIO-CURIE

Doc 2 : Institut de Physique nucléaire et radioactivité à Orsay  
 Correspondance de Irène Joliot-Curie sur la nécessité de construire un accélérateur de 2 MeV pour les besoins du futur Institut, 16 décembre 1934  
 (AN, 82/0254, art 38, liasse 127)

COMITÉ CONSULTATIF DE LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET  
TECHNIQUE

n° 112/CCD.59.

OPTIONS ENVISAGÉES AU COURS DE LA RÉUNION DU 20 MAI 1959

(Les titres sont provisoires)

Chaque option doit faire l'objet d'un rapport bref  
(une page par exemple)

## TITRES

## RAPORTEURS

## I. "MAJEURES" OPTIONS

Calcul effectif  
Macromolécules  
Biologie Moléculaire  
Génétique, Héritéité, Repro-  
duction  
Nutrition  
Neurophysiologie et  
Psychopharmacologie  
Cancer et Leucémies  
Artériosclérose  
Processus électrochimiques  
Conversion d'énergieM. LICHNEROWITZ  
BAGNON  
LATAURY  
DUMONT  
DUMONT  
BERNARD  
BERNARD  
BERNARD  
ALGRAIM  
ALGRAIM

## II. OPTIONS MINIEURES OU ACTIONS CONCERTÉES

Plasma  
Hautes Pressions et Températures  
Pédologie  
Physique des Très Basses Températures  
Métallurgie Physique  
Chimie des Rayonnements  
Océanographie Physique  
Acoustique.

23/5/1959.

Doc 3 : Les grands axes de recherche privilégiés par la DGRST  
Mise à l'étude des options envisagées au cours de la réunion du 20 mai 1959  
du CCRST. À noter la distinction entre grandes options et options mineures ou  
actions concertées, 1959

(AN, 81/0401, art 58, liasse 143)

À PROPOS DES RÉCENTS DÉBATS PARLEMENTAIRES CONCERNANT  
LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## 1 - INTRODUCTION

1) Schéma des structures existant après le premier ministre



La délégation générale constitue le organe exécutif de cet ensemble qui n'est autre, ni à l'Assemblée Nationale, ni au CCRST, ni à l'Université.

## 2) Tableau des dépenses de recherches

catégorie des dépenses	1958	1959	1960
I - CRÉDITS PUBLICS			
ORSTOM	10,8	10,8	10,7
ORSTOM - Sup. (matériel) - 400	10,8	10,8	10,7
Recherche agronomique	10,8	10,8	10,7
Recherche industrielle	10,8	10,8	10,7
Recherche spatiale	10,8	10,8	10,7
Recherche nucléaire	10,8	10,8	10,7
Recherche océanographique	10,8	10,8	10,7
Recherche météorologique	10,8	10,8	10,7
Recherche aéronautique	10,8	10,8	10,7
Recherche médicale	10,8	10,8	10,7
Recherche chimique	10,8	10,8	10,7
Recherche physique	10,8	10,8	10,7
Recherche biologique	10,8	10,8	10,7
Recherche géologique	10,8	10,8	10,7
Recherche astronomique	10,8	10,8	10,7
Recherche archéologique	10,8	10,8	10,7
Recherche linguistique	10,8	10,8	10,7
Recherche historique	10,8	10,8	10,7
Recherche philosophique	10,8	10,8	10,7
Recherche juridique	10,8	10,8	10,7
Recherche économique	10,8	10,8	10,7
Recherche sociale	10,8	10,8	10,7
Recherche littéraire	10,8	10,8	10,7
Recherche artistique	10,8	10,8	10,7
Recherche sportive	10,8	10,8	10,7
Recherche militaire	10,8	10,8	10,7
Recherche religieuse	10,8	10,8	10,7
Recherche éthique	10,8	10,8	10,7
Recherche politique	10,8	10,8	10,7
Recherche juridique	10,8	10,8	10,7
Recherche économique	10,8	10,8	10,7
Recherche sociale	10,8	10,8	10,7
Recherche littéraire	10,8	10,8	10,7
Recherche artistique	10,8	10,8	10,7
Recherche sportive	10,8	10,8	10,7
Recherche militaire	10,8	10,8	10,7
Recherche religieuse	10,8	10,8	10,7
Recherche éthique	10,8	10,8	10,7
Recherche politique	10,8	10,8	10,7

\* Exemple : l'Institut Français de l'Homme, Institut  
de recherches de la Délégation.Sur la base des dépenses 1959 soit 4 la  
Recherche fondamentale, 775 la Recherche appli-  
quée, 935 de la Recherche fondamentale et appli-  
quée par l'Etat.Sont réparties sous le contrôle de la déléga-  
tion générale les crédits :

- au CCRST,
- au CCRST Sup. (matériel),
- de la Recherche agronomique,
- de la Recherche industrielle,
- de la Recherche spatiale,
- de la Recherche nucléaire,
- de la Recherche océanographique,
- de la Recherche météorologique,
- de la Recherche aéronautique,
- de la Recherche médicale,
- de la Recherche chimique,
- de la Recherche physique,
- de la Recherche biologique,
- de la Recherche géologique,
- de la Recherche astronomique,
- de la Recherche archéologique,
- de la Recherche linguistique,
- de la Recherche historique,
- de la Recherche philosophique,
- de la Recherche juridique,
- de la Recherche économique,
- de la Recherche sociale,
- de la Recherche littéraire,
- de la Recherche artistique,
- de la Recherche sportive,
- de la Recherche militaire,
- de la Recherche religieuse,
- de la Recherche éthique,
- de la Recherche politique.

II - RÔLE DE L'ÉTAT À LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE ET AU  
FONDS NATIONALLa délégation générale reçoit au Fonds de  
12 milliards (pour 5 ans), soit 4,2 milliards sont  
attribués aux VGE. Cette somme est très faible  
comparée à ce qui se fait dans le système américain.Mais cette somme est très faible. Ce financement est  
très insuffisant pour une telle tâche. Il faut donc  
essayer de faire valoir des autres programmes  
d'investissement nationaux et à l'étranger des hommes et  
des équipes pour effectuer les efforts nécessaires.  
Il faut une délégation spéciale (DGRST) pour  
faire valoir ces efforts et effectuer les efforts  
nécessaires à la recherche de la recherche.Sur les 12 milliards de Fonds, 12 vont à la  
Recherche spatiale, 12 vont à la  
Recherche nucléaire, 12 vont à la  
Recherche océanographique, 12 vont à la  
Recherche météorologique, 12 vont à la  
Recherche aéronautique, 12 vont à la  
Recherche médicale, 12 vont à la  
Recherche chimique, 12 vont à la  
Recherche physique, 12 vont à la  
Recherche biologique, 12 vont à la  
Recherche géologique, 12 vont à la  
Recherche astronomique, 12 vont à la  
Recherche archéologique, 12 vont à la  
Recherche linguistique, 12 vont à la  
Recherche historique, 12 vont à la  
Recherche philosophique, 12 vont à la  
Recherche juridique, 12 vont à la  
Recherche économique, 12 vont à la  
Recherche sociale, 12 vont à la  
Recherche littéraire, 12 vont à la  
Recherche artistique, 12 vont à la  
Recherche sportive, 12 vont à la  
Recherche militaire, 12 vont à la  
Recherche religieuse, 12 vont à la  
Recherche éthique, 12 vont à la  
Recherche politique.

Florence Fayard

## Doc 4 : L'organisation de la recherche française en 1959

Article de Florence Fayard à « propos de récents débats parlementaires concer-  
nant le fonds de développement de la Recherche scientifique et les dotations de la  
Recherche spatiale... » paru dans *La vie de la Recherche scientifique*, n° 34, juin-  
juillet 1961

(AN, 87/0323, art 6, liasse 4)



1965  
20/2/65

## EFFECTIF DES CHERCHEURS

Juin 1963

Section	Total	Sciences Exactes		Sciences Constructives		Sciences de la Vie		Sciences de la Terre		Sciences Humaines	
		Hommes	F.	Hommes	F.	Hommes	F.	Hommes	F.	Hommes	F.
Astronomie	36	—	—	—	—	1	1	4	1	3	1
Physique Mathématique	153	—	—	4	2,7	17	11,4	28	17,5	36	22,4
Mécanique Générale	25	—	—	1	0,4	3	1,4	11	7,1	27	16,4
Acoustique	121	1	0,4	—	—	17	10,4	23	14	31	19,4
Mathématiques	34	4	2,4	1	0,4	10	6,2	7	4,3	44	27,1
Chimie	132	10	6,1	1	0,4	19	11,9	39	24,3	78	48,3
Physique Mécanique	100	3	1,8	1	0,4	11	6,8	27	16,8	34	21,4
Mécanique Physique	85	2	1,2	1	0,4	7	4,3	19	11,9	31	19,4
Physique Supramoléculaire	248	2	1,2	1	0,4	10	6,2	11	6,8	108	66,8
Électromécanique	190	1	0,4	—	—	10	6,2	27	16,8	118	73,8
Chimie Physique	230	1	0,4	1	0,4	27	16,8	11	6,8	192	119,4
Chimie Industrielle	100	3	1,8	1	0,4	11	6,8	27	16,8	34	21,4
Chimie Organique	300	5	3	1	0,4	22	13,8	73	45,8	140	87,8
Chimie Minérale	164	1	0,4	1	0,4	11	6,8	39	24,3	112	69,8
Physiologie	173	3	1,8	1	0,4	28	17,5	46	28,8	77	48,3
Biologie Cellulaire	118	3	1,8	1	0,4	11	6,8	27	16,8	34	21,4
Biologie Moléculaire	111	—	—	1	0,4	22	13,8	49	30,8	100	62,8
Biologie Végétale	139	1	0,4	1	0,4	11	6,8	39	24,3	88	54,8
Botanique	144	3	1,8	1	0,4	21	12,8	39	24,3	81	50,8
Total Recherche Exactes	2 288	27	16,8	28	17,5	214	133,8	417	259,8	1 044	647,8

## EFFECTIF DES CHERCHEURS JUIN 1963

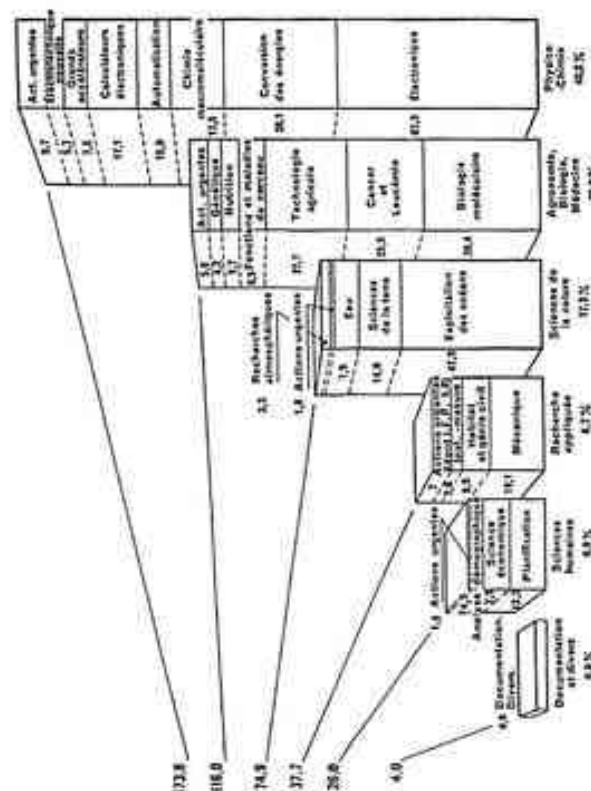
Section	Total	Recherche Fondamentale		Recherche Constructive		Recherche de la Vie		Recherche de la Terre		Recherche Humaines	
		Hommes	F.	Hommes	F.	Hommes	F.	Hommes	F.	Hommes	F.
Astronomie	36	3	1,8	1	0,4	10	6,2	44	27,1	34	21,4
Physique	34	—	—	1	0,4	10	6,2	7	4,3	36	22,4
Ingénierie Générale	41	2	1,2	—	—	3	1,8	11	6,8	27	16,8
Ingénierie Industrielle	42	—	—	—	—	4	2,4	2	1,2	34	21,4
Civilisation Industrielle	30	1	0,4	—	—	7	4,3	19	11,9	46	28,8
Mathématiques	34	1	0,4	1	0,4	10	6,2	7	4,3	44	27,1
Chimie Industrielle	25	1	0,4	1	0,4	11	6,8	27	16,8	34	21,4
Chimie Organique	121	1	0,4	1	0,4	11	6,8	27	16,8	34	21,4
Chimie Minérale	43	—	—	—	—	1	0,4	11	6,8	39	24,3
Physiologie	173	3	1,8	1	0,4	28	17,5	46	28,8	77	48,3
Biologie Cellulaire	118	3	1,8	1	0,4	11	6,8	27	16,8	34	21,4
Biologie Moléculaire	111	—	—	1	0,4	22	13,8	49	30,8	100	62,8
Biologie Végétale	139	1	0,4	1	0,4	11	6,8	39	24,3	88	54,8
Botanique	144	3	1,8	1	0,4	21	12,8	39	24,3	81	50,8
Total Recherche	410	27	16,8	28	17,5	214	133,8	417	259,8	1 044	647,8

## Doc 5 : Statuts des chercheurs

Statistique sur l'effectif des chercheurs CNRS en sciences exactes et sciences humaines soumise aux membres du CCRST afin qu'ils soient en mesure de rendre un avis sur l'accroissement des effectifs, les modes de recrutement, la répartition des postes et la participation des chercheurs de cet organisme aux tâches d'enseignement, juin 1963

(Premiers essais de normalisation des statuts des chercheurs en vue d'accroître les possibilités de mutation des personnels de la recherche scientifique entre les différents organismes)

(AN, 81/401, art 61, liasse 152)



## Doc 6 : Financement de la Recherche

Crédits engagés par secteurs en recherche fondamentale et appliquée de 1961 à 1965

(extrait de DGRST, Les actions concertées, rapport d'activité, 1965, p. 26)  
(Mission Recherche, MA 182)

PROJET DE REPARTITION DES CREDITS DE 1964  
ENTRE LES ACTIONS CONCERTEES DE LA LOI DE PROGRAMME  
(Tableau du 21.02.63 modifié)

Tableau du 21.02.63 modifié)

[illegible]

	Objectif initial fixé en 1961	Objectif initial fixé en 1963
(1) Objectif initial fixé en 1961	à 40 000 et ramené à 44 078 au milieu de la hausse du coût du grand navire	à 39 070 après réduction du programme de construction
(2) Objectif initial fixé en 1963	à 43 000 et ramené à 39 070 après réduction du programme de construction	-

Doc 7 : Dotation des 9 premières actions concertées pour les années 1961-1963  
(Document de travail remis aux membres du CCRST en octobre 1963)  
(AN, 81/0401, art 61, liasse 152)

COMITE CONSULTATIF  
DE LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

PARIS, le 4 Juillet 1964

## Le Président

Le Président du Comité Consultatif  
de la Recherche Scientifique et Technique

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de la République,

En me faisant le grand honneur de m'accorder une audience le 15 Juin dernier et en manifestant l'intention de présider, à la fin de l'année 1964, un Comité Interministériel consacré à l'examen des différents problèmes d'organisation et de structures, dont j'ai eu l'occasion de vous citer quelques exemples, vous avez bien voulu témoigner, au milieu de vos lourdes charges, l'intérêt que vous portez à la recherche scientifique et technique.

Cette marque d'intérêt a constitué un grand encouragement pour le Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique. Il estime, en effet, que le développement de la recherche est d'une importance telle qu'il se place au niveau du Chef de l'Etat puisque, à long terme, la prospérité et l'indépendance de la Nation.

Je crois donc de mon devoir de porter à votre connaissance, comme l'is me l'ont demandé, les préoccupations de mes collègues du Comité Consultatif. Ceux-ci sont conscients de la responsabilité qui leur a été confiée, par le décret du 28 novembre 1958, prévoyant que le Comité Consultatif est chargé de conseiller le Gouvernement "sur toutes les mesures tendant à développer la recherche scientifique et technique".

Dans les circonstances présentes, il leur apparaît essentiel que l'activité de recherche reste inscrite parmi les préoccupations majeures du Gouvernement et qu'une attention profonde

.....

- 2 -

continue à lui être portée.

A l'égard des problèmes de l'année 1965, Monsieur le Premier Ministre a bien voulu attribuer aux organismes de recherche des mesures nouvelles budgétaires qu'il n'avait pas initialement envisagées. Toutefois, le Comité Consultatif considère comme important de souligner que, malgré cet ancrage, les rigueurs budgétaires auxquelles le Gouvernement doit faire face provoquent, en s'appliquant avec une sévérité excessive à la recherche scientifique, un temps d'arrêt par rapport au développement remarquable et fructueux réalisé au cours des récentes années. Ce temps d'arrêt - alors que le retard français dans certains domaines reste préoccupant - engendrera inévitablement difficultés et régressions. Il sera ensuite très difficile de rattraper la perte de potentiel scientifique correspondant et les conséquences de cet arrêt hypothéqueront longtemps l'avenir du pays.

Le Comité Consultatif voudrait vous communiquer sa conviction que toute rupture de croissance compromet nos chances de survie dans la guerre économique actuelle, l'effort scientifique des autres nations industrialisées s'accroissant de façon continue.

Le Comité Consultatif a déjà donné son avis dans le rapport destiné au Comité Interministériel de la Recherche. Néanmoins, il lui est apparu de son devoir de vous informer directement de la gravité de l'enjeu.

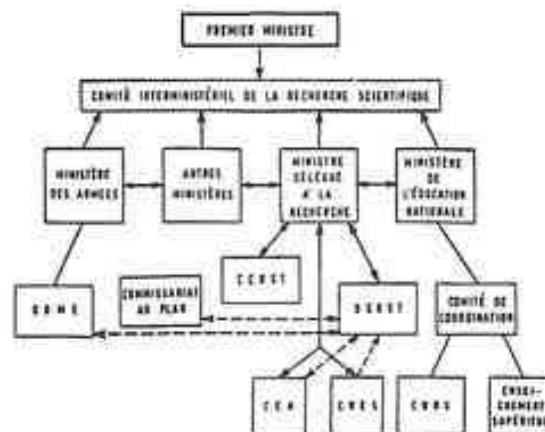
En vous renouvelant l'expression de ma reconnaissance pour l'intérêt que vous avez bien voulu manifester à l'égard des problèmes que pose le développement de la recherche scientifique, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération et de mon très respectueux dévouement.

André BLANC-LAPIERRE

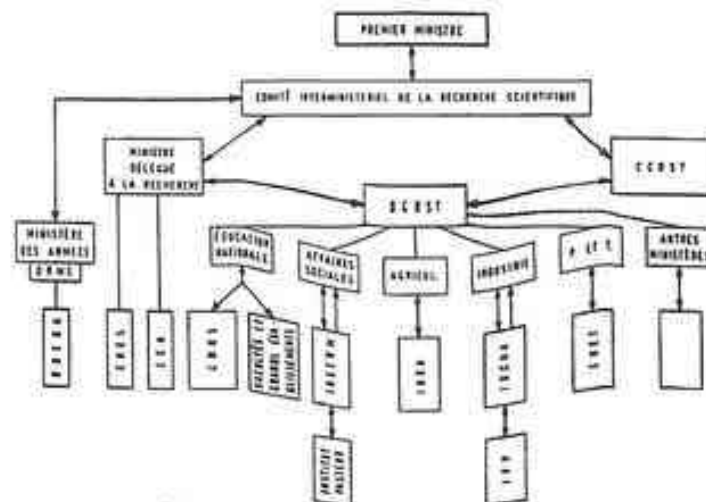
#### Doc 8 : Politique de la Recherche

Lettre de M. Blanc-Lapierre, Président du CCRST, adressée au Président de la République sur les orientations prises par le Gouvernement en matière de recherche et son financement, 4 juillet 1964

(AN, 81/0401, art 62, liasse 154)



- Organismes participant à l'élaboration de la politique scientifique.



- Structure administrative de la recherche (secteur public et parapublic).

#### Doc 9 : Coordination de la Recherche

Structures administratives de la Recherche et organismes participant à l'élaboration de la politique scientifique, 1966 (Schémas extraits de Maréchal (André), l'élaboration de la politique scientifique en France (Rome, 1966)

(Mission Recherche, RE 104 supplément)



ARRÊTÉ

Le Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,

VU le décret 58.1144 du 28 novembre 1958 concernant la recherche scientifique et technique, et notamment son article 4,

VU le décret 68-517 du 4 Juin 1968 relatif aux attributions du Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,

Sur rapport du Délégué Général à la recherche scientifique et technique,

ARRÊTÉ :

Article 1er. - Il est créé un Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique ayant pour mission de soumettre au Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, toutes propositions relatives aux nouvelles structures consultatives qui seront chargées d'assister le Gouvernement dans la définition de la politique nationale de recherche et de développement.

Le Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique pourra, sur toutes questions relevant de sa compétence, prendre avis du Conseil provisoire.

Le secrétariat du Conseil provisoire sera assuré par la Délégation Générale à la recherche scientifique et technique.

Article 2. - Le Conseil provisoire sera composé des douze membres en exercice du Comité Consultatif de la Recherche scientifique et technique, ainsi que de douze représentants élus des personnels chercheurs, techniques et administratifs appartenant soit aux services ou établissements de l'Etat ou soumis à sa tutelle, soit aux laboratoires de recherche du secteur industriel.

.../..

- 2 -

Un arrêté définira la liste des laboratoires ou établissements dont les personnels seront représentés au Conseil provisoire, ainsi que les modalités d'organisation et de déroulement du scrutin.

Article 3. - Le Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 Juin 1968

Le Ministre chargé de la Recherche  
Scientifique et des questions Atomiques  
et Spatiales

Christian de LA MALÈNE

Doc 10 : Acte de naissance du CPST  
Arrêté du 5 juin 1968 portant création du Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique  
(Mission Recherche, RE 104 supplément)

Achevé d'imprimer en juin 1993  
sur presse Varisquik  
dans les ateliers de la SAGIM à Courtry

Dépôt légal : juin 1993  
N° d'imprimeur 377

**C**es *Cahiers pour l'Histoire de la Recherche* font suite à la précédente série de dix *Cahiers pour l'Histoire du CNRS* où furent publiés les travaux suscités par le colloque historique du cinquantième du Centre national de la recherche scientifique organisé en 1989.

Cette nouvelle série de cahiers, lancée à l'instigation de la direction du CNRS, doit servir de support éditorial à des travaux individuels et collectifs sur l'histoire contemporaine de la recherche, dans une perspective comparative, à travers les disciplines, les hommes, les institutions et les lieux où elle s'effectue. Ces cahiers publieront aussi des outils d'aide aux chercheurs comme ce numéro consacré à l'inventaire des archives du ministère de la recherche.

Cet inventaire se veut un guide qui permettra au chercheur d'embrasser, non seulement les fonds d'archives ministérielles, mais aussi ceux d'instances comme le Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), le Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRSPT) ainsi que la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST).

Si, en parcourant cette première livraison des *Cahiers pour l'Histoire de la Recherche*, le lecteur perçoit l'irremplaçable contribution que ces archives peuvent apporter à l'histoire des sciences comme à celle des grandes orientations politiques prises en France en matière de recherche depuis les années 50, la Mission des Archives nationales s'en trouvera vivement encouragée dans la poursuite de sa tâche. Car, pour l'archiviste, le trésor sauvegardé n'acquiert de valeur que s'il devient un savoir plus largement mis en commun.



Prix : 90 FF  
ISBN : 2-271-05021-9